



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 30 OCTOBRE 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 30TH OCTOBER, 1937.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre, le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Hôtel du Gouvernement.

4665—36—9-0

Government House.

4666—36—9-0

Lettres Patentes

Letters Patent

"Amphi Gold Properties Limited"

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre, 1937, constituant en corporation: Gordon Robertson MacNamara, avocat, William Dickson Macdonald, étudiant en droit, Edith Mabel Tice, sténographe, Gertrude May Fleming, teneur de livres, Doris Aileen Chadwick, sténographe, tous de Toronto, Ont., dans les buts suivants:

"Amphi Gold Properties Limited"

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the ninth day of October, 1937, incorporating: Gordon Robertson MacNamara, Solicitor, William Dickson Macdonald, Student-at-Law, Edith Mabel Tice, Stenographer, Gertrude May Fleming, Bookkeeper, Doris Aileen Chadwick, Stenographer, all of Toronto, Ont., for the following purposes:—

Exercer les opérations d'une compagnie minière avec les pouvoirs énoncés dans l'article numéro 4 de la Loi des compagnies minières, c'est-à-dire:

To carry on the business of a mining company with the powers set out in Section Number 4 of the Quebec Mining Companies' Act, that is to say:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

3. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énu-

5. Exercise all the powers enumerated in Sec-

mérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chapitre 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits.

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personne ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont des accessoires à ceux ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, tel que prévu par l'article 6 de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom de "Amphi Gold Properties Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cent mille dollars (\$100,000.00), divisé en cent mille (100,000) actions d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Amos, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'octobre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5669

Sous-secrétaire de la Province.

tions 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chapter 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company, or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The Shareholders have no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Amphi Gold Properties Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one hundred thousand (100,000) shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5670-o

Under Secretary of the Province.

"Golden Potato Flakes Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, R. S. Q., 1925, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre, 1937, constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable, Lyle Maud Penfold et Margaret Jost, toutes deux secrétaires, filles majeure, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Assumer le commerce de flocons de patates conduit par Menas Gregorieff et George Segal en société dans la cité de Montréal et les environs, (y compris tous et chacun des biens et engagements s'y rapportant);

(b) Exercer les opérations d'un marchand de gros et de détail, importateur, exportateur et négociant de patates et autres légumes et aliments de toutes sortes, et en rapport avec le dit commerce, faire des recherches pour des nouveaux procédés pour la préparation d'iceux comme aliments et préparer pour la vente, raffiner et donner une valeur marchande par tout procédé quelconque des dites commodités, y compris la fabrication, la vente et la distribution de flocons de patates;

(c) Acquérir, acheter, faire le commerce, vendre fournir, manufacturer et produire tous genres et sortes d'articles, effets et marchandises négociés, se rapportant ou incidents au commerce ou

"Golden Potato Flakes Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twelfth day of October, 1937, incorporating: John Edward Grivell, accountant, Lyle Maud Penfold and Margaret Jost, both Secretaries, spinsters, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(a) To take over the potato flake business conducted by Menas Gregorieff and George Segal in co-partnership in the City of Montreal and vicinity, (including any and all assets and liabilities in connection therewith);

(b) To carry on the business of a wholesale and retail merchant, importer and exporter and dealer in potatoes and other vegetables and edibles of all kinds, and in connections therewith to search for new processes for the preparation thereof as edibles and to prepare for sale, refine and make merchantable by any process said commodities, including the manufacture, sale and distribution of potato flakes;

(c) To acquire, purchase, deal in, sell, supply, manufacture and produce all manner and kind of goods, wares and merchandise dealt in or pertaining to or incidental to the business or any

à une partie quelconque du commerce précité, et tous autres articles convenables ou nécessaires se rapportant à l'exercice du commerce;

(d) Acquérir par achat ou autrement, détenir ou louer tout immeuble qui sera jugé nécessaire ou convenable aux fins de la compagnie et les autres propriétés immobilières dans un but de spéculation, et en payer l'acquisition ou la détention en deniers ou en obligations ou en actions libérées de la compagnie;

(e) Construire et / ou exploiter sur tout immeuble acquis par la compagnie, des magasins, garages pour les automobiles, salles de démonstration et autres édifices qu'elle jugera convenables;

(f) Agir comme agents à commission, consignataires ou représentants de toute compagnie, firme ou personne faisant le commerce de marchandises semblables;

(g) Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement en même temps que cette industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(h) Acquérir par achat, échange, location ou autrement de tous individus, sociétés ou compagnies, la totalité ou une partie quelconque des biens et propriétés de toute industrie semblable ou en partie semblable à celle de la présente compagnie, avec ou sans les terrains et édifices destinés à son exploitation et tous ses biens en général, et les payer en deniers ou obligations ou en actions libérées de la compagnie;

(i) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations et débetures et nantir, hypothéquer ou gager les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débetures et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(j) Promouvoir et développer tout dessin, nom de commerce ou marque de commerce, se rapportant au dit commerce, et les faire enregistrer au nom de la compagnie;

(k) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et effets négociables ou transférables;

(l) Vendre, échanger et louer la totalité ou l'une quelconque des propriétés mobilières de la compagnie ou autrement les aliéner ou en disposer;

(m) Réglementer la vente, la distribution et le transfert des actions et débetures de la compagnie;

(n) Acquérir, détenir, vendre et transférer les dites débetures à toute compagnie ou corporation, et généralement faire tous les actes et choses qui sembleront incidents ou susceptibles de conduire à la réalisation de tous ou de l'un quelconque des objets précités, sous le nom de "Golden Potato Flakes Inc."

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en cent (100) actions sans valeur nominale ou au pair et les dites actions pourront être émises pour la considération qui sera fixée de temps à autre par le bureau de direction.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq cents dollars (\$500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'octobre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5671

Sous-secrétaire de la Province.

part of the business aforesaid, and all other articles convenient or necessary in connection therewith in the carrying on of the business;

(d) To acquire by purchase or otherwise, hold and lease any real estate which may be deemed necessary or suitable for the company's purposes and other immoveables with a view to speculation, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or in any paid up shares of the company;

(e) To build and / or operate upon any real estate acquired by the company, stores, automobile garages, show-rooms and other buildings which it may deem proper;

(f) To act as commission agents, consignees or representatives for any company, firm or person dealing in similar merchandise;

(g) To carry on any other business which may be suitably carried on at the same time as this business, or of a nature to directly or indirectly increase the value of or render profitable any of the property or rights of the company;

(h) To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individuals, partnership or company, the whole or any part of the assets and property of any business altogether or partly similar to that of this company, with or without the lands and buildings destined to their exploitation and all its assets generally, and to pay for the same in cash or bonds or in paid up shares of the company;

(i) To borrow money upon the credit of the company, issue bonds and debentures and to pledge, hypothecate or mortgage the moveable or immoveable property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures and any sums of money borrowed for the purposes of the company;

(j) To foster and develop any design, trade-name or trademark, referable to the said business, and cause same to be registered on behalf of the company;

(k) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and negotiable or transferable instruments;

(l) To sell, exchange and lease all or any of the moveable property of the company, or otherwise alienate or dispose of same;

(m) To regulate the sale, distribution and transfer of the shares and debentures of the company;

(n) To acquire, hold, sell and transfer such debentures of any company or corporation, and generally to do all acts and things which may seem incidental to or conducive to the attainment of all or any of the above objects, under the name of "Golden Potato Flakes Inc."

The capital stock of the company is divided into one hundred (100) shares having no nominal or par value and such shares may be issued for such consideration as from time to time may be fixed by the Board of Directors.

The amount of capital with which the company will commence business will be five hundred dollars (\$500.00).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5672-o

Under Secretary of the Province.

"Lapan Cartage Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre, 1937, constituant en corporation: George Thomas Porter, James Robertson, tous deux comptables, de Montréal, P. Q., Mariette Frances Joyce, fille majeure, sténographe, d'Outremont, P. Q., dans les buts suivants:

(1) Agir comme voituriers, camionneurs, agents voituriers et expéditeurs par terre et par eau, marchands, entreposeurs et entreposer et hangarer des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporation;

(2) Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et le trafic de camions-automobiles, tracteurs, véhicules-moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, et les accessoires électriques, et faire l'exploitation générale d'ateliers de machines, de boutiques de réparations et de garages;

(3) Faire affaires comme propriétaires et exploitant de carrières et marchands de pierre, et acheter, vendre, extraire, travailler, modeler, tailler, sculpter, polir, broyer et préparer pour le marché ou l'usage, de la pierre de toutes sortes;

(4) Exercer les fonctions d'entrepreneurs généraux en construction de chemins et en pavage et être partie à des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux de pavage, et exercer pour les fins susdites l'industrie d'une compagnie de construction de chemins et pavage en général, et d'entrepreneurs pour la construction de travaux de chemins et de pavage, publics ou privés, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de produits qui entrent dans la construction de chemins;

(5) Rechercher, extraire, miner et préparer pour le marché, utiliser, acheter, manufacturer, vendre, importer, exporter et faire le commerce de pierre, pierre à chaux, grès, pierre de construction, pierre artificielle, marne, ardoise, argile schisteuse, schiste, gravier, sable, chaux, plâtres, charbon, coke, combustible et autres minéraux, métaux et terre, ciment Portland et autres et tous articles composés de ou d'aucun de leurs sous-produits, en tout ou en partie;

(6) Acquérir par achat, bail ou autrement, des mines, droits miniers ou carrières, terrains et intérêts en iceux, les explorer, creuser, exercer, développer et exploiter, ainsi que d'autres produits, aussi fondre, traiter et donner une valeur marchande aux minerais, métaux et substances minérales de toutes sortes;

(7) Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour construire et aménager des structures privées, bâtir, faire exécuter, aménager, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux de toute description, y compris des travaux publics et commodités de toutes espèces, expression qui ne doit souffrir aucune restriction dans son sens général, par ce qui suit, et qui comprend des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrigations, réclamations, améliorations, tuyaux d'égoût, de drainage, d'hygiène, service hydraulique, usines à gaz, téléphone, tunnels, moulins à ciment, voies souterraines, hôtels, entrepôts.

"Lapan Cartage Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1937, incorporating: George Thomas Porter, James Robertson, both Accountants, of Montreal, P. Q., Mariette Frances Joyce, Spinster, Stenographer, of Outremont, P. Q., for the following purposes:

(1) To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, merchants, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares, and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

(2) To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof, as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, and general repair and garage business;

(3) To carry on the business of quarry owners and operators and stone merchants, and to buy, sell, get, work, shape, hew, carve, polish, crush and prepare for market or use, stone of all kinds;

(4) To carry on the business of general road construction and paving contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of paving works and to carry on, for the purposes aforesaid, the business of a general road and paving construction company and contractors for the construction of roads and paving works, public or private, and to manufacture, purchase, sell, import, export and deal in all kinds of products for road construction;

(5) To search for, quarry, mine and make merchantable, use, buy, manufacture, sell, import, export, and deal in stone, lime-stone, sandstone, building stone, artificial stone, marl, slate, shale, clay, gravel, sand, lime, plasters, coal, coke, fuel and other minerals, metals and earths, Portland and other cements and all articles composed of or any of the by-products thereof in whole or in part;

(6) To acquire by purchase, lease or otherwise any mines, mining rights or quarries and land, and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and operate the same, and other products, and to smelt, treat and prepare for market ores, metals and mineral substances of all kinds;

(7) To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of private works; to construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage and control all description of works, including public works and conveniences of all kinds, which expression the generality of which is not to be limited in any way by the following, includes docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewerage, drainage, sanitary, water, gas, telephonic works, tunnels, cement mills, subways, hotels, warehouses, markets and public buildings, and all other works or conveniences of

marchés et édifices publics, ainsi que tous travaux et commodités publiques et privés; exercer sous toutes ses formes diverses l'industrie de marchands de pierre, brique, bois, fer, ainsi que d'autres matériaux et nécessités de construction, exercer aussi généralement le commerce de constructeurs et entrepreneurs; se livrer à la fabrication de toutes sortes de munitions, d'artillerie de guerre ou du matériel de guerre;

(8) Faire les plans, construire, agrandir, étendre, réparer, parfaire, démolir, déplacer ou autrement se livrer à aucun genre d'ouvrage en rapport avec les chemins de fer, les ponts, jetées, docks, bases et autres structures d'aucune sorte, prendre ou accepter aucun contrats ou cessions qui s'y rattachent;

(9) Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, en faire le commerce et le trafic, utiliser et disposer, soit en gros ou en détail, de matériaux, accessoires et équipements de construction, de toutes sortes, et faire le commerce ou la fabrication de tous autres articles ou choses de nature semblable ou analogue aux articles susdits, ou à aucun des dits articles ou qui s'y rapportent;

(10) Exercer l'industrie d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, entreposeurs, voituriers, vendeurs, fournisseurs et distributeurs de pétrole, et produits et sous-produits du pétrole, de toute nature et description, et de gaz naturel;

(11) Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger, ou autrement trafiquer et disposer de terrains, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

(12) Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possédera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour aucuns objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature, nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la corporation;

(13) Construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer, exécuter ou contrôler des chemins ou routes et sur ses propriétés et celle dont elle a le contrôle, pour les fins de son industrie et de son commerce, embranchements, voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins, ainsi que d'autres structures et commodités qui paraîtront propres à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, aussi contribuer à subventionner ou autrement aider ou prendre part à leurs construction, l'amélioration, l'entretien, confection, administration, exécution ou contrôle;

(14) Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession et chose semblable, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

(15) Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou co-exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

(16) Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la

public or private utility; to carry on in all their respective branches the business of dealers in stone, brick, timber, hardware and other building material or requisites and generally to carry on the business of builders and contractors; to engage in the manufacture of all kinds of ordinance war munitions or of war material;

(8) To design, construct, enlarge, extend, repair, complete, take down, remove or otherwise engage in any work on railways, bridges, piers, docks, foundations and other works of every kind, and to take or receive any contracts or assignments therefor or relating thereto;

(9) To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise acquire, deal in and deal with, utilize and dispose of, either at wholesale or retail, building and construction materials, supplies and equipment of all kinds, and to deal in or manufacture any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, or connected therewith;

(10) To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, marketers, suppliers and distributors of petroleum products and by-products of every kind and description and natural gas;

(11) To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in and with lands, and buildings and rights therein, and that of every kind and description;

(12) To erect and construct upon any land owned by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

(13) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads or ways on its properties, or those under its control for the ends of its industry or its commerce, branches, sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufacturing, warehouses, electric works, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(14) To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchises, good-will, property and assets, including any option, concession and the like of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

(15) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or co-exclusive or limited right to use of any secret or other information as to invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

(16) To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the

compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

(17) Employer aucun de ses fonds dans l'achat de valeurs de toute autre compagnie, et durant la possession ou détention d'icelles, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour ces valeurs;

(18) Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer toute industrie ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(19) Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

(20) Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

(21) Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

(22) Émettre des actions libérées, des obligations, débetures, stocks et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks et/ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures et/ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

(23) Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie de ces prêts, et garanties, aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, actions-débetures, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

(24) Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés réelles ou personnelles, ou de toutes affaires ou entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de telle vente, location ou disposition, en tout ou en partie, de l'argent ou toutes actions, débetures, actions-débetures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

company and to transfer its shares or assets or to amalgamate with any such company;

(17) To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

(18) To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on, or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

(19) To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

(20) To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

(21) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the company or any money due to the company from purchasers and to sell, or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(22) To issue fully paid up shares, bonds, debentures, stock and other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises, or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed by it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debentures, stock and/or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds, or debenture stock and/or other securities of any other company;

(23) To lend money to persons or companies having dealings with the company and to guarantee with or without security the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies upon the property of such persons or companies;

(24) To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, wholly or in part, cash or any shares, debentures, debenture-stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

(25) Etablir des agences et succursales;

(26) Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, suivant que les directeurs pourront le déterminer de temps à autre, par résolution;

(27) Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

(28) Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement acquittées, ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues, et pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à l'organisation, la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

(29) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tout actif de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

(30) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

(31) Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs, et par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Lapan Cartage Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'octobre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5673 Sous-secrétaire de la Province.

(25) To establish agencies and branches;

(26) To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as the directors of the company may from time to time by resolution determine;

(27) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(28) To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred or for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization and formation of the company or the conduct of its business;

(29) To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and in particular any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(30) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

(31) To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Lapan Cartage Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5674-o Under Secretary of the Province.

**"Les Publications Lafayette Limitée.—
Lafayette Publishing Company Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1937, constituant en corporation: Henri-Albert Chartier, caricaturiste, Jean-Marcel Tessier, courtier d'assurance et Rodolphe-Marcel Routhier, assistant-chimiste, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer la profession et le commerce de journalistes, revuistes, annonceurs, nouvellistes, caricaturistes, dessinateurs, étalagistes, agents de publicité et d'annonces;

Editer, publier, distribuer, offrir en vente des journaux, revues, magazines, périodiques, tracts, tabloids, livres, images, cartons et généralement toutes publications de quelque nature que ce soit;

**"Les Publications Lafayette Limited.—
Lafayette Publishing Company Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1937, incorporating: Henri Albert Chartier, cartoonist, Jean Marcel Tessier, insurance broker and Rodolphe Marcel Routhier, assistant chemist, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the profession and business of journalists, commentators, advertisers, reporters, cartoonists, illustrators, displayers, publicity and advertising agents;

To edit, publish, distribute, offer for sale newspapers, reviews, magazines, periodicals, tracts, tabloids, books, pictures, cartoons and generally all publications of any nature whatsoever;

Promouvoir, organiser, mettre sur pied, développer, des entreprises de journalisme, de publicité et d'annonces, commerciales, industrielles, littéraires ou artistiques;

Publier, annoncer, faire de la réclame et faire l'article par journaux, revues, magazines, circulaires, vitrines, tracts, panneaux-réclame, radio et de toutes façons légales;

Exercer le commerce de l'imprimerie, de la publication, traduction et reproduction de journaux, revues, documents et ouvrages de publicité de toutes sortes;

Acquérir et posséder tous biens meubles et immeubles nécessaires à son entreprise, aliéner ses biens meubles ou immeubles et les hypothéquer;

Exercer toute autre entreprise qui peut sembler à la Compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la Compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir en tout ou en partie les biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant un commerce ou une profession que la Compagnie a l'autorisation d'exercer, sous le nom de "Les Publications Lafayette Limitée—Lafayette Publishing Company Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5675-o

Sous-secrétaire de la Province.

To promote, organize, set up, develop journalistic, publicity and advertising, commercial, industrial, literary or artistic enterprises;

To publish, advertise, undertake publicity work and advertising matter through newspapers, reviews, magazines, circulars, windows, tracts, billboards, radio and any other lawful methods;

To carry on the business of printing, publishing, translating and reproducing of newspapers, reviews, documents and advertising matter of all kinds;

To acquire and own any moveable and immoveable properties necessary for its undertaking, to dispose of its moveable or immoveable properties and to hypothecate the same;

To carry on any other undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its undertaking of calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

To acquire all or any part of the assets and liabilities of any person or company carrying one a business or profession which the company is authorized to carry on, under the name of "Les Publications Lafayette Limitée—Lafayette Publishing Company Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5676

Under Secretary of the Province.

"Maple Distillery Limited—La Distillerie Erable Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre, 1937, constituant en corporation: A. Papineau Mathieu, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Juliette Lemire, secrétaire, fille majeure, Armand Mathieu, avocat et conseil en Loi du Roi, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de distillateurs, brasseurs, malteurs, et manufacturiers de vins domestiques et liqueurs alcooliques de toutes sortes et particulièrement les liqueurs alcooliques fabriquées de sève d'érable, sirop d'érable et de tous autres ingrédients ou matériel qui peuvent être utilisés et sont généralement utilisés dans la fabrication, la distillation et l'épuration des liqueurs alcooliques et toutes sortes d'alcool et produits méthyliques et aussi en rapport avec les dites opérations, le commerce d'entreposeurs, expéditeurs, voituriers, charroyeurs et autres industries semblables, et manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce de tous effets, marchandises, articles ou effets se rapportant directement ou indirectement à l'une quelconque des dites opérations, y compris les barils, tonneaux, bouteilles, boîtes, caisses à claire-voie et tous autres articles semblables s'y rapportant; ainsi que le commerce d'embouteillage en général par contrat ou autrement;

Bâtir, acquérir, louer et exploiter des élévateurs pour l'entreposage du grain, et exercer le commerce qui consiste à acheter, vendre et

"Maple Distillery Limited—La Distillerie Erable Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1937, incorporating: A. Papineau Mathieu, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Juliette Lemire, secretary, spinster, Armand Mathieu, advocate and King's Counsel, both of the City of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of distillers, brewers, malsters, melters and manufacturers of domestic wine and alcoholic liquors of all kinds and especially alcoholic liquors made out of maple sap, maple syrup and with any other ingredients or material which can be used and is generally used in the fabrication, distilling and refining of alcoholic liquors and all kinds of alcohol and highly products and also in connection therewith the business of warehousemen, of forwarders, carriers, carters and other like businesses, and to manufacture, buy, sell and generally deal in any wares, merchandise, articles or effects directly or indirectly relating to any of said businesses including barrels, casks, bottles, boxes, crates and all other like articles connected therewith; also bottling business generally by contracts and otherwise;

To build, acquire, lease and operate elevators for the storage of grain, and to carry on the business of buying, selling and fattening cattle, and

engraisser les animaux, et exploiter des fermes et houblonnières, sucreries en rapport avec ledit commerce;

Construire, acheter, louer et exploiter des vaisseaux à vapeur ou autrement pour le grain, blé, charbon, bestiaux ou autres cargaisons utilisés en rapport avec le commerce de la compagnie;

Exercer le commerce de brasseurs et malteurs, distillateurs, marchands de vins et spiritueux, et importateurs et exportateurs, manufacturiers et négociants de liqueurs gazeuses et autres;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce d'articles, effets, marchandises de toutes sortes se rapportant aux opérations de la compagnie et sans limiter la généralité de ce qui précède, manufacturer, mélanger, distiller et épurer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'alcools et produits spiritueux, qui entrent ou forment partie de la fabrication, distillation, mélange et épuration tel que grains, blé, sève d'érable, sirop d'érable et sucre d'érable;

Faire enregistrer et représenter la compagnie dans tout pays étranger conformément aux lois du dit pays étranger, désigner les personnes pour représenter la compagnie, accepter les assignations au nom de la compagnie;

Promouvoir, subventionner et aider les compagnies, syndicats et sociétés de toutes sortes;

Exercer toutes sortes d'opérations de promotion, et particulièrement former, lancer, prêter des deniers à, aider et contrôler toutes compagnies, transactions ou entreprises quelconques;

Fournir et procurer les dépôts et garanties en fonds requis en rapport avec toute soumission ou demande pour tout contrat, concession, édit ou décret, biens ou privilèges ou se rapportant à l'exécution de tout contrat, concession, édit ou décret;

Exercer et se charger de toutes transactions ou opérations commerciales naturellement exercées ou entreprises par les organisateurs de compagnies, financiers, concessionnaires, entrepreneurs de travaux publics ou privés, capitalistes, marchands ou commerçants;

Offrir pour souscription publique toutes actions ou parts du capital ou débetures, actions-débetures ou autres valeurs, ou autrement établir ou promouvoir ou contribuer à établir ou à promouvoir toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

Prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle du commerce ou des opérations de toute compagnie ou entreprise, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

Ouvrir, se charger, faire examen, inspection et audition des livres de comptes;

Transférer, enregistrer et contresigner les certificats d'obligations d'actions ou d'autres titres de créance;

Agir comme registraires d'actions, obligations, certificats et débetures et comme agent de transfert de toute corporation ou individu;

Agir comme agent du fisc pour les personnes, firmes ou corporations;

Se charger, administrer, contrôler ou autrement disposer des opérations et entreprises de toute corporation, firme ou individu lorsqu'il pourrait être nécessaire dans le but de protéger les intérêts de la compagnie, dans le but de protéger les valeurs, de réaliser les réclamations ou d'exécuter toutes transactions ou obligations que la compagnie pourrait avoir conclues;

Agir comme agent financier et exercer les opérations en général d'agence financière, de promotion et de courtage; (b) acheter, vendre ou placer

to operate farms and hopyards, sugar camps in connection with the said business;

To build, purchase, lease and operate vessels whether propelled by steam or otherwise to carry grain, corn, coal, cattle or other cargo used in connection with the company's business;

To carry on the business of brewers and malsters, distillers, wine and spirit merchants and importers and exporters, manufacturers and dealers in aerated and other beverages;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in goods, wares, merchandises of all kinds connected with the business of the company and without limiting the generality of the foregoing to manufacture, combine, distil, and refine, buy, sell and deal in all kinds of alcohols and highly products, enter or could form part of the manufacturing, distilling, combining and refining like grains, wheat, maple sap, maple syrup, and maple sugar;

To cause the company to be registered and represented in any foreign country according to the laws of such foreign country, designate persons to represent the company, to accept services in the name of the company;

To promote, subsidize and assist companies, syndicates and partnerships of all kinds;

To carry on all kinds of promotion business, and in particular to form, float, lend money to, assist and control any companies, transactions or undertakings whatsoever;

To furnish and provide deposits and guarantee funds required in relation to any tender or application for any contract, concession, decree, enactment, property or privilege or in relation to the carrying out of any contract, concession, decree or enactment;

To carry on and undertake any business transaction or operation naturally carried on or undertaken by promoters of companies, financiers, concessionaries, contractors for public or other works, capitalists, merchants or traders;

To offer for public subscription any shares or stocks in the capital of or debentures or debenture stock or other securities of, or otherwise to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

To take any part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To open, take charge of, examine, inspect and audit books of account;

To transfer, register and countersign certificates of bonds, stocks or other evidences of indebtedness;

To act as registrar of stocks, bonds, certificates and debentures and as transfer agent of any corporation or individual;

To act as fiscal agent for persons, firms or corporation;

To undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any corporation, firm or individual when it may be necessary for the purpose of protecting the interests of the company for the purpose of protecting securities, realizing upon claims or carrying out any transaction or obligation which the company may have entered upon;

To act as financial agent and to carry on the general financial agency, promotion and brokerage business; (b) to purchase, sell or invest in

les débentures, obligations, actions et autres valeurs d'un gouvernement, d'une corporation municipale, scolaire, banque à charte ou compagnie non constituée en corporation; (c) Procurer le capital, le crédit ou autre assistance pour l'établissement, l'agrandissement ou la réorganisation de toute entreprise ou industrie qu'a l'intention d'exercer toute personne ou corporation;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises faites d'étain ou de tous autres sous-produits, ou de toutes sortes d'autres métaux, vitres, bois, carton, ou de l'un quelconque de leurs sous-produits;

Acquérir en pleine propriété de la compagnie "Maple Syndicate" tous les droits, contrats, options et renseignements privés qui pourraient être avantageux à la compagnie et à ses objets pour et en considération d'actions entièrement libérées du capital autorisé de la compagnie;

Rémunérer et dédommager les services rendus et avantageux aux objets de la compagnie ou qui sont ou pourraient être directement ou indirectement profitables à la compagnie;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider cette dite personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconques des biens et assumer les obligations de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et appropriée, et particulièrement pour les actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie *prorata* à la valeur des actions;

Rémunérer toute personne ou personnes ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations, en deniers ou en actions;

Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie, et au prélèvement de son capital-actions ou passer des contrats avec toute personne ou compagnie pour les payer;

debentures, bonds, stocks and other securities of a government, municipal corporation, school corporation, chartered bank or unincorporated company; (c) To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry intended to be carried on by any person or corporation;

To buy, sell, manufacture and deal in all kinds of merchandise made of tin or any other by-products or any kind of other metal glass, wood, card-board, or any by-products of same;

To acquire in full ownership from the Maple Syndicate all rights, contracts, options and private information which could be beneficial to the company and its objects for and in consideration of fully paid up shares of the authorized capital of the company;

To remunerate and compensate services rendered and beneficial to the purposes of the company, or which directly or indirectly are or would be beneficial to the company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to engage in or carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and assume liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as to the company may seem fit and proper, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, *prorata* to the value of the shares;

To remunerate any person or persons or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, in cash or in shares;

To raise and assist in raising money for and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any person with whom the company may have business relations;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company, and the raising of its share capital or to contract with any person or company to pay the same;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et aux prix qui seront jugés convenables;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire, soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transaction, pourvu, toutefois que, dans pareils cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction.

Le bureau de direction pour administrer les opérations de la compagnie sera composé de cinq directeurs, sous le nom de "Maple Distillery Limited—La Distillerie Erable Ltée", avec un capital total de un million cinq cent mille dollars (\$1,500,000.00), divisé en un million cinq cent mille (1,500,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'octobre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5677

Sous-secrétaire de la Province.

To borrow money on the credit of the company, and to issue bonds, debentures, or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The board of directors to administer the business of the company is to be composed of five directors, under the name of "Maple Distillery Limited—La Distillerie Erable Ltée", with a total capital stock of one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000.00), divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5678-o

Under Secretary of the Province.

"Peter Shoe Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre, 1937, constituant en corporation: Peter Braunstein, manufacturier de chaussures, Lenora Braunstein, fille majeure, Ben Angen, teneur de livres, et Ben Epstein, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer des chaussures, et tanner, exploiter une tannerie, manufacturer, ouvrir, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de peaux, peaux vertes et cuir de toute sorte; exercer les opérations qui consistent à manufacturer les chaussures, tanner, ouvrir, acheter et vendre des marchandises de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ouvrir ou tanner ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de chaussures, peaux, peaux vertes, cuir et articles semblables;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner, embellir, construire, modifier

"Peter Shoe Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twelfth day of October, 1937, incorporating: Peter Braunstein, shoe manufacturer, Lenora Braunstein, spinster, Ben Angen, bookkeeper, and Ben Epstein, merchant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture shoes, and to tan, operate a tannery, manufacture, process, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with hides, skins and leather of every sort; to carry on the business of manufacturing shoes, tanning, processing, buying and selling of merchandise of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, process or tan or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of shoes, hides, skins, leather and similar goods;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter

ou autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet de toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements requis;

6. Conclure au sujet de la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider ces dites personnes ou compagnies et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions, que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exercer, exécuter les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant toute industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins, qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

13. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

14. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exé-

and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealing with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to

cuter et avoir la jouissance de permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'aucun gouvernement ou aucune autorité ou corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, obligations et biens quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

16. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens ou droits de la compagnie;

17. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, pour garantir le remboursement des prêts, ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés, mobilières ou immobilières, présentes ou futures, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que la compagnie a l'autorisation par la loi d'émettre;

21. Vendre, nantir, gager, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer de toutes ou chacune des propriétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun temps possédés ou que cette compagnie a la jouissance moyennant les termes et conditions que cette compagnie croira convenables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Peter Shoe Corporation", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'octobre, 1937.

JEAN BRUCHESI,
5679 Sous-secrétaire de la Province.

exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Peter Shoe Corporation", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,
5680 Under Secretary of the Province.

"Sab-Lac Copper and Gold Mines Limited".
(Libre de Responsabilité Personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1937, constituant en corporation: Philippe Rochefort, vendeur, de Cap-de-la-Made-

"Sab-Lac Copper and Gold Mines Limited".
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fifth day of October, 1937, incorporating: Philippe Rochefort, salesman, of Cap de la Madeleine, Joachim

leine, Joachim Bachand, vendeur et Philippe Bérard, comptable, tous deux de Trois-Rivières, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (Chap. 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrage faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

11. Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "Sab-Lac Copper and Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (99,900) actions ordinaires de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5681-o Sous-secrétaire de la Province.

"Savon Majestic Soap Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la pro-

Bachand, salesman and Philippe Bérard, accountant, both of Trois-Rivières, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. The shareholders incur No Personal Liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Sab-Lac Copper and Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of ninety nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into ninety nine thousand nine hundred (99,900) common shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be in Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October 1937.

JEAN BRUCHESI,

5682 Under Secretary of the Province.

"Savon Majestic Soap Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre 1937, constituant en corporation: Alphonse-D. Roy, manufacturier, Hector Marsan, voyageur de commerce, et Alcide Rivest, bourgeois, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie générale de manufacturiers, marchands en gros et en détail, importateurs et exportateurs de savons de buanderies, savons à toilette et de toutes sortes de savons, chandelles en suif, suif, parfums, glycérine, huiles, graisse, et de tous les autres ingrédients et produits qui entrent dans la fabrication du savon;

Acheter, manufacturer et vendre des boîtes de carton, bois, ou en métal;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, en possédant les biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la Compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la Compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce, genre d'affaires, qu'elle peut exercer ou exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la Compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle Compagnie, aussi les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités, tous les droits privilèges, et concessions que la présente compagnie jugera désirables d'obtenir, et exécuter ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiducies, fonds, et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, à leurs dépendants,

Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the ninth day of October 1937, incorporating: Alphonse D. Roy, manufacturer, Hector Marsan, commercial traveller, and Alcide Rivest, bourgeois, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general industry of manufacturers, wholesale and retail marchants, importers and exporters of laundry soaps, toilet soaps and all other kind of soaps, tallow candle, tallow, perfumes, glyceryne, oils, grease, and all other ingredients and products used in the manufacture of soap;

To purchase, manufacture and sell carton, wooden or metal boxes;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To enter into arrangement with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support, or aid in the establishment and support of association, institutions, trusts, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the

ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions, allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour des fins charitables, éducationnelles ou bienveillantes, pour des exhibitions et pour aucun objet d'utilité générale et publique;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables, et en particulier toute la machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, voies, embranchements ou voies d'évitement, sur la propriété possédée ou contrôlée par la Compagnie et pour les seules fins de son industrie et de son commerce, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines d'énergie électrique, ateliers, magasins, et autres usines et installations de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner, aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relation d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toutes autres compagnies, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement; avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs, à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie, dans aucun autre pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la Compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou actions;

Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune action du capital de la compagnie, ou des débetures, actions, obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation avec lesquelles

company, or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable, educational or benevolent objects or for any exhibition or for any public or general object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient, and in particular, any machinery, plant, stock in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches, or sidings, on the property owned or controlled by the company and for the sole purpose of its industry and its business, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize, assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital stock, or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company, or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for any company or corporation with which this company

cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligation de débetures ou d'autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution de contrats par aucune telle compagnie ou corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncées dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques;

Hypothéquer, vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Savon Majestic Soap Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5683-o Sous-secrétaire de la Province.

may have business relations and to aid them by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise; to guarantee also the performance of contracts by any such company or corporation or by one or more other persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and particularly by advertising in the press, by circulars, by the purchase and exhibition of works of art or interest, by the publication of books and periodicals;

To hypothecate, sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the properties and rights of the company;

To do all things incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Savon Majestic Soap Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of October 1937.

JEAN BRUCHESI,

5684 Under Secretary of the Province.

"Securities Transfer Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre 1937, constituant en corporation: Andrew Herbert Monteith, Conseil en loi du Roi, Paris, Ontario, William Alexander Grange, avocat, Napanee, Ontario, et Arthur Thomas Field, gérant, Montréal, Québec, dans les buts suivants:

(a) En général agir comme agents et / ou fondés de pouvoirs pour la transaction d'affaires, la gestion de biens, le placement et la perception de deniers, octrois, intérêts, dividendes, mortgages, obligations, billets, notes et autres valeurs et / ou pour les fins de l'enregistrement, émission et contre signature, et autre négociation de transferts et certificats d'actions, obligations, débetures et / ou autres obligations de tout gouvernement ou autorité, fédérale, provinciale ou municipale et / ou de toute corporation, association ou municipalité, et recevoir et gérer tout fonds d'amortissement pour iceux;

(b) Exercer dans toutes leurs spécialités respectives les opérations de courtiers en placement, promoteurs, capitalistes, financiers, courtiers, agents et concessionnaires, et entreprendre et exercer et exécuter toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres opérations, entreprises, commerces et entreprises;

(c) Souscrire, conditionnellement ou non, et garantir et autrement acquérir, vendre à commission, négocier et faire le commerce d'obligations, mortgages, titres, actions, bons, débetures, actions-débetures et autres valeurs de toutes sortes, et faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, risques conjoints, les concessions réciproques ou la coopération, avec tout individu, société, firme ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, financer et aider à financer et constituer, former et organiser des compagnies, des syndicats et sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété ou droits ou tout commerce ou entreprise avec ou sans obligations, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou

"Securities Transfer Company Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1937, incorporating: Andrew Herbert Monteith, King's Counsel, Paris, Ontario, William Alexander Grange, Barrister-at-Law, Napanee, Ontario, and Arthur Thomas Field, manager, Montreal, Quebec, for the following purposes:

(a) In general to act as agents and / or attorney for the transaction of business, the management of estates, the investment and collection of moneys, grants, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities and / or for the purpose of registering, issuing and countersigning, and otherwise dealing with transfers and certificates of stocks, bonds, debentures and / or other obligations of any government or authority, federal, provincial or municipal and / or of any corporation, association, or municipality, and to receive and manage any sinking fund therefor;

(b) To carry on the businesses in all their respective branches of investors, promoters, capitalists, financiers, brokers, agents and concessionaries, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations, enterprises, businesses and ventures;

(c) To subscribe for, conditionally or unconditionally and to underwrite and otherwise acquire, sell on commission, hold, vary, deal in and deal with obligations, mortgages, stocks, shares, bonds, debentures, debenture stock and other securities of all kinds and to enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or co-operation with any person, partnership, firm or company and to promote and aid in promoting, finance and aid in financing and to constitute form or organise companies, syndicates and partnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property or rights or any business or undertaking with or without liabilities, or of advancing directly or indirectly, the objects

pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

(d) Avancer ou placer des deniers avec ou sans intérêt sur la garantie de tous biens ou droits quelconques, et généralement prêter et avancer de l'argent moyennant tels termes et sujet à telles conditions qui sembleront convenables;

(e) Obtenir des avances sur aucun des placements de la compagnie, négocier des emprunts, offrir au public pour subscription ou autrement aider ou assister à placer aucun de ces placements, donner toute garantie en rapport avec aucun de ces placements, recevoir des deniers, documents et valeurs pour les vendre, les garder en sûreté, les transmettre ou les déposer à intérêt ou autrement, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre, ou autrement négocier et disposer de billets à ordre, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, billets et autres effets mercantiles, et valeurs et documents négociables et transférables;

(f) Offrir au public pour souscription toutes actions ou titres ou obligations, débetures ou actions-débetures ou autres valeurs ou autrement établir, promouvoir ou aider ou concourir à établir, promouvoir ou aider toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

(g) Garantir ou se porter garant pour le paiement du principal, des dividendes et intérêts sur des hypothèques, obligations, titres, actions, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie, association, entreprise, ou corps public ou privé, ou garantir l'exécution de leurs contrats, marchés ou autres obligations;

(h) Assumer, accepter, remplir et exécuter tout mandat conféré ou confié à la compagnie par toute personne, firme ou compagnie;

(i) Acheter, louer, recevoir ou autrement acquérir et construire, ériger, manufacturer, aménager, détenir, posséder, maintenir, contrôler, gérer, administrer, exploiter, améliorer, développer, mettre en œuvre, vendre, louer, exporter, ou autrement en disposer et généralement en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur de toute façon ou manière quelconque toutes sortes de biens, soit réels, personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, en quelque lieu qu'ils soient situés, et droits de toute nature quelconque, y compris le commerce, l'entreprise, la clientèle et l'actif de toute personne, firme ou compagnie, et tous autres actifs et biens que la compagnie pourra considérer nécessaires ou utiles dans l'exploitation de son entreprise et toutes sortes d'effets, articles et marchandises;

(j) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers achetés ou autrement acquis par la compagnie ou pour tous services rendus à la compagnie ou plus particulièrement en paiement d'obligations, débetures ou autres valeurs acquis par la compagnie;

(k) Faire, exécuter ou conclure, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, conventions, négociations, procédures légales et autres, compromis, arrangements et projets, et faire tous les autres actes, affaires et choses qui pourront en aucun temps paraître favorables ou utiles pour la protection de la compagnie comme détentrice de tous placements, valeurs, propriétés et droits ou comme y étant intéressée;

(l) Prendre part à l'administration, la surveillance ou le contrôle des affaires ou opérations de toute personne, firme ou compagnie, et à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

(m) Employer des experts pour faire enquête

thereof or for any other purpose which this company may deem expedient;

(d) To advance or invest money at or without interest on the security of any property or rights whatsoever, and generally to lend and advance money upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

(e) To obtain advances upon any investments of the company, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments, to give any guarantee in relation to any such investments, to receive money, documents and valuables for sale, custody, transmission or deposit at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell or otherwise deal in and deal with, promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

(f) To offer for public subscription any shares or stocks or bonds, debentures or debenture stocks or other securities of, or otherwise to establish, promote or aid or concur in establishing, promoting or aiding any company, association, undertaking or public or private body;

(g) To guarantee or become security for the payment of principal, dividends and interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued, by, or to guarantee the performance of any contract, covenant or other obligation of any company, association, undertaking or public or private body;

(h) To assume, accept, fulfil and execute any mandate conferred upon or committed to the company by any person, firm or company;

(i) To purchase, lease, receive or otherwise acquire and to construct, erect, manufacture, equip, hold, own, maintain, control, manage, administer, exploit, improve, develop, operate, sell, lease, export or otherwise dispose of and generally to deal in and deal with and turn to account in any way or manner whatsoever any property, whether it be real, personal, moveable, immovable, or mixed and wheresoever situate, and such rights of whatsoever nature, including therein the business, undertaking, goodwill and assets of any person, firm or company and all other assets and property which the company may consider necessary or useful in carrying on its undertaking and all kinds of goods, wares and merchandise;

(j) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company and more particularly in payment for bonds, debentures or other securities purchased by the company;

(k) To make, execute, or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements, and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the company as holder of or interested in any investments, securities, property and rights;

(l) To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any person, firm or Company and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

(m) To employ experts to investigate and

et faire l'examen des conditions, perspectives, la valeur, le caractère et les circonstances de toute industrie et entreprises commerciales et généralement de tout actif, biens ou droits;

(n) Constituer toute fiducie pour aucune fin quelconque, y compris des fiducies dans le but de faire l'émission d'actions ou titres privilégiés, et à dividende différé, ou tous autres titres spéciaux, ayant pour base ou représentant toutes actions, titres ou autres actifs spécifiquement appropriés pour les fins de telle fiducie, et régler et réglementer et, s'il y a lieu, entreprendre et exécuter toute convention de fiducie, et émettre, en disposer ou détenir aucun de ces stocks ou titres privilégiés, à dividende différé ou autre; rien de contenu dans les présentes ne devant être interprété comme conférant à la compagnie aucun des pouvoirs qui, d'après la loi, peuvent être exercés exclusivement par des compagnies de fidéicommis;

(o) Agir comme marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons d'affaires canadiennes ou étrangères, ou pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

(p) Exercer les fonctions d'administrateur, organisateur et réorganisateur de compagnies, corporations et entreprises industrielles, mercantiles, financières, voiturrières, agricoles et autres; procurer et avancer du capital, du crédit ou autre aide pour établir, agrandir, mettre en opération, et réorganiser toute entreprise ou industrie exercée ou qui sera exercée par toute personne, firme ou compagnie;

(q) Obtenir ou aider à obtenir tout acte, résolution ou ordre nécessaire ou utile de tout parlement, législature, congrès, ou autre gouvernement ou corps, pour permettre à la compagnie de mener à bien aucun de ses objets ou pour effectuer toute modification des droits ou pouvoirs de la compagnie ou pour toute autre fin, soit en rapport avec les droits ou pouvoirs de la compagnie ou pour exercer profitablement son entreprise ou autrement; et opposer toutes procédures ou demandes qui sont ou sembleront être, dans l'opinion des directeurs, directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

(r) Exercer tout autre commerce ou exploiter toute autre industrie, entreprise ou organisation commerciale que la compagnie croira devoir être convenablement exercés ou exploités en rapport avec aucun des objets ou fins de la compagnie ou qui sembleront susceptibles d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou faciliter la réalisation ou rendre profitable aucun des biens, droits ou produits de la compagnie;

(s) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(t) De temps à autre demander, acheter, acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tous permis, pouvoirs, autorisation, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité, suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'ac-

examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings, and generally of any assets, property or rights;

(n) To constitute any trust for any purpose including trusts with a view to the issue of preferred and deferred or any other special stocks or securities based on or representing any shares, stocks or other assets, specifically appropriated for the purposes of any such trust, and to settle and regulate and, if thought fit, to undertake and execute any such trusts and to issue, dispose of or hold any such preferred, deferred or other special stocks or securities nothing herein contained to be interpreted as conferring upon the company any power which according to law may be exercised exclusively by trust company;

(o) To act as commission merchants, brokers or representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firm or corporations;

(p) To carry on the business of manager, organizer and re-organizer of industrial, mercantile, financial, transportation, agriculture and other companies, corporations, undertakings, and enterprises, to procure and advance capital, credit or other assistance for establishing, extending, operating or re-organizing any enterprise or industry carried on or to be carried on by any person, firm or company;

(q) To obtain, or assist in obtaining any necessary or useful act, resolution or order of any parliament, legislature, congress or other government body for enabling the company to carry any of its objects into effect or for effecting any modification of the company's rights or powers or for any other purposes, whether relating to the company's rights or powers or to the profitable carrying on of its undertaking or otherwise, and to oppose any proceedings or application which are or may seem to the Directors calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(r) To carry on any other business or engage in any other undertaking, enterprise or venture which may seem to the company capable of being conveniently carried on or engaged in in connection with any of the objects or purposes of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or to facilitate the realization of or to render profitable any of the company's property, rights or products;

(s) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formulae, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(t) From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concession, right or privileges, which any government or authority supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make

order, de faire ou d'octroyer, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en payer et défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

(u) Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître la compagnie dans toute province du Canada ou dans tout pays ou état étranger et y désigner des personnes d'après les lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter pour et en son nom assignation de toute procédure dans tout procès ou poursuite;

(v) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne, firme ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou pour des services dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(w) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, des biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

(x) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(y) Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(z) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

(aa) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(bb) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou d'autres obligations dont la compagnie est responsable;

Les clauses qui précèdent seront interprétées comme objets et pouvoirs additionnels et non limitatifs des pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec; et il est expressément pourvu dans les présentes que l'énumération qui précède des pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée comme limitant ou restreignant en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie, et il est pourvu que cette compagnie pourra faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement ou à la réalisation d'aucune des fins ou d'aucun des objets ci-dessus énumérés, soit comme mandant, agent ou autrement;

or grant and to appropriate any of the company's stock, bonds, and assets to pay and defray the necessary costs, charges, and expenses thereof;

(u) To procure the company to be registered licensed or recognized in any Province of Canada, or in any foreign country or state, and to designate persons therein according to the law of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

(v) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person, firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or for services in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(w) To distribute, in specie or otherwise, any assets as dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner set out in section 81 of the Quebec Companies' Act, among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(x) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(y) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(z) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

(aa) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(bb) To hypothecate, mortgage or pledge any property moveable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is entitled by law to issue or other obligations for which the company is liable;

The foregoing clauses shall be construed as objects and powers in furtherance, but not in limitation of the general powers conferred by the laws of Province of Quebec, and it is hereby expressly provided that the foregoing enumeration of specific powers shall not be held to limit or restrict in any manner the powers of this company, and that this company may do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment or attainment of any of the purposes or objects hereinabove enumerated, either as principal, agent or otherwise;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire ait été nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction sous le nom de "Securities Transfer Company Limited".

Le capital-actions de la dite compagnie consistera en cent (100) actions ordinaires sans valeur au pair, et sujet à augmentation du dit capital-actions conformément aux dispositions de la dite Loi et de ses amendements;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq cents dollars (\$500.00)

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province ce neuvième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5685

Sous-secrétaire de la Province.

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm or which one or more of its directors are members or employees or with any other company, corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed or known to the other Directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Securities Transfer Company Limited".

The capital stock of the said company shall consist of one hundred (100) common shares of no par value subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act and Amending Acts;

The amount with which the company will commence its operations will be five hundred dollars (\$500.00).

The head office of the company will in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5686-o

Under Secretary of the Province.

"The Transportation Club".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre, 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Eloi Lloyd Lefebvre, aviateur, Eric William Bendall, ingénieur aéronautique, et Henry Wallace Watt, vendeur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Promouvoir les relations sociales entre ses membres et généralement leur fournir le confort d'un club social avec récréation et divertissements;

2. Procurer la récréation, les divertissements et l'enseignement à ses membres au moyen de concert, concours et exhibitions d'aviation, de sport ou autres exhibitions et concours et de toute autre manière légale;

3. Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir des terrains et édifices pour fins de sport, de récréation, de divertissements et de représentations, et ériger une maison de club et autres édifices sur les dits terrains pour les objets du club;

4. Encourager et promouvoir le sport et les exercices intérieurs et extérieurs;

5. Mettre en opération une école d'aviation, conformément aux réglementations du gouvernement Canadien;

6. Fournir et exploiter des bases d'aviation pour les hydro-avions et aéroplanes, sujet aux réglementations du gouvernement canadien;

7. Fournir et exploiter un terrain de golf pour l'usage de ses membres et de leurs hôtes;

8. Placer et attribuer les deniers disponibles de la corporation de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

9. Signer, faire, accepter et endosser des lettres

"The Transportation Club".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1937, to incorporate as a corporation without share capital: Eloi Lloyd Lefebvre, Aviator, Eric William Bendall, Air Engineer, and Henry Wallace Watt, Salesman, all of Montreal, for the following purposes:—

1. To promote social relations among its members and generally to provide them with the comforts of a social club with recreation and amusement;

2. To provide recreation, amusement and instruction for its members by means of concerts, aviation exhibitions and contests, sporting exhibitions and contests or other exhibitions and contests and in any other lawful manner;

3. To purchase, lease or otherwise acquire and hold lands and buildings for the purposes of sport, recreation, amusement and entertainment and to erect a club-house and other buildings on such lands for the purposes of the club;

4. To encourage and promote indoor and outdoor sport and exercises;

5. To operate an aviation school, subject to the regulations of the Dominion Government;

6. To provide and operate aviation bases for seaplanes and aeroplanes, subject to the regulation of the Dominion Government;

7. To provide and operate a golf course for the use of its members and their guests;

8. To invest and deal with the moneys of the corporation not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

9. To sign, make, accept and endorse bills

de change, billets promissoires et autres effets négociables;

10. S'unir à toute autre corporation, acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque des opérations, des biens et engagements de toute personne, firme, association or corporation ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette corporation et les payer en deniers ou autrement;

11. Promouvoir toute corporation dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens, droits et engagements de cette corporation ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la corporation;

12. Procurer, apprêter et servir des repas à ses membres et à leurs hôtes; et servir la bière, le vin et autres liqueurs alcooliques, conformément aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques de Québec et ses amendements concernant les permis pour la vente et l'approvisionnement des liqueurs alcooliques, des bières et vins;

13. Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et exploiter tout commerce incident à l'exécution des objets pour lesquels ce club est constitué en corporation, sous le nom de "The Transportation Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'octobre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5687

Sous-secrétaire de la Province.

of exchange, promissory notes and other negotiable instruments;

10. To amalgamate with any other corporation, acquire or undertake all or any part of the business, assets and liabilities of any person, firm, association or corporation having objects altogether or in part similar to those of this corporation and pay for same in cash or otherwise;

11. To promote any corporation for the purpose of acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this corporation or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the corporation;

12. To provide, furnish and serve meals for its members and their guests; and to serve beer, wine and other alcoholic beverages, in accordance with the provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act and its amendments concerning licenses for the sale and furnishing of alcoholic liquor and beers and wines;

13. To do all these things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the object for which this club is incorporated, under the name of "The Transportation Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited to two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00).

The head office of the corporation will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5688-0

Under Secretary of the Province.

"J. A. Marcoux Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1937, constituant en corporation: J.-Arthur Marcoux, libraire, imprimeur, J.-L.-René Marcoux, guide historique, et Dr E.-Robert Marcoux, étudiant en médecine, tous trois de Québec, dans les buts suivants:—

1. Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimeurs, libraires, relieurs, éditeurs, publicistes et, en général, manufacturer, vendre, acheter et revendre tout article de librairie, bibliotéque, objets d'art, de piété, de sport, de bureau, de fumeur, de toilette;

2. Pratiquer le commerce et l'industrie ci-dessus mentionnés en gros et détail;

3. Etablir, exploiter et conduire des magasins, succursales, entrepôts ou dépôts, pour la vente des articles et marchandises fabriqués par elle ou dont elle fait commerce;

4. Avoir des agents pour la représenter aux fins de son commerce, et elle-même représenter d'autres imprimeurs, relieurs, éditeurs, manufacturiers, distributeurs, importateurs ou exportateurs;

5. Acheter, recevoir, posséder, louer, vendre, céder, hypothéquer ou autrement acquérir et disposer de propriétés mobilières et immobilières;

6. Acquérir et assumer la totalité ou une partie du commerce, des droits, des biens ou obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou commerce semblable, s'associer ou se fusionner avec elle;

7. Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions, valeurs de toute compagnie ayant

"J. A. Marcoux Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twelfth day of October, 1937, incorporating: J. Arthur Marcoux, stationer, printer, J. L. René Marcoux, historical guide, and Dr. E. Robert Marcoux, medical student, all three of Québec, for the following purposes:

1. To carry on and engage in the business and trade of printers, stationers, binders, editors, publicists, and, generally, to manufacture, sell, purchase and re-sell any stationery supplies, toys, works of art, religious goods, sports, office, smokers' and toilet supplies;

2. To carry on the hereinabove mentioned business and trade both wholesale and retail;

3. To establish, operate and conduct stores, branches, warehouses or depots, for the sale of articles and merchandise manufactured or dealt in by the company;

4. To have agents to represent the company for the purposes of its business and to, itself, represent other printers, binders, editors, manufacturers, distributors, importers or exporters;

5. To purchase, receive, own, lease, sell, assign, hypothecate, or otherwise acquire and dispose of moveable and immovable property;

6. To acquire and take over the whole or part of the business, rights, property or liabilities of any person or company carrying on a similar trade or business, to enter into partnership or amalgamate with the same;

7. To subscribe for, take or otherwise acquire shares, securities of any company, carrying on

même commerce et les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

8. Emprunter, transiger, émettre des billets, lettres de change ou autres effets de commerce;

9. Emettre des débetures, valeurs, des actions, et en livrer en paiement partiel ou intégral du prix d'achat de propriétés mobilières ou immobilières, de droits ou autres biens que la compagnie peut légalement acquérir, ou en paiement de services rendus lors de sa formation ou dans la conduite de ses opérations;

10. Distribuer à ses membres en espèces ou par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou en la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la Compagnie, actions, obligations, débetures ou autres valeurs;

Et, sans limiter la généralité des pouvoirs susdits, faire tout ce qui peut être jugé nécessaire et utile à l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie a été créée, sous le nom de "J.-A. Marcoux Ltée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5689-o

Sous-secrétaire de la Province.

a similar business, and hold, sell or otherwise dispose of the same;

8. To borrow, transact, issue notes, bills of exchange or other commercial instruments;

9. To issue debentures, securities, shares and deliver any of the same as part or full payment of the purchase price of any moveable or immoveable property, rights or other assets which the company may lawfully acquire, or as payment for services rendered at the time of its promotion or in the conduct of its business;

10. To distribute among its members, in specie, or by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company, shares, bonds, debentures or other securities;

And without any limitation as to the generality of the foregoing powers, to do anything which may be deemed necessary or conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "J. A. Marcoux Ltée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5690

Under Secretary of the Province.

"Les Editions Marquis, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1937, constituant en corporation: Gérard Marquis, imprimeur, et Eugène Minville, pressier, tous deux de la ville de Montmagny, Maurice Marquis, imprimeur, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce et l'industrie d'imprimeur, de publiciste, lithographe, graveur, relieur, libraire, typographe, embosseur et photographe, cliché, de stéréotypeur, d'électrotypie;

2. Faire le commerce de papiers, livres et d'objets de librairie ainsi que le service de la presse;

3. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acheter ou autrement acquérir et se charge de la totalité ou d'aucun des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations, et engagements de toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera sus-

"Les Editions Marquis, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the seventh day of October, 1937, incorporating: Gérard Marquis, printer, and Eugène Minville, pressman, both of the Town of Montmagny, Maurice Marquis, printer, of the City of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the business and trade of printer, publicist, lithographer, engraver, binder, stationer, typographer, embosser and photo-engraver, stereotyper, stereotypist, electrotypist;

2. To deal in paper, books and stationery and also in newspaper supplies;

3. To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit

ceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

6. S'unir, conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute compagnie, société, firme ou personne exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites compagnies, société, firme ou personne et prendre ou acquérir, autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

7. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, débetures ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, les vendre ou autrement les négocier;

8. Promouvoir une ou plusieurs autres compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement, vendre ou autrement faire le commerce de toute propriété, réelle ou personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier tous terrains, bâtisses, droits de servitudes, machinerie, matériel ou fonds de commerce;

10. Prêter des fonds aux autres compagnies, sociétés, firmes ou personnes en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquelles la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires ou à toute compagnie dont aucune des actions sont détenues par la compagnie;

11. Tirer, faire, accepter, endosser escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

12. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

13. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays ou endroit étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays ou endroit étranger, représenteront la compagnie et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

14. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de revues périodiques;

15. Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles ache-

the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

6. To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with company, partnership, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, partnership, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

7. To take, or otherwise acquire and hold shares, debentures or other securities, in any company having objects altogether or in part similar to those of the present company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly to benefit the present company, sell or otherwise deal with the same;

8. To promote any company or companies, for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

9. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, sell or otherwise deal with any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any lands, buildings, servitudes, machinery, plant, stock-in-trade;

10. To lend money to other companies, partnerships, firms or persons having dealings with the company or with whom the company purposes to have dealings or to any company any of whose shares are held by the company;

11. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

12. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

13. To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country or place, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country or place to represent the Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

14. To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals.

15. To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchases or otherwise acquired by

tées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

16. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, toutes propriétés ou biens de la compagnie y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner; pourvu soit, que telle distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie de livrer sa charte en vertu des dispositions de cette loi, ou que telle distribution à part les dispositions de ce paragraphe eut été légale si elle eut été faite en deniers comptant;

17. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie pourra considérer comme préliminaires;

18. Etablir des agences et succursales;

19. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autres déterminée;

20. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Les Editions Marquis, Limitée", avec un capital total de trente mille dollars (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montmagny, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5691-o

Sous-secrétaire de la Province.

the company or for any services rendered to the company;

16. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company, including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided, either that such distribution be made for the purpose of allowing the company to surrender its charter, pursuant to the provisions of the said Act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been legal if it had been made in cash;

17. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

18. To establish agencies and branches;

19. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

20. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Les Editions Marquis, Limitée", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montmagny, in the District of Montmagny.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5692

Under Secretary of the Province.

"Moulins Yamaska Inc.—Yamaska Mills Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1937, constituant en corporation: Alexandre-A. Grimard, Comptable Agréé, de la cité de Montréal, Raymond-Charles Grimard, Comptable de la ville de Longueuil, et Eric Ratchelons, Comptable, de la ville de Saint-Lambert, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. a/ Etre manufacturiers pour et dans la fabrication et l'exploitation du bois, dans les produits et sous-produits qui en peuvent être tirés ou extraits;

b/ Produire, fabriquer et composer toutes sortes de matériaux, d'articles et marchandises pouvant servir à des fins de construction, de bâtisses, de meubles, de voitures, de machines, que ces matériaux, articles et marchandises soient fabriqués avec le bois même, ou avec ses produits et dérivés ou encore avec des substances où le bois, la pâte à papier ou la pulpe ou d'autres extraits n'entrent que pour partie;

c/ Fabriquer, préparer et transformer le bois ou une substance ou un dérivé de cette matière pour la fabrication de produits dits planches murales;

d/ Pour les fins susdites, faire et exercer tous commerces, négoce et affaires, à titre de fabricant, producteur, négociant, marchand, importateur ou exportateur;

2. Se servir, de temps à autre, de l'outillage, des machines et des biens de la compagnie pour

"Moulins Yamaska Inc.—Yamaska Mills Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1937, incorporating: Alexandre A. Grimard, chartered accountant, of the City of Montreal, Raymond Charles Grimard, accountant, of the Town of Longueuil, and Eric Ratchelous, accountant, of the Town of St-Lambert, all of the District of Montreal, for the following purposes:

1. a/ To be manufacturers for and in the manufacturing and exploitation of wood, and the products and by-products which may be derived or extracted therefrom;

b/ To produce, manufacture and compose all kinds of materials, articles and merchandise, capable of being used for construction purposes, for buildings, furniture, vehicles, machinery, whether such materials, articles and merchandise be manufactured with the wood itself, or with its products and by-products, or again with substances wherein wood, wood pulp, or pulp or other extracts, enter for part only;

c/ To manufacture, prepare and transform wood, or any substance or by-product thereof, for the manufacturing of products called wall boards;

d/ For the aforesaid purposes, to carry on and engage in any businesses, trades and affairs, as manufacturer, producer, dealer, merchant, importer or exporter;

2. From time to time, to use the equipment, machinery and property of the company for the

la fabrication d'articles, marchandises, de machines et d'appareils, afin de donner et fournir par là, à la compagnie, un rendement régulier et profitable;

3. Acheter, vendre, fabriquer, réparer, modifier et changer, prendre ou donner à louage, importer ou exporter et faire commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins de quelque des dites affaires ou communément fournis ou dont font commerce les personnes qui négocient de telles choses ou qui peuvent être susceptibles d'être traités avec profit conjointement avec l'un quelconque des dits commerces;

4. Construire et acquérir, par achat, échange, location ou tout autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, faire usage et jouir ou autrement négocier ou faire valoir et vendre, louer, échanger, ou autrement refaire ou disposer des immeubles et édifices ou autres structures érigés sur iceux, limités à bois, pouvoirs hydrauliques et autres, et autres propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes et description ainsi que tous droits dans telles propriétés;

5. Construire, exécuter, développer, équiper, améliorer, opérer, effectuer, administrer, gérer et contrôler, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, employer, vendre, louer ou autrement disposer des travaux de tous genres, ces expressions (la généralité desquelles ne devant pas être limitée d'aucune façon par ce qui suit) comprenant les docks, ports, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, batardeaux, écluses, barrages, levées, biez, qui peuvent être employés ou opérés conjointement avec partie ou la totalité des entreprises de la compagnie ou qui peuvent paraître propres à favoriser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie et équiper, maintenir et opérer par la force motrice électrique, hydraulique ou mécanique tous les fabriques, usines, mécanismes, machines appartenant à la compagnie ou dans lesquels la compagnie peut être intéressée, et contribuer et prendre part dans la construction, l'amélioration, l'opération, la surveillance, la gérance, la mise à l'exécution ou le contrôle d'iceux;

6. Acheter, louer ou autrement acquérir et construire, ériger, établir, opérer, sur la Rivière Noire, dans le comté de Bagot, maintenir, mettre à exécution tous les manufactures, moteurs, machines, outillage, câblés, fils, générateurs, accumulateurs, ampoules, compteurs, transformateurs, appareils, agencements en rapport avec la génération, l'accumulation, la distribution, la transmission, la fourniture et la vente, l'emploi et l'utilisation de l'électricité et générer, accumuler, et sous réserve des règlements locaux et municipaux et de toutes les lois, transmettre, distribuer, fournir et vendre l'électricité pour toutes fins de chauffage, éclairage, de force motrice, et dans un but industriel ou autre, et d'entreprendre et faire des contrats pour la fourniture de l'éclairage, le chauffage et la force motrice électrique;

7. Faire, construire, maintenir et opérer des réservoirs, aqueducs, citernes, citerneaux, digues, canaux, tunnels, biez, tuyaux, conduits et autres appareils ou agencements et exécuter et faire tous autres travaux et choses nécessaires ou pratique pour l'obtention, l'entreposage, la vente, la livraison, la mesure et la distribution de l'eau pour la création, le maintien et le développement de la force hydraulique, électrique ou mécanique ou pour toutes autres fins de la compagnie;

8. Acquérir par achat, échange, licence, bail ou autrement et posséder et détenir des biens de

manufacturing of articles, merchandise, machines and apparatus, so as to give and furnish thereby, to the company, a regular and profitable yield;

3. To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purposes of any of said business or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business, or which may seem capable of being profitably dealt with in connection with any of said business;

4. To build and acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and own, hold, improve, manage, use, develop, make use of and enjoy or otherwise deal with or turn to account and sell, lease, exchange or otherwise remodel or dispose of immoveables and buildings or other structures thereupon erected, timber limits, water powers and others, and other moveable and immovable properties of any kind and description and also any rights in such properties;

5. To build, execute, develop, equip, improve, operate, effectuate, administer, manage and control, purchase, lease or otherwise acquire and hold, use, sell, hire or otherwise dispose of all kinds of works, such expressions (the generality of which shall not, in any manner, be limited by the following), including docks, ports, piers, wharves, canals, reservoirs, dikes, embankments, dams, barrages, causeways, flumes, capable of being used or operated jointly with a part or the whole of the undertakings of the company or which may seem calculated to favour, directly or indirectly, the interests of the company, and equip, maintain and operate, by electric, hydraulic or mechanical motive power any factories, plants, machinery, machines belonging to the company or in which the company may be interested, and to contribute and take part in the construction, improvement, operating, superintendence, management, carrying out or control of the same;

6. To purchase, lease or otherwise acquire and construct, erect, establish, operate on "la rivière Noire", in the County of Bagot, maintain, carry out any factories, motors, machines, equipment, cables, wires, generators, accumulators, bulbs, counters, transformers, apparatus, devices in connection with the generating, accumulating, distribution, transmission, supply and sale and use and employment of electricity, and generate, accumulate and, under reserve of all local and municipal by-laws, transmit, distribute, supply and sell electricity, for all heating, lighting and motive power purposes, and for industrial or other purposes, and to undertake and enter into contracts for the supplying of electric light, heat and motive power;

7. To make, construct, maintain and operate reservoirs, waterworks, cisterns, small cisterns, dikes, canals, tunnels, flumes, pipes, conduits and other apparatus or devices and to execute and carry out any other works and things which may be necessary or practical for the securing, storing, sale, delivery, measuring and distribution of water for the creation, maintenance, and development of hydraulic, electric or mechanical power or for any other of the company's purposes;

8. To acquire by purchase, exchange, license, lease or otherwise and own and hold property of

toutes sortes et natures, meubles et immeubles, forces hydrauliques, droits hydrauliques, privilèges hydrauliques, droits riverains, droits de passage, droits de construire des digues, canaux, aqueducs, et autres réservoirs, lignes de transmission, conduits, tuyaux et tous autres droits et privilèges requis par la compagnie en relation avec son commerce et d'une manière générale tous les bâtiments, outillages, appareils et machines qu'elle jugera utiles et avantageux d'avoir ou d'utiliser en rapport avec son commerce;

9. Utiliser ou employer l'eau ou toute autre force-motrice pour générer ou créer l'électricité et construire, maintenir et opérer des lignes ou voies de transmission, de fils, poteaux, tunnels, conduits ou autres ouvrages, et pour les fins susdites, acquérir, construire et maintenir des digues, barrages, batardeaux et autres ouvrages nécessaires pour la génération de la force motrice électrique ou hydraulique sur la rivière Noire dans le comté de Bagot et sous réserve des stipulations de l'acte des Compagnies de Québec, acheter, louer ou autrement acquérir de semblables travaux pouvant être utilisés pour les buts et fins de la compagnie et de payer pour ces dits travaux en denier, en actions entièrement libérées ou partiellement en argent et en actions entièrement libérées;

10. Solliciter et demander, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et autres choses pareilles, conférant tout droit, exclusif ou non exclusif, limité ou non limité, d'employer ou de se servir de tout secret et de tout renseignement relatif à toute invention qui peut paraître capable d'être employé pour aucune des fins de la compagnie ou l'acquisition duquel semble calculé à faire bénéficier, soit directement ou indirectement, la compagnie et employer, exercer, développer ou octroyer des licences pour l'usage des dits brevets et autres privilèges ou autrement tirer profit des propriétés, droits et renseignements ainsi acquis;

11. Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération des risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

12. Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer d'actions, obligations, débetures, et autres valeurs d'aucune autre corporation;

13. Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces engagements, droits, privilèges et concessions;

14. Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, location ou autrement toute entreprise ou affaire existante, et les réorganiser et les développer;

15. Emettre, tirer, accepter, endosser et négocier tous billets, lettres de change, connaisse-

all sorts and kinds, moveable and immoveable, water powers, water rights, water privileges, riparian rights, rights of way, rights to construct dikes, canals, waterworks, and other reservoirs, transmission lines, conduits, pipes and any other rights and privileges required by the company in connection with its business, and, in general, any buildings, equipment, apparatus and machines which it may deem useful and advantageous to have or to use in connection with its business;

9. To utilize or use water or any other motive power to generate or create electricity, and build, maintain and operate transmission lines or ways, wires, poles, tunnels, conduits or other works, and for the foregoing purposes acquire, construct and maintain dikes, barrages, embankments and other works required for the generating of electric or hydraulic motive power on "la rivière Noire" in the County of Bagot, and, under reserve of any stipulations of the Quebec Companies' Act, purchase, lease or otherwise acquire any similar works capable of being used for the objects and purposes of the company, and pay for the said works in cash, in fully paid-up shares, or partly in cash and in fully paid-up shares;

10. To solicit and apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use or utilize any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant, licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

11. To amalgamate or enter into agreement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on and engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or calculated to enhance the value of the property or assets of the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and sell, hold, re-sell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

12. To purchase or otherwise acquire, hold sell or otherwise dispose of shares, bonds, debentures and other securities of any other corporation;

13. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

14. To promote, organize, manage, or develop any corporation or company having purposes in whole or in part similar to those of the company and acquire by purchase, lease or otherwise any already existing undertaking or business, and to reorganize and develop the same;

15. To issue, draw, accept, endorse and negotiate any notes, bills of exchange, bills of

ments, lettres de crédit ou autres effets négociables;

16. Garantir le paiement, en capital et intérêts, de tous placements, débetures, obligations sur les immeubles ou autres, engagements ou contrats de toutes autres compagnies, corporations, syndicats ou autres entreprises;

17. Etablir et maintenir des associations, institutions, fonds, fiducies et installations, de nature à profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou aux personnes à la charge ou parentes de ces employés, ou aider à leur établissement et maintien; et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir pour fins de charité ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

18. S'ils y sont autorisés par règlement mentionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée, pour l'examen du règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

a/ Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b/ Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

c/ Emettre des obligations, débetures, actions-débetures ou autres titres de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

d/ Nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer ou mettre en gage les biens, mobiliers et / ou immobiliers, de la compagnie, pour garantir telles obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, ou tous deniers empruntés pour les fins de la Compagnie, ou donner partie seulement de telles garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux sections 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Chap. 227 des Statuts Refondus de Québec 1925) ou de toute autre manière;

Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou restreindra le pouvoir d'emprunt d'argent par la compagnie sur les lettres de change, billets promissoires, consentis, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la Compagnie;

19. Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits ou les objets de la compagnie et en particulier par la publicité dans la presse, par la radio, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt par la publication de livres et périodiques;

20. Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner ou faire valoir autrement la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes les choses énumérées plus haut ou l'une d'elles en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, soit seule ou de concert avec d'autres;

22. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada et dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de cette province ou de ce pays étranger pour représenter la compagnie et accepter la signification de toute assignation ou poursuite pour la compagnie et en son nom;

23. Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui de temps en temps sera déterminée par le bureau de direction;

24. Emettre et répartir des actions entière-

ment, lettres de crédit et autres négociables instruments;

16. To guarantee the payment, in capital and interest, of any investments, debentures, obligations on the immovables or other liabilities, or contracts of any other companies, corporations, syndicates or other undertakings;

17. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and installations calculated to benefit employees or ex-employees of the Company or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

18. To authorize by by-law, sanctioned by at least two thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may from time to time;

a/ Borrow money upon the credit of the company;

b/ Limit or increase the amount to be borrowed;

c/ Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d/ Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge of the company, to secure any such bonds, debentures, debenture-stock or other securities, or any moneys borrowed for the company's purposes, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (chap. 227, Revised Statutes of Quebec, 1925), or in any other manner;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

19. To adopt such means of making known the products or the purposes of the Company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by radio, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or otherwise turn to account all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with other;

22. To procure the company to be registered and recognized in any other province of Canada, or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such province or foreign country, to represent the Company and to accept service for and on behalf of the Company, of any process or suit;

23. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as from time to time, may be determined by the Board of Directors;

24. To issue and allot fully or partly paid-up

ment ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, droits de propriété, baux, franchises, affaires, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis, concessions, titres, obligations et débetures ou autres droits de propriété acquis par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie et les payer en tout ou en partie avec les obligations ou débetures de la compagnie;

25. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, en nature, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie aurait le pouvoir de disposer;

26. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets à l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

27. Chacune des fins ci-devant énoncées et chacun des pouvoirs accordés à la compagnie dans les présentes pourront être exercés par la compagnie séparément sans référence à ou limitation par toute autre fin énoncée dans les présentes ou tout pouvoir accordé dans les présentes, sous le nom de "Moulin Yamaska Inc.—Yamaska Mills Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars, (\$49,900.00), divisé en trois cent soixante-dix-neuf (379) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune et cent vingt (120) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune.

1. Les détenteurs des actions privilégiées auront droit et recevront semi-annuellement les premiers jours de janvier et juillet de chaque année comme et lorsque déclaré par le Bureau de Direction des dividendes cumulatifs sur le montant payé sur leurs actions au taux de six pour cent par année et pas plus, payables du surplus de la Compagnie ou des profits nets résultants des affaires à partir du premier juillet 1937 (ou dans le cas d'actions émises subséquemment à cette date, à partir de la date de paiement du dividende semi annuel précédant la date de l'émission, à moins que les actions n'aient été émises le jour du paiement d'un dividende semi-annuel ou annuel et dans ce cas de la date de l'émission.) Ces dividendes seront payables avant qu'aucun dividende ne soit payé sur, ou mis de côté pour les actions ordinaires de la Compagnie et seront cumulatifs, de sorte que si en aucune année des dividendes au taux de six pour cent sur le montant payé sur les actions privilégiées l'insuffisance sera entièrement payés ou mise de côté pour paiement, mais sans intérêt, avant qu'aucun dividende ne soit payé sur ou mis de côté pour les actions ordinaires. Lorsque les dividendes accumulés sur les actions privilégiées pour toutes les périodes précédentes ont été payés en entier et que le dividende pour la période semi-annuelle courante aura été payé ou déclaré et une somme suffisante mise de côté pour le payer, le Bureau de Direction, pourra, du surplus qui reste ou des profits nets de la Compagnie déclarer des dividendes sur les actions ordinaires. Les dites actions privilégiées seront classées quant au dividende et au retour du principal *pari passu* avec aucune action privilégiée créée comme il est ci-après pourvu et en priorité à toutes les actions ordinaires du Capital action de la Compagnie mais n'auront aucun autre droit de participer dans les profits ou le Capital de la Compagnie;

2. Excepté lorsqu'autrement pourvu par la loi, les détenteurs des actions privilégiées n'au-

shares of the capital stock of the company hereby incorporated as full or part payment for any real or personal property, rights of ownership, leases, franchises, affairs, undertakings, powers, privileges, licenses, concessions, securities, bonds and debentures or other rights of ownership acquired by the company or for any services rendered to the company, and to pay therefor, in whole or in part, with the bonds and debentures of the company;

25. To distribute among its shareholders, in specie or otherwise, as dividends legally declared, out of the net profits of the company, or in the manner provided for by article 81 of the Quebec Companies' Act, any of the assets of the company and in particular any shares, bonds, debentures or securities belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

26. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company;

27. Each of the purposes hereinbefore set forth and each of the powers herein granted to the company may be exercised by the company separately without reference to or limitation by any other purpose herein set forth or power herein granted, under the name of "Moulin Yamaska Inc.—Yamaska Mills Inc.", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into three hundred and seventy nine (379) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and one hundred and twenty (120) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

1. The holders of preferred shares shall be entitled to, and shall receive, semi-annually, on the first days of January and July, of each year, as and when declared by the Board of Directors, cumulative dividends on the amount paid on their shares, at the rate of six per cent per annum and no more, payable out of the surplus of the company or the net profits resulting from the business, from the first of July 1937 (or in the case of shares issued subsequently to the said date, from the date of payment of the semi-annual dividend preceding the date of issue, unless the shares were issued on the day of the payment of a semi-annual or an annual dividend, and in such case, from the date of issue). These dividends shall be payable before any dividend shall be paid upon or laid aside, for the common shares of the company, and they shall be cumulative, so, if, in any year, dividends at the rate of six per cent, be not paid, the insufficiency shall be fully paid or laid aside for payment, but without interest, before any dividend shall be paid upon or laid aside for the common shares. When the accrued dividends on the preferred shares for all the preceding periods shall be fully paid, and that the dividend for the current semi-annual period shall have been paid or declared, and a sufficient amount laid aside for payment of same, the Board of Directors may, out of the remaining surplus or net profits of the company, declare dividends on the common shares. The said preferred shares shall rank as to dividends and reimbursement of the capital *pari passu* with any of the preferred shares created as herein-after provided, and in priority over all the common shares of the company's capital stock, but shall be entitled to no further participation in the profits or capital of the company;

2. Except as otherwise provided for by the Act, the holders of preferred shares shall not

ront aucun droit de vote pour l'élection des Directeurs ou pour toute autre fin ou de recevoir aucun avis d'aucune assemblée des actionnaires de la Compagnie. Les dites actions privilégiées ne conféreront aucune des qualifications nécessaires pour être élu Directeur de la Compagnie;

3. Dans le cas où il y aurait dissolution forcée de la Compagnie, démembrement en liquidation de ses affaires, ou division forcée du capital ou de l'actif de la Compagnie ou division entre détenteurs d'actions privilégiées et détenteurs d'actions ordinaires de la Compagnie, les détenteurs d'actions privilégiées et ceux d'aucune autre action classée *pari passu* avec eux (avant qu'aucune distribution ne soit faite aux détenteurs d'actions ordinaires) auront droit de recevoir la pleine valeur au pair de leurs actions plus le montant des dividendes accumulés et non payés sur leurs actions et pas plus. Si lors de la dite dissolution, démembrement ou liquidation, l'actif de la Compagnie, distribuable comme susdit entre les détenteurs d'actions privilégiées n'est pas suffisant pour permettre le paiement à ceux-ci des dites sommes, l'actif entier distribuable, sera dans ce cas, distribué proportionnellement entre les détenteurs des actions privilégiées. Les termes "dividendes accumulés et non payés" et dividendes cumulatifs lorsqu'employée dans les Lettres Patentes relativement aux actions privilégiées seront considérés comme voulant dire le montant égal à six pour cent par année sur la valeur au pair des dites actions à partir du premier juillet mil neuf cent trente sept (ou dans le cas d'actions émises subséquentement à cette date, à partir de la date de paiement du dividende semi-annuel précédent la date de l'émission, à moins que les actions n'aient été émises le jour du paiement d'un dividende semi-annuel ou annuel et dans ce cas de la date de l'émission) jusqu'à date moins le total de tous les dividendes payés sur les dites actions. Les détenteurs des actions privilégiées (ou ceux d'aucune action classée *pari passu* avec eux, n'auront droit ou intérêt, dans la Compagnie ou son actif autres que ceux spécifiés dans les Lettres Patentes. Les détenteurs des actions privilégiées (ou ceux d'aucune autre action *pari passu* avec eux) n'auront aucun droit préemptif ou droit privilégié de souscription à aucune action du Capital-action de la Compagnie de cette classe ou d'aucune autre classe ou à aucune obligation convertible en actions du Capital action de la Compagnie de cette classe ou d'aucune autre classe ni aucun droit de souscription quel qu'il soit dans aucune de celle-ci. Toute action du Capital-action de la Compagnie d'aucune classe ou obligation convertible en action de la Compagnie d'aucune classe, que le Bureau de Direction peut, à sa discrétion, déterminer d'offrir pour souscription, peut tel que le Bureau de Direction le déterminera à son absolue discrétion, être offerte à aucune classe ou classes d'actionnaires existant à cette date;

4. La Compagnie, par et sur résolution du Bureau des Directeurs seulement, et sans le consentement des détenteurs d'icelles, aura le droit de racheter à son option, les actions privilégiées à aucune date de dividende en tout ou en aucune partie que le Bureau de Direction pourra de temps à autre déterminer sur paiement ou offre de 100 pour cent de la valeur au pair des dites actions plus tous les dividendes accumulés et non payés sur les actions rachetées jusqu'à la date fixée pour le rachat. Si une somme moindre que le nombre total d'action privilégiées détenues par le public est rachetée en aucun temps les actions devant être rachetées seront choisies par

be entitled to vote for the election of the Directors or for any other purpose, nor to receive notice of any of the shareholders' meetings of the company. The said preferred shares shall not confer upon the holder thereof any of the required qualifications to be elected Director of the company;

3. In the event of forced dissolution of the company, dismemberment or liquidation of its business, or forced division of the capital or assets of the company, or division between holders of preferred shares and holders of common shares of the company, the holders of preferred shares, and those of any other share ranking *pari passu* therewith (before any distribution be made to the holders of common shares) shall be entitled to receive the full par value of their shares, plus the amount of the accrued and unpaid dividends on their shares and no more. If, at the time of said dissolution, dismemberment or liquidation, the assets of the company distributable, as aforesaid, among the holders of preferred shares, be not sufficient to allow the payment, to said holders, of the said amounts, the whole of the distributable assets shall, in such case, be distributed proportionately among the holders of preferred shares. The terms "accrued and unpaid dividends" and cumulative dividends, when used in the Letters Patent, respecting the preferred shares, shall be considered as meaning an amount equal to six per cent per annum on the par value of the said shares, from the first of July nineteen hundred and thirty seven (or, in a case of shares issued subsequently to the said date, from the date of payment of the semi-annual dividend preceding the date of issue, unless the shares were issued on the day of payment of a semi annual or an annual dividend, and in such case, from the date of issue) to date, minus the total of all the dividends paid on the said shares. The holders of preferred shares or of any share ranking *pari passu* therewith, shall have no right or interest in the company or in its assets, other than those specified in the Letters Patent. The holders of preferred shares (or of any other share ranking *pari passu* therewith) shall have no preemptive or preferred subscription right to any other share of the company's capital stock of said class, nor of any other class, nor to any bond, convertible in shares of the capital stock of this class, nor of any other class, nor any subscription right whatever to any of the same. Any share of the capital stock of the company, of any class, or any bond convertible into shares of the company, of any class, which the Board of Directors may, at its option, decide to offer for subscription, may, as the Board of Directors, at its sole discretion, determine, be offered to members of any class or classes existing at such date;

4. The company, by and upon resolution of the Board of Directors only, and without the consent of the holders thereof, shall be entitled to redeem the preferred shares, at its option, at any date of dividend, in whole or in part, as the Board of Directors may determine, from time to time, upon payment or offer of 100 per cent of the par value of said shares, plus all the accrued and unpaid dividends on the redeemed shares until the date fixed for redemption. If any number less than the total number of preferred shares, held by the public, be redeemed at any time, the shares to be redeemed shall be chosen by drawing lots, in such manner as may

un tirage au sort de telle manière déterminée par le Bureau de Direction. Un avis du dit rachat sera envoyé par lettre recommandée et affranchie aux Détenteurs des actions privilégiées à être rachetées, au moins trente jours avant, à son adresse ou à l'adresse qui paraît sur les livres de la Compagnie et à ou après la date fixée pour le dit rachat les dividendes sur les dites actions privilégiées pour lesquelles avis a été donné du rachat, cesseront à moins que la Compagnie ne fasse défaut de racheter les dites actions conformément au dit avis, et les détenteurs respectifs n'auront plus aucun droit sauf celui de recevoir le paiement du dit prix de rachat sur présentation et livraison des certificats respectifs dûment endossés pour annulation;

5. La Compagnie sera libre de temps en temps de créer et d'émettre d'autres actions privilégiées, cumulatives se classant en tous rapports *pari passu* avec les dites actions privilégiées, mais ces actions ne pourront être émises qu'en suivant les formalités édictées par l'Article 41 de la Loi des Compagnies de Québec;

6. Sujet à confirmation par Lettres Patentes Supplémentaires, les directeurs de la Compagnie pourront de temps en temps passer un ou des règlements par lesquels les termes de ceci et des paragraphes précités pourront être altérés, amendés ou révoqués ou l'application de ceux-ci suspendue en aucun cas particulier et des changements faits dans les droits, préférences, privilèges, restrictions et qualifications dont bénéficient et auxquelles sont sujettes les dites actions privilégiées, mais ce dit ou ces dits règlements seront confirmés par un vote à une assemblée appelée pour ces fins d'au moins cinquante et un pour cent en valeur des actions privilégiées créées et détenues par le public et d'au moins cinquante et un pour cent en valeur des actions ordinaires détenues par le public (pourvu que le droit d'aucun détenteur des dites actions privilégiées de recevoir des dividendes cumulatifs privilégiés au taux susdit et d'être payé sur aucune distribution de l'actif Capital d'après les termes susdits ne lui soit enlevé sans son consentement, le tout sujet aux dispositions de l'Article 41 de la Loi des Compagnies de Québec;

be fixed upon by the Board of Directors. Notice of said redemption shall be sent by registered and postpaid letter to the holders of the preferred shares to be redeemed, at least thirty days in advance, at his address or at the address of record in the books of the company, and from and after the date fixed for said redemption, the dividends on the said preferred shares for which notice of redemption was given, shall cease, unless the company should fail to redeem the said shares, in accordance with the said notice, and their respective holders shall have no further right, save that of receiving payment of the said redemption price, upon presentation and surrender of the respective certificates duly endorsed for cancellation;

5. The company may, from time to time, create and issue other preferred, cumulative shares, ranking, in all respects, *pari passu* with the said preferred shares, but such shares shall not be issued, save pursuant to the formalities enacted by article 41 of the Quebec Companies' Act;

6. Subject to confirmation by Supplementary Letters Patent, the Directors of the company may, from time to time, enact any by-law or by-laws whereby the terms of these presents and of the preceding paragraphs may be altered, amended or repealed, or their application suspended in any special case, and any changes made in the rights, preferences, privileges, restrictions and qualifications enjoyed by said preferred shares or to which they are subjected, but said by-law or said by-laws shall be confirmed, at a meeting called for such purpose, by the vote of at least fifty one per cent in value of the preferred shares created, and held by the public, and at least fifty one per cent in value of the common shares held by the public (provided that no holder of said preferred shares be deprived of his right to receive cumulative, preferred dividends at the aforesaid rate, and to be paid upon the distribution of the capital assets, in accordance with the terms aforesaid, without the consent of said holder, the whole subject to the provisions of article 41 of the Quebec Companies' Act.

RESTRICTIONS AU TRANSFERT DES ACTIONS

(a) Le nombre des actionnaires (sans compter les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui étaient à l'emploi de la compagnie et qui durant le temps où elles étaient employées et depuis la terminaison de leur dit engagement ont continué à être actionnaires de cette compagnie) ne devra pas dépasser vingt, pourvu cependant que lorsque deux ou plusieurs personnes détiennent une ou plusieurs actions conjointement, elles seront pour ces fins considérées comme un seul actionnaire;

(b) Aucune invitation ne sera faite au public lui demandant de souscrire des actions ou débetures de cette compagnie;

(c) Le transfert des actions de cette compagnie sera limité aux termes et conditions qui suivent;

I. Si la propriété d'une action du capital-action de la compagnie est transmise par, ou en conséquence de la mort d'aucun des actionnaires ou de toute autre manière quelconque, autre que par un transfert, cette transmission devra être constatée par une déclaration par écrit de la manière exigée par les directeurs, cette dite déclaration devant être remise au secrétaire de la compagnie, avec une copie dûment certifiée du testament, ou autre preuve documentaire raison-

RESTRICTIONS TO THE TRANSFER OF SHARES

a) The number of shareholders (exclusive of persons employed by the company and of persons formerly employed by the company, and who, whilst in the company's employ or since the termination of their said engagement, have continued to be shareholders of this company) shall not exceed twenty, provided however that when two or more persons are joint holders of any share or shares, they shall for such purposes, be considered as one single shareholder;

b) No invitation shall be made to the public for the subscription of the shares or debentures of this company;

c) The transfer of the shares of this company shall be limited to the following terms and conditions:

I. If the ownership of a share of the company's capital stock be transferred by or in consequence of the death of any of the shareholders, or in any other manner whatsoever, other than by a transfer, such transfer shall be established by a declaration in writing, in the manner required by the Directors, the said declaration being handed to the Secretary of the company, with a duly certified copy of the will, or other documentary evidence reasonably required to establish the

nablement nécessaire pour établir la dite transmission à la satisfaction des directeurs ainsi qu'un certificat établissant que tous les droits de succession ont été payés ou qu'il n'y en a pas d'exigible;

II. Une action peut être transférée par un actionnaire ou autre personne ayant le droit de transférer à aucun autre actionnaire choisi par le cessionnaire, mais sauf de ce que précité, aucune action ne sera transférée à une personne qui n'est pas actionnaire tant qu'aucun actionnaire ou aucune personne choisie par les directeurs, comme étant une personne qu'il est désirable, dans l'intérêt de la compagnie, d'admettre comme actionnaire, est en dedans du terme ci-après mentionné, consentant à acheter celle-ci à la juste valeur;

III. Si aucune action a été transmise par, ou en conséquence de la mort d'aucun des actionnaires, ou de toute manière quelconque autre que par un transfert, de sorte qu'une personne qui n'est pas actionnaire devient intéressée d'aucune façon, cette transmission ne prendra pas effet, tant qu'aucun actionnaire ou aucune personne choisie par les directeurs comme étant une personne qu'il est désirable, dans l'intérêt de la compagnie, d'admettre comme actionnaire, est en dedans du terme ci-après mentionné, consentant à acheter celle-ci à la juste valeur;

IV. Excepté lorsqu'un transfert est fait conformément à la clause II ci-haut, ou lorsqu'une action a été transmise, conformément à la clause III, de sorte que la propriété entière de celle-ci passe à un actionnaire ou actionnaires, la personne proposant le transfert d'aucune action ou requérant la transmission d'icelle, devra donner avis par écrit (ci-après appelé "l'avis de transfert") à la compagnie qu'elle propose le transfert de certaines actions mentionnées dans l'avis, à une personne dont le nom entier et l'adresse seront donnés dans l'avis, ou qu'elle réclame la transmission de certaines actions par titre mentionné dans l'avis, suivant le cas. Pourvu, cependant, que dans le cas de transmission les exigences du paragraphe (I) seront d'abord observées, la compagnie agissant par son Bureau de Direction, peut sur cela vendre les dites actions ou aucune partie à aucun actionnaire de la compagnie ou personnes choisies, tel que susdit, à la juste valeur: L'avis de transfert peut contenir plusieurs actions, mais dans ce cas, opérera comme si c'était un avis séparé pour chaque action et le dit avis ne sera pas révocable excepté avec la sanction des directeurs. Si la compagnie trouve, en dedans de six mois après la réception par elle du dit avis, un actionnaire ou une personne choisie, tel que susdit, disposé à acheter les actions ou aucune partie, (ci-après appelé L'Acheteur) et en donne avis au proposant transféreur ou personne réclamant la transmission, celui-ci sera tenu sur paiement ou offre de paiement de la juste valeur, de transférer sans délai les actions ou aucune partie achetées par l'acheteur et dans le cas où il (le proposant transféreur) ferait défaut, la compagnie peut recevoir l'argent versé pour l'achat et faire entrer le nom de l'acheteur dans le registre comme étant le détenteur de la ou des dites actions et retiendra les argents par fidéicommis pour le proposant transféreur ou pour la personne réclamant la transmission. Si la compagnie ne trouve pas en dedans de la dite période de six mois une personne disposée à acheter les actions ou aucune partie et ne donne pas avis tel que susdit, le proposant transféreur ou personne réclamant la transmission sera libre en aucun temps durant

said transfer to the satisfaction of the Directors, and also a certificate establishing that all succession duties have been paid or that none are exigible;

II. A share may be transferred by a shareholder or another person being entitled to transfer to any shareholder chosen by the transferor, but excepting as aforesaid, no share may be transferred to a person who is not a shareholder, as long as any shareholder or any person chosen by the Directors as being a person whom it is desirable in the interest of the company, to admit as a shareholder, is, within the terms hereinafter mentioned, willing to purchase the same at a fair value;

III. If any share be transferred by, or in consequence of the death of any of the shareholders, or in any manner whatsoever other than by a transfer, so that a person who is not a shareholder becomes, in any way interested, such transfer shall not take effect, as long as any shareholder or any person chosen by the Directors as being a person whom it is desirable, in the interest of the company, to admit as shareholder, is, within the terms hereinafter mentioned, willing to purchase the same at a fair value;

IV. Except when a transfer be made in conformity with Clause II, above, or when a share has been transferred in conformity with Clause III, so that the full ownership thereof passes to a shareholder or to shareholders, the person proffering the transfer of any share or requesting the transfer of same, shall give a written notice (hereinafter called "Transfer Notice") to the company that such person proffers the transfer of certain shares mentioned in the notice, to a person whose full name and address shall be given in the notice, or that such person asks for the transfer of certain shares by title mentioned in the notice, as the case may be. Provided, however, that, in the case of transfer, the requirements of paragraph (I) be first observed. The company, acting through its Board of Directors, may, thereupon, sell the said shares or any part thereof, to any shareholder of the company, or any person chosen, as aforesaid, at a fair value. The transfer notice may contain several shares, but in such case, it shall operate as if it were a separate notice for each share, and the said notice shall not be revocable, save with the sanction of the Directors. If the company should, within six months after the receiving of said notice, find a shareholder or a person chosen as aforesaid, who is willing to purchase the shares, or any part thereof (hereinafter called the purchaser) and gives notice thereof to the proffering transferor or to the person asking for the transfer, the latter shall be bound, upon payment or offer of payment of the fair value, to transfer, without delay, the shares or any part thereof, bought by the purchaser, and in a case where the proffering transferor should fail to do so, the company may receive the money paid for the purchase and have the name of the purchaser entered in the books as being the holder of the said share or shares, and shall keep the money in trust for the proffering transferor or for the person asking for the transfer. If the company should not, within the said period of six months, find a person willing to purchase the shares or any part thereof, and fails to give notice as aforesaid, the proffering transferor or the person asking for the transfer shall be at liberty, at any time, during the

les six mois suivants, sujet au paragraphe IV de vendre et transférer les actions non achetées à aucune personne et à aucun prix. Après la terminaison de la seconde période de six mois susdites les stipulations ici mentionnées s'appliquent encore et les procédures ici pourvues seront commencées de nouveau;

V. La juste valeur sera la valeur qui convient à la compagnie et au proposant transféreur ou personne réclamant transmission ou dans le cas de différend entre eux, sera la valeur établie par deux arbitres, membres de la Société des Comptables Agréées de la Province de Québec, l'un devant être nommé par le proposant transféreur ou personne réclamant la transmission et l'autre devant être le vérificateur de la compagnie ou autre membre de la dite Société, nommé par les directeurs de la compagnie avec pouvoir dans le cas de différence d'opinion d'appointer un troisième membre de la dite Société comme arbitre entre eux;

La décision de la majorité des arbitres sera finale. Le rapport des arbitres devra établir le coût de l'arbitrage et stipuler quelle partie devra supporter les frais ou comment ils doivent être répartis entre les deux parties. La décision de la majorité des arbitres dans cette matière sera aussi finale;

VI. Toutes les actions comprises dans un avis de transfert seront à moins que les directeurs ne décident de les offrir à une personne choisie comme susdit, offertes premièrement aux directeurs qui les répartiront entre tels directeurs qui désireront acheter les actions, en proportion respective des actions qu'ils détiennent dans le capital-action de la compagnie, le reste ou surplus devant être tiré au sort et si en autant que celles-ci ne seront acceptées par les directeurs ou quelqu'un ou quelques-uns d'entre eux, les dites parts ou celles non acceptées seront offertes aux autres actionnaires suivant l'ordre qui sera déterminé par un tirage au sort, ce tirage devant être fait de la manière dont les directeurs décideront;

PROTECTION DES MINORITAIRES

Le vote affirmatif des détenteurs de 60% en valeur des actions qui peuvent être votées sur une résolution pour l'approbation de tout acte de la compagnie ou de ses directeurs sera nécessaire pour l'adoption de telle résolution;

Les directeurs n'augmenteront pas le salaire d'un directeur employé dans une autre qualité par la compagnie, ou d'un officier qui est actionnaire de la compagnie, à moins que l'augmentation ne soit approuvée par les actionnaires de la compagnie à une assemblée des actionnaires dûment convoquée aux fins de considérer la dite augmentation;

Toute résolution des actionnaires fixant la rémunération des directeurs ne sera pas modifiée, excepté à une assemblée des actionnaires dûment convoquée pour considérer le changement;

Un agent général de ventes ou un agent général d'achat de la compagnie ne sera pas employé pour et au nom de la compagnie, à moins que tel agent ou agents ne soient déjà, par la nature de leurs fonctions, comptables ou responsables envers la compagnie des profits faits sur toutes les ventes ou sur tous les achats;

PROTECTION DES DIRECTEURS

Dans le cas où la compagnie contracterait ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec une ou toute autre firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont

next following six months, subject to paragraph IV, to sell and transfer the unbought shares to any person and at any price. After the termination of the second six months' period, aforesaid, the stipulations herein mentioned still apply, and the procedures herein provided for shall begin anew;

V. The fair value shall be the value agreed on by the company and the proffering transferrer or person asking for the transfer, or, in the case of a difference between them, shall be the value established by two arbitrators, members of the Association of Chartered Accountants of the Province of Quebec, one to be appointed by the proffering transferrer or person asking for the transfer, and the other to be the auditor of the company or other member of the said association appointed by the directors of the company, with power, in the event of a difference of opinion, to appoint a third member of the said association as arbitrator between them;

The decision of the majority of the arbitrators shall be final. The arbitrators' report must establish the cost of arbitration and stipulate what party must pay the cost or how it must be divided among the two parties. The decision of the majority of the arbitrators in this matter shall also be final.

VI. All the shares included in a transfer notice shall, unless that the directors decide to offer them to a person chosen as aforesaid, be offered firstly to the directors, who shall divide them between such directors as desire to purchase shares, in respective proportion to the shares they hold in the capital stock of the company, the remainder or surplus to be drawn by lot and if, inasmuch as the latter shall not be accepted by the directors or any one or more among them, the said shares or those not accepted shall be offered to other shareholders in the order to be determined by lot, such drawing to be made in the manner which the directors may decide upon.

PROTECTION OF THE MINORITY

The affirmative vote of the holders of 60% in value of the shares which may be voted upon a resolution for approval of any act of the company or of its Directors, shall be required for the adoption of such resolution;

The Directors shall not increase the salary of a Director employed in another quality by the company, nor of an officer who is a shareholder in the company, unless the increase be approved by the shareholders of the company at a shareholders' meeting duly called for the purpose of considering the said increase;

Any resolution of the shareholders fixing the remuneration of the Directors shall not be altered, save at a shareholders' meeting duly called to consider the change;

A general sales agent or a general purchasing agent of the company shall not be employed for and on behalf of the company, unless such agent or agents be already, owing to the nature of their functions, accountable or responsible towards the company for profits made upon all sales and all purchases.

PROTECTION OF THE DIRECTORS

In case the company enters into contracts or transact business with one or more of its directors, or with another or any other firm of which one or more of its directors are members, or

membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, ou officiers, le dit contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou aucunement affectés du fait que tel ou tels directeurs ont ou peuvent y avoir des intérêts qui sont ou qui peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie même quand le vote du ou des directeurs ayant ou pouvant avoir de tels intérêts contraires aura été nécessaire pour lier la compagnie au dit contrat ou à la transaction, pourvu toutefois que tels intérêts soient déclarés aux autres directeurs agissant en vertu de tels contrats ou transactions.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Pie, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5693-o

Sous-secrétaire de la Province.

with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction.

The head office of the company will be at St-Pie, County of Bagot, District of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,

5694

Under Secretary of the Province.

"Noranda Tea & Coffee Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1937, constituant en corporation: Joseph Wilfrid Héту, marchand, Lucien Labelle, avocat, et Joseph H. Demers, Agent d'Assurance, tous de Noranda, Qué., dans les buts suivants:

1. Exercer dans toutes ses spécialités le commerce en gros et en détail de café, thé, épices de toutes sortes, et de tous autres produits de même nature;

2. Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de pâtes alimentaires et de tous autres produits semblables;

3. Exercer le commerce en gros et en détail de fleuristes, et d'importer ou exporter des fleurs et toutes autres plantes semblables;

4. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour toutes personnes, firmes ou corporations exerçant une commerce semblable, ou en partie semblable, à celui de cette compagnie;

5. Acheter, vendre, louer, échanger ou autrement recevoir, à titre gratuit ou onéreux, des meubles, des terrains, des lots, des bâtisses, des usines, des meubles et biens mobiliers de toutes sortes, selon la nécessité de son commerce;

6. Hypothéquer, nantir, donner en gage, mortgager tous les biens meubles et immeubles de la compagnie, après observance des formalités légales voulues;

7. Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou de plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de ladite compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes ou intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures, et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats d'aucune des dites compagnies;

8. Acquérir, vendre, échanger, acheter, recevoir en donation ou en échange l'achalandage et l'actif de toutes compagnies similaires et se fusionner avec semblables compagnies ou l'organiser; payer le prix d'acquisition, de l'échange, de la vente, en argent, débetures, actions ou autres valeurs de la compagnie;

9. Acheter, vendre, échanger, recevoir par do-

"Noranda Tea & Coffee Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1937, incorporating: Joseph Wilfrid Héту, merchant, Lucien Labelle, advocate, and Joseph H. Demers, insurance agent, all of Noranda, Que., for the following purposes:

1. To carry on, in all its branches, wholesale and retail the business of coffee, tea, spices of all sorts and any other products of similar kind;

2. To carry on, in all its branches, the business of food pastes and of any other similar products;

3. To carry on a wholesale and retail florist business, and import or export flowers and others similar plants;

4. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for any persons, firms or corporations carrying on a business similar or partly similar to that of this company;

5. To buy, sell, lease, exchange or otherwise receive under onerous or gratuitous title, any movables, lands, lots, buildings, workshops, movables and immovables whatsoever according to the requirements of its business;

6. To hypothecate, pledge, encumber, mortgage any of the company's moveable and immovable property, after having complied with the required legal formalities;

7. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the said company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

8. To acquire, sell, exchange, purchase, receive as donation or in exchange, the good-will and assets of any similar companies, and to amalgamate with such other similar companies or organize the same, pay the purchase, exchange, sale price, in cash, debentures, shares or other securities of the company;

9. To purchase, sell, exchange, receive as dona-

nation ou échanger ou autres, les actions, débetures, obligations ou autres valeurs d'autres compagnies;

10. Emettre sous son sceau relativement aux actions entièrement acquittées, des certificats au porteur énonçant que le détenteur du dit certificat a droit à l'action ou aux actions y désignées. Pourvoir au moyen de coupons ou autrement au paiement des dividendes à venir sur la ou les actions visées par lesdits certificats;

11. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

12. Hypothéquer ou nantir les immeubles ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la compagnie, ou donner ces diverses espèces de garanties, pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

13. Acheter, louer, échanger, acquérir les biens mobiliers nécessaires à ladite compagnie;

14. Promouvoir, opérer, organiser, faire incorporer et aider à incorporer, vendre ou acheter, toutes compagnies ou exploitations similaires, s'intéresser, se joindre, coopérer à toutes compagnies ou exploitations semblables et passer avec ces dernières, tous contrats, contracter avec elles toutes obligations relativement aux opérations et aux objets de la présente compagnie;

15. Etablir des succursales ou filiales à tels endroits qu'il sera jugé nécessaire ou profitable par le bureau de direction;

16. Les actions de la compagnie seront émises et réparties au temps et de la manière que le bureau de direction le jugera à propos;

17. Employer les fonds et autres biens de la compagnie pour l'achat d'actions dans d'autres compagnies;

18. Tout appel de versement sur les actions sera fait de la manière, au temps et lieu qui sera jugé convenable par le bureau de direction;

19. Offrir en vente au public les actions de la compagnie, soit directement ou par l'intermédiaire de courtiers, à qui il sera payé une commission après observance des formalités voulues;

20. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucuns des droits de la compagnie;

21. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Noranda Tea & Coffee Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de deux mille dollars (\$2,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Noranda, dans le district de Pontiac, Qué.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour d'octobre 1937.

5695-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

tion or in exchange the shares, debentures, bonds or other securities of other companies;

10. With regard to the fully paid-up shares, to issue, under its seal, share warrants stating that the holder of said share warrant is entitled to the share or shares therein designated. To provide, by means of coupons or otherwise, for the payment of future dividends upon the share or shares mentioned in the said share warrants;

11. Borrow money upon the credit of the company;

12. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

13. To purchase, lease, exchange, acquire any moveable property required by the said company;

14. To promote, operate, organize, cause and assist in the incorporation of, sell or purchase any similar companies or exploitations, to become interested in, amalgamate and co-operate with any similar companies or undertakings, and to enter, with the latter, into any contracts, to take over any obligations respecting the operations and purposes of the present company;

15. To establish branches and auxiliary establishments at such places as may be deemed necessary or profitable by the Board of Directors;

16. The shares of the company shall be issued and allotted at such time and in such manner as may be deemed proper by the Board of Directors;

17. To use the funds and other property of the company for the purchase of shares in other companies;

18. Any call for payment on the shares shall be made in the manner, and at the time and place which may be deemed expedient by the Board of Directors;

19. To offer the shares of the company for public sale, whether directly or through brokers, to whom a commission shall be paid after having complied with the required formalities;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any of the company's rights;

21. To do any other things which may be incidental or conducive to the attainment and exercising of the powers of the company, under the name of "Noranda Tea & Coffee Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each, and the amount with which the company shall begin its operations is two thousand dollars (\$2,000.00).

The head office of the company will be at Noranda, in the District of Pontiac, Que.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

5696 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Les Epiciers Unis Incorporés—United Grocers Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles

Supplementary Letters Patent

"Les Epiciers Unis Incorporés—United Grocers Incorporated"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41,

30 et 41, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour d'octobre 1937, à la compagnie "Les Epiciers Unis Incorporés—United Grocers Incorporated", ratifiant un règlement, modifiant les privilèges attachés aux actes privilégiés qui font partie de son capital, comme suit, savoir:

Article 1.—

Pour remplacer l'article 1er du règlement concernant la répartition du Capital Social par le suivant: "Les détenteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir à même les bénéfices de la Compagnie un dividende privilégié non cumulatif, fixe, au taux de cinq pour cent (5%) par année, sur les dites actions entièrement payées. Ce dividende sera payable le 1er avril; et à abroger l'article 3 qui se lit comme suit: "Les dites actions privilégiées auront droit à un bonus de 10% sur les bénéfices nets de la Compagnie après le paiement du dividende privilégié sur les dites actions;

Article 8.—

Par le rappel de l'article 8 pour être remplacé par le suivant: En cas de décès d'un détenteur d'actions privilégiées, ses héritiers auront le droit de demander le rachat par la Compagnie, dans les 12 mois du décès, de ses actions privilégiées à un prix non supérieur à leur valeur au pair, à moins que tels héritiers ne continuent le commerce de l'actionnaire décédé;

Les actions ordinaires de cet actionnaire décédé devront par suite de décès, être en même temps transportées entre les mains d'un autre actionnaire, que la compagnie pourra désigner à son choix;

Article 10.—

Tout porteur d'actions privilégiées de la Compagnie ne pourra faire aucun transport de ses actions, à moins qu'il ne soit redevable d'aucune dette ou somme quelconque envers la Compagnie. La Compagnie aura droit de garder ou de s'approprier de toutes actions privilégiées d'un porteur d'action de la Compagnie, pour payer tout montant ou toute somme que ce porteur d'action pourra devoir à la Compagnie relativement à ces actions. Le présent règlement s'appliquera dans tous les cas où un transfert d'action pourra avoir lieu soit volontairement ou forcément;

Tout porteur d'action ordinaire devra être en même temps, porteur d'au moins une action privilégiée, ou, sera tenu de vendre immédiatement ses actions à un autre actionnaire accepté par la Compagnie;

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'octobre 1937.

5697-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

"Tic Toc Club Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douzième jour d'octobre 1937, changeant le nom de la compagnie "Club Lido Incorporated", en celui de "Tic Toc Club Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour d'octobre 1937.

5699-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1937, to the company: "Les Epiciers-Unis Incorporés—United Grocers Incorporated", ratifying a by-law, modifying the privileges attached to the preferred shares which form a part of its capital stock, as follows, to wit:

Article 1.—

To replace article 1 of the by-law concerning the allotment of the capital stock by the following: "The holders of the said preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the company a fixed preferred, non-cumulative dividend at the rate of five per cent (5%) per annum, on the said fully paid shares. This dividend will be payable the 1st. of April; and to revoke article 3 which reads as follows "The said preferred shares shall be entitled to a bonus of 10% out of the net profits of the company after payment of the preferred dividend on the said shares;

Article 8.—

Repealing article 8 to be replaced by the following: In case of the death of a holder of preferred shares, his or her heirs shall have the right to request redemption by the company, within 12 months after death, of his preferred shares at a price not exceeding their par value, unless such heirs continue the business of the deceased shareholder;

The common shares of the said deceased shareholder shall, as a result of his death, be likewise transferred into the hands of another shareholder, which the company may designate at its option;

Article 10.—

No shareholder of the company shall transfer any of his shares, unless he be not indebted for any debt or sum whatsoever to the company. The company shall be entitled to keep or to appropriate for itself any preferred shares of a shareholder of the company, to pay any amount or any sum which the said shareholder may owe the company with respect to his shares. The present by-law applies in all cases where a voluntary or forced transfer of shares may have taken place;

Each and every holder of common shares should at the same time hold at least one preferred share, or, he shall be obliged to forthwith sell his shares to another shareholder accepted by the company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1937.

5698 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Tic Toc Club Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, Articles 20 and following, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1937, changing the name of the company "Club Lido Incorporated", to that of "Tic Toc Club Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1937.

5700 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, un projet de loi sera présenté par le sous-signé, demandant l'autorisation de changer le nom de famille de Samuel H. Horowitz et celui de son épouse Bertha H. Zylber Horowitz en celui de Harvey.

Montréal, le 4 octobre, 1937.

Le requérant,
5357-41-4-o SAMUEL H. HOROWITZ.

Avis est par les présentes donné que Joseph Fabry, ministre; Koloman Skultety, ajusteur; John Stefik, journalier; Steve Klein, bourgeois; Martin Vrtis, électricien; Jura Plesa, bourgeois; Matej Elischer, ouvrier en chaussure; Andrew Klimo, mouleur; George Vdovjak, cuisinier; John Pavlus, concierge; Paul Dvorsky, journalier; Stefan Duga, journalier; Juraj Salaj, metteur en boîte; Paul Placko, cordonnier; John Kostar, journalier; Andrew Kollar, épicier; John Duga, cuisinier; Peter Gibel, journalier; Andrew Bartko, journalier; Michal Kis, épicier; Jan Comaj, journalier; Andrew Sabo, épicier; Adam Krukar, journalier; Michael Chochol, journalier; John Korchok, journalier; Jan Dubeci, journalier; Pavel Marko, jardinier; Samuel Stefik, journalier; Tomas Dujka, charpentier; George Paska, peintre, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander d'être constitués en corporation sous le nom de "Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension" avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers, tenir des registres pour les actes de l'état civil, et exercer tous autres droits relatifs au fonctionnement de corporations religieuses et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, le 14 octobre 1937.

Les procureurs des requérants,
5653-43-4 DINER & POPLIGER.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, a Bill will be presented by the undersigned, praying for the passing of an Act authorizing him to change his family name from that of Samuel H. Horowitz and that of his wife, Bertha H. Zylber Horowitz, to the name of Harvey.

Montreal October 4th, 1937.

SAMUEL H. HOROWITZ,
Petitioner.

Notice is hereby given that Joseph Fabry, Minister; Koloman Skultety, Fitter; John Stefik, Laborer; Steve Klein, Gentleman; Martin Vrtis, Electrician; Jura Plesa, Gentleman; Matej Elischer, Shoe-presser; Andrew Klimo, Moulder; George Vdovjak, Cook; John Pavlus, Janitor; Paul Dvorsky, Laborer; Stefan Duga, Laborer; Juraj Salaj, Packer; Paul Placko, Shoemaker; John Kostar, Laborer; Andrew Kollar, Grocer; John Duga, Cook; Peter Gibel, Laborer; Andrew Bartko, Laborer; Michal Kis, Grocer; Jan Comaj, Laborer; Andrew Sabo, Grocer; Adam Krukar, Laborer; Michael Chochol, Laborer; John Korchok, Laborer; Jan Dubeci, Laborer; Pavel Marko, Gardener; Samuel Stefik, Laborer; Tomas Dujka, Carpenter; George Paska, Painter, all of the City and District of Montreal, will apply at the Legislature of the Province of Quebec at their next session to incorporate them under the name of "Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension" with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers for acts of civil status and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, October 14th, 1937.

DINER & POPLIGER,
Attorneys for Petitioners.

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE
GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU que, pour
Assistant-Procureur- } la bonne admi-
Général. } nistration de l'asile des
détenus aliénés de Bordeaux, il est trouvé nécessaire d'ajouter, au local actuel, le local suivant, savoir:

"Les deux salles situées en face l'une de l'autre, à l'extrémité du soubassement de l'asile "B" de la prison de Bordeaux, mesurant respectivement 91 pieds x 15 pieds, et 53 pieds x 15 pieds.

Le corridor reliant chacune de ces deux salles au soubassement de l'aile "D".

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE
GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS, for the
Deputy-Attorney- } proper adminis-
Général. } tration of the Bor-
deaux Asylum for insane prisoners, it has been deemed necessary to add to the actual premises, the following premises, to wit:

"The two wards located facing one another at the end of the basement of Asylum "B" of the Bordeaux gaol, measuring respectively 91 feet x 15 feet, and 53 feet x 15 feet.

The corridor connecting each of these two wards with the basement of wing "D".

ATTENDU que le local originaire l'aile "C" et le soubassement de l'aile "D" tel que désigné dans la proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 février, 1927, page 514, devrait se lire: "L'Aile "D" et le soubassement de l'Aile "C" et qu'il y a lieu de faire la correction requise.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du vingt-sept septembre, 1937, nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que:

A l'avenir, l'asile des détenus aliénés de Bordeaux sera localisé dans et comprendra les locaux suivants, savoir:

"L'Aile "D" et le soubassement de l'Aile "C" de la prison de Bordeaux et les cours adjacentes".

"Cette partie du premier étage de l'édifice connu et désigné sous le nom de "Bâtisse des aliénés" situé entre les ailes "E" et "F" de la prison de Bordeaux, comprenant un local d'environ 90 pieds de longueur par 25 pieds de largeur; cette salle se trouvant placée en face de l'atelier de cordonnerie de la prison de Bordeaux.

"Les corridors reliant cette salle à l'Aile "D".

"Les deux salles situées en face l'une de l'autre à l'extrémité du soubassement de l'Aile "B" de la prison de Bordeaux, mesurant respectivement 91 pieds par 15 pieds et 53 pieds par 15 pieds.

Le corridor reliant chacune de ces deux salles au soubassement de l'Aile "D".

Que la proclamation du troisième jour de février 1927, publiée à la page 514 de la *Gazette officielle de Québec*, du 5 février, 1927, et la proclamation en date du vingt-septième jour d'octobre, 1934, publiée à la page 4957 de la *Gazette officielle de Québec*, du troisième jour de novembre 1934, soient amendées en conséquence.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre

Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce TREIZIÈME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent trente-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,

5721-o Sous-secrétaire de la Province.

WHEREAS, the original premises wing "C" and the basement of wing "D" as designated in the proclamation published in the *Quebec Official Gazette* of February 5th, 1927, Page 514, should read "Wing "D" and the basement of Wing "C", and that it is expedient to make the required correction.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated the twenty seventh of September, 1937, We have enacted and ordered and do hereby enact and order that:

In future, the Bordeaux Asylum for insane prisoners shall be located in and shall include the following premises, to wit:

"Wing "D", and the basement of Wing "C" of the Bordeaux gaol and the adjacent yards".

That part of the first story of the building known and designated under the name of "Building for the Insane", situate between Wings "E" and "F" of the Bordeaux gaol, including premises of about 90 feet in length by 25 feet in width; said ward being located directly opposite the shoemakers' shop of the Bordeaux gaol.

The corridors connecting said hall with Wing "D".

The two wards located facing one another at the end of the basement of Wing "B" of the Bordeaux gaol, measuring respectively 91 feet x 15 feet and 53 feet x 15 feet.

The corridor connecting each of these two wards with the basement of Wing "D".

That the proclamation of the third day of February, 1927, published on Page 514 of the *Quebec Official Gazette* of February 5th, 1927, and the proclamation dated the twenty seventh day of October, 1934, published on Page 4957 of the *Quebec Official Gazette* of the third day of November, 1934, be amended accordingly.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused

these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this THIRTEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty seven and in the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

5722 Under Secretary of the Province.

Nomination

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 16 septembre 1937.

M. Georges Godard, de Labelle: greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Labelle, à Labelle.

Québec, le 18 septembre 1937.

M. Joseph-Paul Lamarche, avocat, de Mont-

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, September 16, 1937.

Mr. Georges Godard, of Labelle; Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Labelle, at Labelle.

Québec, September 18, 1937.

Mr. Joseph Paul Lamarche, advocate, of Mont-

réal: shérif du district de Montréal et officier spécial chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés du district de Montréal.

Québec, le 27 septembre 1937.

MM. Horace J. Kearney et Romulus Beauparlant, tous deux greffiers conjoints de la paix du district de Hull et C.-A. Simon et Gérard Lemire, tous deux députés greffiers de la paix du district de Hull: juges de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, c. 145);

Que la juridiction de chacun de ces messieurs s'étende sur tout le district de Hull seulement et soit restreinte à la réception des plaintes, à l'émission de mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

MM. Alfred Poulin, photographe, Albert Veilleux, marchand, Ludger Bolduc, marchand cordonnier, Albert Rodrigue, industriel et Philippe Gilbert, menuisier, tous de St-Georges-Est, dans le district de Beauce: commissaires pour tenir la Cour de commissaires de St-Georges-Est, dans le district de Beauce.

MM. Joseph Bélanger (fils Jos.) cultivateur, Arthur Tardif, forgeron, et Ernest Hudon, cultivateur et maître de poste, tous de St-Hubert, comté de Rivière-du-Loup: commissaires pour tenir la Cour de commissaires de la paroisse de St-Hubert, comté de Rivière-du-Loup.

MM. William Andrews, cultivateur, David Ashby, agent et Simon Larkin, gentilhomme, tous de East Angus: commissaires pour tenir la Cour de commissaires à East Angus, dans le comté de Compton.

Québec, le 30 septembre 1937.

MM. J.-Henri Bettez, employé civique, de Trois-Rivières: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Trois-Rivières, Nérée Guérette, marchand, de Causapsal-village: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Rimouski, Edouard Guénette, officier du département de la colonisation, de Ste-Anne des Monts: juge de paix, avec juridiction dans les districts de Rimouski et Gaspé, René Jacques, voyageur de commerce, 62, rue Dorval, Sherbrooke, Rodolphe Laplante, secrétaire de l'Office du Crédit Agricole, de Québec, et Clyde Sturgeon, employé de la compagnie de chemin de fer Canadien-Pacifique, de Farnham, tous trois: juges de paix, avec juridiction dans la province de Québec, H.-P. Hould, sténographe officiel au Palais de Justice de Québec, 419, 1ère avenue, Québec, et Louis Proulx, rentier, de St-David: juges de paix, avec juridiction dans le district de Québec, Alban Sauvageau, marchand, Villebois (Via La Sarre): juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Abitibi, Dieudonné Anctil, cultivateur, de St-Philippe: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Kamouraska, Edgar Boutet, percepteur du revenu de la Province, à Hull, de Hull: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Hull, Joseph Duplessis, employé au bureau du ministère de la colonisation, 89, Notre-Dame Ouest, Montréal, de 1125, rue Amherst, Gérard Gougeon, commis de bureau, 8424, Foucher, tous deux de Montréal: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, Albert Séraphin Léger, gérant de la compagnie Hudson's Bay, de Baie Comeau: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Saguenay,

Quebec, September 27, 1937.

Messrs Horace J. Kearney and Romulus Beauparlant, both joint clerks of the Peace for the district of Hull and C. A. Simon and Gérard Lemire, both deputy clerks of the Peace for the district of Hull: Justices of the Peace, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1925, c. 145):

That the jurisdiction of each of the aforesaid gentlemen shall extend over the whole district of Hull only and be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody also the receiving of sureties and adjournment of cases, either alone when the law permits, either jointly with another Justice of the Peace when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Messrs. Alfred Poulin, photographer, Albert Veilleux, merchant, Ludger Bolduc, shoe dealer, Albert Rodrigue, industrialist and Philippe Gilbert, joiner, all of Saint-Georges East, in the district of Beauce: commissioners to hold the Commissioners' Court of Saint Georges East, in the district of Beauce.

Messrs. Joseph Bélanger (son of Jos.) farmer, Arthur Tardif, blacksmith, and Ernest Hudon, farmer and post master, all of Saint Hubert, county of Rivière-du-Loup: commissioners to hold the Commissioners' Court of the parish of Saint Hubert, county of Rivière-du-Loup.

Messrs. William Andrews, farmer, David Ashby, agent and Simon Larkin, gentleman, all of East Angus: commissioners to hold the Commissioners' Court of East Angus, in the county of Compton.

Quebec, September 30, 1937.

Messrs. J. Henri Bettez, civic employee, of Trois-Rivières: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières, Nérée Guérette, merchant, of Causapsal-village: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, Edouard Guénette, officer in the Department of Colonization, of Sainte-Anne des Monts: justice of the peace, with jurisdiction over the districts of Rimouski and Gaspé, René Jacques, commercial traveller, 62 Dorval street, Sherbrooke, Rodolphe Laplante, secretary in the Farmers' Loan Bureau, of Québec, and Clyde Sturgeon, employee of the Canadian Pacific Railway Company, of Farnham, all three: justices of the peace, with jurisdiction over the Province of Québec, H. P. Hould, official stenographer in the Court House of Québec, 419 1st avenue, Québec, and Louis Proulx, annuitant, of Saint David: justices of the peace, with jurisdiction over the district of Québec, Alban Sauvageau, merchant, Villebois (Via La Sarre): justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, Dieudonné Anctil, farmer, of Saint Philippe: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska, Edgar Boutet, revenue collector of the Province, at Hull, in Hull: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Hull, Joseph Duplessis, employee in the office of the Department of Colonization, 89 Notre Dame West, Montreal, of 1125 Amherst street, Gérard Gougeon, office clerk, 8424 Foucher, both of Montreal: justices of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, Albert Séraphin Léger, manager of the Hudson's Bay Company, of Comeau Bay: justice of the

Norbert Tapp, secrétaire-trésorier de St-Pierre-de-la-Malbaie No 1, de St-Pierre de la Malbaie No 1: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Gaspé, Lucien Delisle, assistant-divisionnaire du ministère de la voirie, de Waterloo, J.-M. Leblanc, gérant de la compagnie Adjusters & Appraisers Ltée, de Chicoutimi, et Henry Soucy, président de l'Union des travailleurs du Port de Montréal, de Montréal, tous trois: juges de paix, avec juridiction dans la province de Québec, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

MM. Alfred Alain, cultivateur, et Edouard Julien, garagiste, tous deux de Montauban-les-Mines: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, Louis-Philippe Cantin, cultivateur, de Tingwick, Fernand Cayouette, industriel, et Léopold Leblanc, cultivateur, tous deux de Chénier, et tous trois: juges de paix avec juridiction dans le district judiciaire d'Arthabaska, Jean-Joseph Lévesque, cultivateur, de Sacré-Cœur: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Saguenay.

MM. Alcide Boudreault et Henri Lafontaine, tous deux de Mont-Laurier, greffiers de la paix du district de Montcalm: juges de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145);

Que la juridiction de messieurs Alcide Boudreault et Henri Lafontaine s'étendra sur tout le district de Montcalm seulement et sera restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpœnas et de mandats de dépôt, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul, lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne la juridiction à deux juges de paix.

MM. C.-H. Cheasley et Thomas Aubry, tous deux membres de l'Office des salaires raisonnables, Oscar Langlois, secrétaire-directeur de l'Office des salaires raisonnables, Emile Doucet, secrétaire-adjoint de l'Office des salaires raisonnables, Léandre Ampleman, comptable de l'Office des salaires raisonnables, Jean Monty et J.-A.-V. Auger, et J.-A. Lesage, tous trois inspecteurs de l'Office des salaires raisonnables, tous de Québec et tous: juges de paix, avec juridiction dans toute la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145).

MM. Zéphirin Bureau, agent d'assurance, de Lambton: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauce, James Brennan, gérant de Griffin, Desjarlais, Farrell Mining Syndicate, de Rouyn: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Pontiac, J.-B. Baribeau, maître de poste, de Windsor, William-Herbert McKindsey, pharmacien et Arthur-Théodore Speid, bourgeois, tous deux de Lennoxville, tous trois: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de St-François, E.-C. Dagenais, assistant-gérant de la Cie Assurance Métropolitaine, d'Iberville: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Iberville, Omer Beaulac, rentier, Noël Côté, marchand et Jean-Bap. Métivier, employé à la manufacture de lunettes, tous trois de Nicolet: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de

peace, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay, Norbert Tapp, secretary-treasurer of Saint Pierre de la Malbaie No. 1, of Saint Pierre de la Malbaie No. 1: justice of the peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, Lucien Delisle, assistant division chief of the Roads Department, of Waterloo, J. M. Leblanc, manager of the company Adjusters & Appraisers Ltd, of Chicoutimi, and Henri Soucy, president of the Montreal Longshoremen's Union, of Montreal, all three: justices of the peace, with jurisdiction over the Province of Quebec, all for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1925, chapter 145).

Messrs. Alfred Alain, farmer, and Edouard Julien, garagist, both of Montauban-les-Mines: justices of the peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, Louis Philippe Cantin, farmer, of Tingwick, Fernand Cayouette, industrialist, and Léopold Leblanc, farmer, both of Chénier, and all three: justices of the peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska, Jean Joseph Lévesque, farmer, of Sacré Cœur: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay.

Messrs Alcide Boudreault and Henri Lafontaine, both of Mont Laurier, Clerks of the Peace for the district of Montcalm: Justices of the peace, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145);

That the jurisdiction of Messrs Alcide Boudreault and Henri Lafontaine shall extend over the whole district of Montcalm only and be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpœnas and warrants of custody also the receiving of sureties and the adjournment of cases either alone, when the law permits, either jointly with another Justice of the Peace when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Messrs. C. H. Cheasley and Thomas Aubry, both members of the Fair Wage Board, Oscar Langlois, Secretary-director of the Fair Wage Board, Emile Doucet, Assistant Secretary of the Fair Wage Board, Leandre Ampleman, accountant of the Fair Wage Board, Jean Monty and J. A. V. Auger, and J. A. Lesage, all three inspectors of the Fair Wage Board, all of Quebec and all: Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1925, chapter 145).

Messrs Zéphirin Bureau, insurance agent, of Lambton: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce, James Brennan, manager of Griffin, Desjarlais, Farrell Mining Syndicate, of Rouyn: Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, J. B. Baribeau, Post Master of Windsor, William Herbert McKindsey, druggist and Arthur Théodore Speid, gentleman, both of Lennoxville, all three: Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Saint Francis, E. C. Dagenais, assistant manager of the Metropolitan Insurance Co, of Iberville: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Iberville, Omer Beaulac, annuitant, Noël Côté, merchant and Jean-Bap. Métivier, employee of the spectacle factory, all three of Nicolet: Justices of the Peace with juris-

Nicolet, Arthur Meredith Jacques, comptable de Sladen-Malartic Mines Ltd, de Malartic: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Abitibi, Irénée Nadeau, maire de Daaquam, Daaquam: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire, de Montmagny, William-George Gibson, rentier, de R.R. No 2 Franklin C., et Pierre Gagné, garagiste, de St-Chrysostôme: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauharnois, Wellie Vadenais, journalier, de St-Charles de Mandeville: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Joliette.

MM. Joseph Angers, de Hébertville Sta., et Jos. Bégin, de Dolbeau, tous deux agents d'assurances: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Roberval, F.-X. Dionne, et Alcide Harvey, tous deux marchands, Alfred Pelletier, cultivateur, tous trois de Amqui, Joseph Deschênes, cultivateur, de Ste-Irène (Mapédia), J.-A. Lamontagne, prêtre curé, de St-Médard, tous cinq: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Rimouski, Harry Daoust, bourgeois, 4655, Delanaudière, Montréal: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, Jos. Dorion, et J.-E. Picard, tous deux de Québec et Officiers du comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, tous deux: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, Hector Champagne, marchand, de St-Zénon: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Joliette, L.-S. Dostie, enquêteur sur l'administration des argents du chômage dans les différentes parties de la Province, 160, rue Frontenac, Québec et Thomas MacLaughlin, inspecteur du comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, de Montréal, tous deux: juges de paix, avec juridiction dans la province de Québec, Lucien Laverdure, sec.-trés. de la Commission Scolaire, et Joseph Raymond, trésorier de la ville de Hull, tous deux de Hull: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Hull, Médéric Belec, inspecteur d'assurances, 6992, rue Garnier, Armand Dupuis, comptable, James Laffoley, gérant général de Shearson, Hammill & Co., Wilfrid Mayer, commis senior au bureau du district postal de Montréal, Arthur Thomas, barbier, tous cinq de Montréal, Stanley I. Coote, maire de Greenfield Park, 24 Campbell, Dwight W. Lough, 37, Avenue Empire, et Charles W. Machan, 64, Avenue Empire, tous deux Conseillers municipaux de Greenfield Park, George H. Wallace, secrétaire-trésorier de Greenfield Park, 141 ave Springfield, tous quatre de Greenfield Park et tous neuf: juges de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, Alcide Beaudette, marchand d'autos, Rosario Lemay, tailleur, tous deux de St-Jean Deschailions, Alphonse Ferland, secrétaire de la municipalité d'Issoudum, de Issoudum, Donat Jacques, huissier, de St-Louis de Lotbinière, et Maurice Mathieu, agent d'assurance, 87, Mazenod, Québec, tous cinq: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, Almas Castonguay, du canton Antoine, Gérard Pednault, du canton Milot, Roland Perron, du canton Racine, et Edmond-Louis Simard, du canton Proulx, tous quatre inspecteurs du Ministère de la Colonisation, Edouard Duchesne, comptable, de Mistassini, tous cinq: juges de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval, Jos.-D. Côté, marchand, de St-Maurice, Romuald Coulombe, cultivateur-journalier, de Cloridorme, G. Fortier, médecin, de Gaspé, tous trois: juges de

diction over the district of Nicolet; Arthur Meredith Jacques, accountant of Sladen-Malartic Mines Ltd., of Malartic: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, Irénée Nadeau, Mayor of Daaquam, Daaquam: Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, William George Gibson, annuitant, of R. R. No. 2 Franklin C., and Pierre Gagné, garage owner, of Saint Chrysostôme: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois, Wellie Vadenais, laborer, of Saint Charles de Mandeville: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette.

Messrs. Joseph Angers, of Hébertville Sta., and Jos. Bégin, of Dolbeau, both insurance agents: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval, F. X. Dionne, and Alcide Harvey, both merchants, Alfred Pelletier, farmer, all three of Amqui, Joseph Deschênes, farmer, of Sainte-Irène (Mapédia), Rev. J. A. Lamontagne, priest, Curé of Saint Médard, all five: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Harry Daoust, bourgeois, 4655 Delanaudière, Montreal: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, Jos. Dorion, and J. E. Picard, both of Quebec and Officers of the Joint Committee of the Building Industry of Quebec, both: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, Hector Champagne, merchant, of Saint Zénon: Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Joliette, L. S. Dostie, Investigator for the administration of the relief funds in the different parts of the Province, 160 Frontenac Street, Quebec and Thomas MacLaughlin, inspector of the Joint Committee of the Montreal Building Trade, both: Justices of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, Lucien Laverdure, Secretary-Treasurer, of the School Commission, and Joseph Raymond, treasurer of the town of Hull, both of Hull: Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Hull, Médéric Belec, insurance inspector, 6992 Garnier Street, Armand Dupuis, accountant, James Laffoley, general manager of Shearson, Hammill & Co., Wilfrid Mayer, senior clerk of the Montreal Postal District office, Arthur Thomas, barber, all five of Montreal, Stanley I. Coote, Mayor of Greenfield Park, 24 Campbell, Dwight W. Lough, 37 Empire Avenue, and Charles W. Machan, 64 Empire Avenue, both Municipal Councillors of Greenfield Park, George H. Wallace, Secretary-Treasurer of Greenfield Park, 141 Springfield Ave., all four of Greenfield Park and all nine: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, Alcide Beaudette, automobile merchant, Rosario Lemay, tailor, both of Saint Jean Deschailions, Alphonse Ferland, Secretary of the Municipality of Issoudum, of Issoudum, Donat Jacques, bailiff, of Saint Louis de Lotbinière, and Maurice Mathieu, insurance agent, 87 Mazenod, Quebec, all five: Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, Almas Castonguay, of the township of Antoine, Gérard Pednault, of the township of Milot, Roland Perron, of the township of Racine, and Edmond Louis Simard, of the township of Proulx, all four inspectors in the Department of Colonization, Edouard Duchesne, accountant, of Mistassini, all five: Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Roberval, Jos. D. Côté, merchant, of Saint Maurice, Romuald Coulombe, farmer-laborer, of Cloridorme, G. Fortier, physician, of Gaspé, all

paix avec juridiction dans le district judiciaire de Gaspé, J.-O. Ducasse, marchand, de Petite Matane, et Pierre-Paul Gagnon, médecin, de Rimouski: juges de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, Jos. Aucoin, bourgeois, 7½, rue Vier, St-Hyacinthe: juge de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de St-Hyacinthe, Alphonse Coutu, inspecteur du Ministère de la Colonisation, de St-Gabriel de Brandon: juge de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, J.-Alexis Cloutier, ingénieur forestier au Service des Terres, Ministère de la Colonisation, 93, Ave des Erables, R.-C. Dalton, chef de Service des Primes & Coupes, Ministère de la Colonisation, 14, rue Crémazie, Théodore Mercier, chef du Service des Terres au Ministère de la Colonisation, 59, rue d'Artigny, tous trois de Québec, A.-B. Giroux, inspecteur électricien, 268, rue Perreault, Rouyn, Emile Lionais, examinateur électricien, 96, Est, rue St-Jacques, Montréal, W. Lafrénière, inspecteur électricien, 376, rue Des Forges, Trois-Rivières, tous six: juges de paix, avec juridiction dans la Province de Québec, J. F. Cooper Smith, comptable de la Normetal Mining Corporation, de Dupuy, et Vénérend Talbot, colon, de Préissac, tous deux: juges de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Abitibi, Albert Trottier, officier du Service de l'Assistance aux chômeurs, 22, rue Saint-Joseph, Cap de la Madeleine: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Trois-Rivières, Walter Duchesnay, officier de la prison de Québec, de Québec: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, Lucien Delisle, et Olier Mathieu, ingénieurs civils, de Waterloo, tous deux: juges de paix, avec juridiction dans la Province de Québec, Edouard Gauthier, ingénieur à l'Hôpital St-Joseph, de Lachine: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, J.-A. Desgroseilliers, barbier, de Howick: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauharnois, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1925, chapitre 145).

Québec, le 18 octobre 1937.

M. J.-A. Pérusse, médecin, de Amqui: coroner conjoint pour le district de Rimouski avec juridiction seulement sur le comté de Matapédia.

5723-0

three: justices of the peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, J. O. Ducasse, merchant, of Petite Matane, and Pierre Paul Gagnon, physician, of Rimouski: justices of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, Jos. Aucoin, bourgeois, 7½ Vier street, Saint Hyacinthe: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Saint Hyacinthe, Alphonse Coutu, inspector in the Department of Colonization, of Saint Gabriel de Brandon: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Joliette, J. Alexis Cloutier, forestry engineer in the Lands Service, Department of Colonization, 93 Maple Avenue, R. C. Dalton, chief of the Service of Bounties and Stumpage dues, Department of Colonization, 14 Cremazie street, Théodore Mercier, chief of the Lands Service in the Department of Colonization, 59 d'Artigny street, all three of Quebec, A. B. Giroux, electrical inspector, 268 Perreault street, Rouyn, Emile Lionais, electrical examiner, 96 Saint James street East, Montreal, W. Lafrénière, electrical inspector, 376 Des Forges street, Trois-Rivières, all six: justices of the peace, with jurisdiction over the Province of Québec, J. F. Cooper Smith, accountant of the Normetal Mining Corporation, of Dupuy, and Vénérend Talbot, settler, of Préissac, both: justices of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, Albert Trottier, officer of the Unemployment Relief Service, 22 Saint Joseph street, Cap de la Madeleine: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières, Walter Duchesnay, officer of the Quebec jail, of Quebec: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, Lucien Delisle, and Olier Mathieu, civil engineers, of Waterloo, both: justices of the peace with jurisdiction over the Province of Quebec, Edouard Gauthier, engineer in Saint Joseph Hospital, of Lachine: Justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, J. A. Desgroseilliers, barber, of Howick: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois, all for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q. 1925, chapter 145).

Quebec, October 18, 1937.

Mr. J. A. Pérusse, physician, of Amqui: joint coroner for the district of Rimouski with jurisdiction only over the county of Matapédia.

5724

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

VENTE A L'ENCHERE

AUCTION SALE

Province de Québec, District de Beauharnois. Re: Joseph Demers, failli.

Province of Quebec, District of Beauharnois, Re. Joseph Demers, bankruptcy.

Avis public est présentement donné que le DIX-SEPTIEME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de St-Jean Chrysostome, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, de la terre de M. Joseph Demers.

Public notice is hereby given that the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and thirty-seven, at TEN o'clock in the forenoon, in front of the Church of the parish of St. Jean Chrysostome will be sold by public auction, the land and property of Mr. Joseph Demers.

Cette vente est faite en exécution d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Louis Boyer de la Cour Supérieure pour le district de Beauharnois, le vingt-deuxième jour de septembre mil neuf cent trente-sept, siégeant pour la Cour des Faillites.

This sale will be made in execution of a judgment given by the Honourable Judge Louis Boyer of the Superior Court of the district of Beauharnois, this twenty-second day of September one thousand nine hundred and thirty-seven, present for the Bankruptcy Court.

Cette vente aura l'effet du décret.

Toute personne étant intéressée devra s'apposer dans les trois jours avant le jour fixé pour la vente de la dite terre.

Cette vente sera faite par le Séquestre Officiel pour le Comté de Beauharnois, Louis Maheu; au plus haut et dernier enchérisseur selon les conditions du cahier des charges et spécialement pour argent comptant.

La dite vente affecte les immeubles suivants:

Une terre située dans la paroisse de St-Jean Chrysostome, Province de Québec, connue et désignée comme étant les lots numéros huit cent soixante-sept et huit cent soixante-huit (Nos 867-868) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean Chrysostome avec les bâtisses dessus érigées.

Tel que le tout se trouve présentement.

Donné à Beauharnois, ce septième jour d'octobre, mil neuf cent trente-sept.

Par ordre du séquestre officiel pour le
comté de Beauharnois.

5221-42-2-o LOUIS MAHEU.
[Première publication, 2 octobre 1937 est null]

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Cour Supérieure, No 3235-F. Dans l'affaire de J.-M. Binet Limitée, manufacturiers de Renforts et de Fibres, 73 rue Jérôme, Québec.

Avis est par le présent donné que MARDI, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE 1937, à ONZE heures, A.M., seront vendus par encan public à nos bureaux 17 rue Saint-Jacques, Québec, les immeubles ci-après décrits et appartenants aux cédants.

A. Les lots treize (13) quatorze (14) quinze (15) seize (16) et dix-sept (17) de mille neuf cent trente-six (1936) du cadastre pour le quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec (moins la lisière de six pieds de large, détachée des lots 14-15 et 16 de 1936, vendue à Edgar Clément par Raoul Richard, suivant acte passé devant Emile Delage, N.P., le 19 juin 1931, sous le numéro 228267) sujet à rente foncière et annuelle de \$8.00 payable à l'Hôtel-Dieu de Québec et affectant les dits lots—avec bâtisses dessus construites.

B. Les lots dix-huit (18) et dix-neuf (19) des subdivisions de mille neuf cent trente-six (1936) du cadastre du quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, (sauf à distraire dudit lot 193,298 pieds de superficie pris pour l'élargissement de la Côte Sainte-Geneviève, suivant plan annexé à la minute d'un acte passé devant le notaire J.-Allaire, le 21 janvier 1896).

C. Les lots cent-quatre-vingt-dix (190) cent quatre-vingt-onze (191) cent quatre-vingt-douze (192) cent quatre-vingt-treize (193) cent quatre-vingt-quatorze (194) cent quatre-vingt-quinze (195) cent quatre-vingt-seize (196) cent quatre-vingt-dix-sept (197) cent quatre-vingt-dix-huit (198) cent quatre-vingt-dix-neuf (199) et deux cents (200) de la subdivision trois mille sept cent cinquante-cinq (3755) du Quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, sujet aux restrictions qui affectent particulièrement lesdits lots 190 et 191, suivant l'acte de concession par l'Hôtel-Dieu de Québec à Madame Louis Richard, passé devant C. Labrecque, N.P., le 1er décembre 1898 et enregistré le 5 décembre de la même année sous le numéro 101134 et aussi suivant une quittance

This sale will have the justice authority effect.

All persons being interested must make apposition during the three days before the day deciding for the sale of the said property.

This sale will be made by the official sequestry for the county of Beauharnois, Louis Maheu; at the highest and latest bidder at the conditions in the book of charges and specially for cash money.

The said sale affect the following immoveable property;

A land situated in the parish of St. Jean Chrysostome, Province of Quebec, noted and designated as lot number eight hundred and sixty-seven and eight hundred and sixty-eight (Nos. 867-868) at the official plan and book of reference of the parish of St. Jean Chrysostome, with all buildings erected thereon.

As the whole is actually.

Given at Beauharnois, this seventh day of October one thousand nine hundred and thirty-seven.

By order of the Official Sequestry
for the county of Beauharnois.

5222-42-2-o LOUIS MAHEU.
[First publication, October 2, 1937, is null]

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

Superior Court, No. 3235-F. In the matter of J. M. Binet, Limited, Manufacturers of Counters and Fibre, 73 Jerome Street, Quebec, assignors.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTEENTH day of NOVEMBER, 1937, at ELEVEN o'clock, A.M., will be sold by public auction at our offices 17 Saint James Street, Quebec the following immoveable properties, to wit:

A. The lots thirteen (13) fourteen (14) fifteen (15) sixteen (16) and seventeen (17) of one thousand nine hundred and thirty-six (1936) of Cadastral plan for Jacques-Cartier Ward in the city of Quebec (less a string of 6 feet wide detached from lots 14-15 and 16 of 1936 sold to Edgar Clément by Raoul Richard, as per deed passed before Emile Delage Public Notary on the 19th day of June, 1931, under number 228267) subject to a ground rent of \$8.00 payable annually to L'Hôtel Dieu de Quebec and affecting said lots—with buildings thereon erected.

B. The lots eighteen (18) and nineteen (19) of the subdivisions of one thousand nine hundred and thirty-six (1936) of Cadastral plan of Jacques-Cartier Ward in the City of Quebec (to divert of said lots 193,298 superficial feet taken for the enlargement of Sainte Genevieve Hill, as per plan annexed to the minute of a deed passed before Notary J. Allaire on the 21st of January 1896).

C. The lots one hundred and ninety (190) one hundred and ninety-one (191) one hundred and ninety-two (192) one hundred and ninety-three (193) one hundred and ninety-four (194) one hundred and ninety-five (195) one hundred and ninety-six (196) one hundred and ninety-seven (197) one hundred and ninety-eight (198) one hundred and ninety-nine (199) and two hundred (200) of the subdivisions three thousand seven hundred and fifty-five (3755) of Saint John Ward of the City of Quebec, subject to restriction affecting particularly said lots 190 and 191 under deed of concession by l'Hôtel Dieu de Quebec to Mrs. Louis Richard, passed before C. Labrecque Notary, on the 1st of December, 1898 and registered on the 5th of December the same

reçue par le notaire A. Labrecque et donnée par Madame Louis Richard, à la Commission des Champs de Bataille Nationaux, en date du 4 mai 1917 et enregistré le lendemain sous le No 160264, sujet à une rente foncière et annuelle de \$22.65 payable à l'Hôtel Dieu de Québec, mais affectant seulement les lots 192 à 196 desdites subdivisions de 3755 du susdit Cadastre, inclusivement.

Ces immeubles seront vendus aux charges et conditions suivantes:

Les trois immeubles ci-dessus décrits seront vendus séparément et aux plus haut enchérisseur.

Chaque vente sera faite à la charge par l'acquéreur de prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve actuellement à ses risques et périls, sans aucune garantie de la part des syndics et sujet aux taxes municipales et scolaires et à toutes autres impositions quelconques à partir de la date de la vente.

Chaque acquéreur devra payer tous les droits au Gouvernement sur la vente, ainsi que tous les frais encourus pour l'exécution de l'acte de vente et de son enregistrement.

Chaque vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, légales ou conventionnelles qui peuvent être attachées à ces immeubles.

Les vendeurs ne s'engagent à donner à chaque acquéreur que les titres de propriété qui leur auront été fournis par les cédants.

Les immeubles pourront être visités en aucun temps en s'adressant aux syndics.

Ces ventes seront faites sous l'autorité d'un jugement de ladite Cour en date du 13 octobre 1937 et conformément aux dispositions des articles 716, 717 et 719a du C.P.C. et aussi à l'article 45, chap. 11 S.R.Q. 1927, de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: "Argent Comptant".

Les syndics autorisés,

AMÉDÉE BINET & EMILE RACINE,

Québec, le 13 octobre 1937.

Bureaux: 17 rue Saint-Jacques,
Québec, Qué.

5497-42-2-0

year under number 101134 and also following a discharge received by the notary A. Labrecque and given by Mrs Louis Richard to the National Commission Battlefield, dated 14th. of May, 1917 and registered the next day under number 160264, subject to a ground rent of \$22.65 payable annually to l'Hôtel-Dieu de Québec, but affecting only lots 192 to 196 of said subdivisions of 3755 of the above-said cadastral inclusively.

The said immoveable properties will be sold for the following charges and Conditions.

The three said immoveable properties above described will be sold separately to the highest bidder.

Each sale will be made to the charge by the buyer to take the property in the estate as it is actually at its own risk without any guarantee on the part of the trustees and subject to municipal and school taxes and all other impositions whatsoever starting from the date of the sale.

Each buyer will have to pay all charges due to the Government on the sale and all others costs occurred and also the deed of sale and his registration.

Each sale will be made with all active and passive services, apparent or occult, legal and conventional can be attached to the said properties.

The vendors do not bind themselves to give to the buyers other titles than those given by the assignors.

The said lots can be seen in anytime by applying to the trustees.

These sales will be made pursuant to a judgment of the said court, dated the thirteenth day of October, 1937 and in conformity with the provisions of articles 716-717 and 719a C.C.P. and also of articles 45, Chapter 11, R.S.Q., 1927, of the Bankruptcy Act, shall have the effect of a Sheriff's sale.

Term of payment: "Cash".

AMEDÉE BINET & EMILE RACINE,

Trustees.

Quebec, October 13th, 1937.

Offices: 17 Saint James Street,
Quebec, Que.

5498-42-2-0

Avis de vente des biens de la GALE GOLD MINES LIMITED, (Libre de responsabilité personnelle), en faillite.

Des soumissions cachetées seront reçues par le syndic soussigné jusqu'à 3 hrs 30 p.m., heure normale de l'est, vendredi, le 19 novembre 1937, pour l'achat en bloc des biens de la compagnie Gale Gold Mines, Limited, situés dans le canton de Dubuisson, Pontiac, Québec, près de Shawkey, Québec; y compris toutes les machineries, outillages, matériaux, édifices, minerai et claims miniers couvrant approximativement 207 acres. Des travaux considérables de développement (y compris le forage) ont déjà été faits sur la propriété.

Le syndic se réserve le droit de vendre les dits biens en trois lots, à savoir: (a) claims miniers et bâtiments; (b) machineries et outillage y compris un Moteur Diesel et un grand compresseur à air Ingersoll et (c) accessoires électriques, mécaniques et d'approvisionnement. Les soumissions devront spécifier si l'offre est faite pour l'achat des biens "en bloc" ou pour un ou plusieurs des lots susdits.

Termes:—25% en argent ou chèque certifié devra accompagner chaque soumission, et le syn-

Notice of sale of assets of GALE GOLD MINES LIMITED (No Personal Liability) In Bankruptcy.

Sealed tenders will be received by the undersigned up to 3.30 P.M. Eastern Standard time, on Friday November 19th, 1937, for the purchase *en bloc* of the assets of Gale Gold Mines Limited, situate in the Township of Dubuisson, Pontiac, Quebec, near Shawkey, Quebec; including all machinery, equipment, materials, buildings, ore and mining claims covering approximately 207 acres. Considerable development work (including drilling) has already been done on the property.

The undersigned reserves the right to sell the said assets in three parcels, namely: (a) Mining claims and buildings; (b) Machinery and equipment including Diesel Engines and large Ingersoll Rand Air Compressor and (c) Electrical, mechanical and commissary supplies. Tenders should specify whether the offer is for the purchase of the assets *en bloc* or for one or more of the above parcels.

Terms: 25% in cash or certified cheque must accompany each tender, and the undersigned

dic soussigné ne sera pas tenu d'accepter ni la plus haute ni aucune autre soumission; la balance sera payée sur transfert de titre.

Pour plus amples détails et description détaillée de la propriété et des biens, s'adresser à la Guaranty Trust Company of Canada, 190, rue London Ouest, Windsor, Ontario, ou à la Guaranty Trust Company of Canada, 70, rue Richmond Ouest, Toronto, Ontario.

Daté à Windsor, Ontario, le 15 octobre 1937.
Le Syndic dans la Faillite de la Gale Gold Mines Limited,

GUARANTY TRUST COMPANY OF CANADA,
5719 Windsor, Ont.

shall not be obliged to accept the highest or any tender; balance upon transfer of title.

For further particulars and detailed description of property and assets apply to Guaranty Trust Company of Canada, 190 London St. W., Windsor, Ontario, or Guaranty Trust Company of Canada, 70 Richmond St. W., Toronto, Ontario.

Dated at Windsor, Ontario, October 15th, 1937.

GUARANTY TRUST COMPANY OF CANADA,
Trustee in Bankruptcy of Gale Gold Mines Limited.
5720-o Windsor, Ont.

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

PROVINCE DE QUEBEC, MUNICIPALITE SCOLAIRE DE GARNIER, COMTE LAC ST-JEAN.

PROVINCE OF QUEBEC SCHOOL MUNICIPALITY OF GARNIER, COUNTY OF LAKE ST. JOHN.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné par le soussigné Lorenzo Lemay, délégué spécial, que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 12 octobre 1937, a ordonné au soussigné conformément aux dispositions de l'article 46a de la loi de la Commission Municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il est dû des taxes générales ou spéciales, municipales, scolaires ou cotisations d'église à moins que les dites taxes ou cotisations d'église ne soient payées avant le jour fixé pour la vente et qu'en conséquence les lots ou partie de lot ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle paroissiale, étant le lieu ordinaire des assemblées, MARDI, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE 1937, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes dues tel que plus haut mentionné.

Notice is hereby given by the undersigned Lorenzo Lemay, Special Delegate, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated October 12, 1937, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables whereon are due general or special, municipal or school taxes or church apportionments, unless the said taxes or church apportionments be paid before the day fixed for the sale and that consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned shall be sold by public auction in the parochial hall, being the ordinary meeting place, on TUESDAY the SIXTEENTH of NOVEMBER, 1937, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes due as above mentioned:

Nom du propriétaire Name of Proprietor	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Canton Township
Antonio Girard et-and Ulysse Bouchard....	8.....	VI.....	Délisle
Antonio Girard et-and Ulysse Bouchard....	partie-part 7.....	VI.....	Délisle

1. Une ferme sise et située en la paroisse de l'Ascension, dans le comté du Lac St-Jean, étant et comprenant (a) le lot de terre connu et désigné sous le No. 8 (huit) du cadastre pour le rang 6 (six) du canton Délisle, de la contenance d'environ 100 acres de terre en superficie; (b) Un emplacement de deux (2) arpents de profondeur sur 1½ (un et demi) arpent de largeur faisant partie du lot No 7 (sept) du rang 6 (six) du canton Délisle borné au front au chemin séparant les rangs 6 (six) et 7 (sept) du canton Délisle, en arrière au bout de la profondeur et des deux autres côtés par le terrain d'Alfred Gilbert ou représentants, avec bâtisses dessus construites.—1. A farm lying and situate in the parish of l'Ascension, in the county of Lake St. John, being and comprising (a) The lot of land known and designated under No. 8 (eight) of the cadastre for range 6 (six) of the township of Délisle, containing about 100 acres of land in area. (b) An emplacement measuring two (2) arpents in depth by 1½ (one and one half) arpents in width forming part of lot No. 7 (seven) of range six (6) of the township of Délisle, bounded in front by the road separating ranges 6 (six) and 7 (seven) of the township of Délisle, in rear at the end of the depth and on the two other sides by the land of Alfred Gilbert or representatives—with buildings thereon erected.

Ludger Bouchard.....	24.....	V.....	Garnier
----------------------	---------	--------	---------

Une ferme sise et située en la paroisse de l'Ascension, dans le comté du Lac St-Jean, étant et comprenant: le lot de terre connu et désigné sous le No 24 (vingt-quatre) du cadastre pour le rang 5 (cinq) du canton Garnier de la contenance d'environ 100 acres de terre avec Bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.—A farm lying and situate in the parish of l'Ascension, in the county of Lake St. John, being and comprising: the lot of land known and designated under No. 24 (twenty-four) of the cadastre for range 5 (five) of the township of Garnier, containing about 100 acres of land, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Donné en la Paroisse de l'Ascension, ce dix-huitième jour d'octobre, mil neuf cent trente-sept.

Given in the Parish of l'Ascension, this eighteenth day of October, one thousand nine hundred and thirty-seven.

Le délégué special,
LORENZO LEMAY.
5595-43-2-o

LORENZO LEMAY,
Special Delegate.
5596-43-2

PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL,
VILLE SAINT-LAURENT, CO. WESTMOUNT.

PROVINCE OF QUEBEC—DISTRICT OF MONTREAL
TOWN OF ST. LAURENT—COUNTY OF WESTMOUNT

Avis public est par les présentes donné par Henri Lapointe, Greffier de la Ville Saint-Laurent que les immeubles ci-dessous seront vendus à l'enchère publique en la dite Ville Saint-Laurent, LUNDI, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent trente-sept (1937) à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et spéciales et cotisations scolaires avec intérêts mentionnées dans l'état ci-dessous ainsi que des frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Henri Lapointe, clerk of the Town of Saint-Laurent that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction, at the Municipal Public Hall, in the Town of Saint-Laurent, MONDAY, the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, nineteen hundred and thirty-seven (1937) at TEN o'clock in the forenoon to satisfy to the payment of the Municipal (ordinary and special) and school taxes with interests mentioned in the hereunder statement and the costs which shall be subsequently incurred unless the said taxes interests and costs be paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of owner	Numéros—Cadastré et Subdvs. Numbers—Cadastral and Subdvs.
Roberts O. W.	466-244
Gohier Hercule	465-232-233-234-235
Larose Jules	465-135
Lecavalier Albert	465-276-277
Mongeau Romain	465-476-477
Mongeau Romain	466-2-3
Beaulieu F. D.	465-458-459
Gohier Hercule	465-634-635-636-637-638
Charbonneau Noel	466-12-13
Noad G. H.	242-89-1, 89-2, 93-1
Labrecque H.	242-82
Tassé E. Succ.—Estate	242-94
Barry John Mde—Mrs. Vve—Wid.	242-636a
Myers H. W.	242-946a
Michaud J. B.	254-21
Bullard M. W. Succ.—Estate	254-62-63-71
Gray W. J.	254-179-180
Cousineau G. Mlle—Miss	468-444-445-446-447
Martin L.	468-616-617
Municipalité Scolaire du Village Saint-Laurent	468-692-693-694-695-196-197
	454-33
Legault O. W.	465-159-160-161-162
	241-161-163-218-230-198-199-210-211-212-236-237- 238-239-294-295-296-297-298
Ritchie E. Mlle—Miss	241-145-146-147
Beetz Jean Mde—Mrs. Vve—Wid.	416-1-2-3
	453-62a-63a-68-69
	415-20-21-23-33-34
Malo Théo Mde—Mrs. Vve—Wid.	409-61-62-64-68-70-72-73-73a
Little G. H.	465-286
Lamarre Adélaré Succ.—Estate	465-408
Dawson John	468-40-41
Lenaghan J. M. Mde—Mrs.	468-228-229
Lerouzes Y.	468-166-167
Pilon Adélaré	453-80
Legault O. W.	241-227-228-261-262-263

Un certain emplacement situé en la Ville Saint-Laurent comté de Westmount appartenant à la Municipalité Scolaire du Village Saint-Laurent connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro trois cent vingt-cinq de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse Saint-Laurent (409-p. 325) de forme irrégulière, le dit emplacement borné en front vers le nord-est par une partie du lot No 409-308 en arrière vers le sud-ouest par une partie du lot 409-325, aujourd'hui ruelle, d'un côté vers le nord-ouest par le lot No 465-190 de l'autre côté vers le sud-est par le lot 409-357 et une partie du lot 409-324 et mesurant 36 pieds dans la ligne nord-est 56 pieds dans la ligne sud-ouest et contenant 4,800 pieds en superficie, mesure anglaise.

A certain emplacement situated in the Town of St. Laurent, County of Westmount, belonging to La Municipalité Scolaire du Village Saint-Laurent, known and designated as forming part of lot number four hundred and nine subdivision number three hundred and twenty-five of the official plan and book of reference of the Parish of Saint-Laurent (409-p. 325) of an irregular form, the said emplacement bounded in front, in the north-east line, by a part of lot number 409-308, in rear, in the south-west line, by a part of lot 409-325 being a lane, on one side in the northwest line by the lot number 465-190 on the other side in the southeast line by the lot number 409-357 and part of lot number 409-324, and measuring 36 feet in the northeast line, 56 feet in the southwest line and containing, 4,800 feet in area, English measure.

Un certain emplacement situé en la Ville Saint-Laurent dans le comté de Westmount appartenant à La Municipalité Scolaire du Village Saint-Laurent connu et désigné comme faisant partie

A certain emplacement situated in the Town of Saint-Laurent, in the County of Westmount belonging to La Municipalité Scolaire du Village Saint-Laurent known and designated as forming

du lot de terre numéro trois cent huit de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent neuf des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse Saint-Laurent (409-p. 308) de forme triangulaire, le dit emplacement borné en front vers le nord-est par la rue Ouimet en arrière vers le sud-ouest par une partie du lot 409-325, d'un côté vers le nord-ouest par le lot 465-190, mesurant 51' dans la ligne nord-est 49'5 dans la ligne sud-ouest et contenant 321' en superficie, mesure anglaise.

Un certain emplacement situé en la Ville Saint-Laurent dans le Comté de Westmount appartenant à la Municipalité Scolaire du Village Saint-Laurent, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro trois cent vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent neuf des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse Saint-Laurent (409-p. 324) de forme triangulaire, le dit emplacement borné en front vers le nord-est par une partie du lot 409-308, d'un côté vers le nord-ouest par une partie du lot 409-325, de l'autre côté vers le sud-est par le lot 409-357, mesurant 13'5 dans la ligne nord-est, 56' dans la ligne nord-ouest et contenant 378' en superficie, mesure anglaise.

Un certain emplacement situé dans la Ville Saint-Laurent, dans le Comté de Westmount, appartenant à Madame Vve John Barry composé des lots suivants.

A. De la plus grande partie du lot originaire numéro deux cent quarante-deux subdivision officielle numéro cinq cent quatre-vingts lettre A, (242-580a) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse Saint-Laurent étant en réalité le lot total exception faite d'une lisière de terrain de vingt-cinq pieds de largeur par vingt pieds de profondeur dans la ligne nord-est du dit lot, pour l'élargissement du Boulevard O'Brien, la dite partie du lot numéro 580a de la dite subdivision présentement vendue étant bornée dans la ligne nord-ouest par la subdivision numéro 579a, dans la ligne sud-ouest par la subdivision numéro 616a dans la ligne sud-est par la subdivision numéro 581a et dans la ligne nord-est par le résidu du dit lot de la dite subdivision 580a qui a été détaché pour l'élargissement du dit Boulevard O'Brien.

B.—De la plus grande partie du lot originaire numéro deux cent quarante-deux subdivision officielle numéro cinq cent quatre vingt un lettre A, (242-581a) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent étant en réalité le lot total, exception faite d'une lisière de terrain de vingt-cinq pieds de largeur par vingt pieds de profondeur dans la ligne nord-est du dit lot, pour l'élargissement du Boulevard O'Brien, la dite partie du lot numéro 581a de la dite subdivision présentement vendue, étant bornée dans la ligne nord-ouest par la subdivision numéro 580a dans la ligne sud-ouest par la subdivision numéro 617a dans la ligne sud-est par la subdivision numéro 582a et dans la ligne nord-est par le résidu du dit lot de la dite subdivision 581a qui a été détaché pour l'élargissement du dit Boulevard O'Brien.

Un emplacement situé sur la rue Principale en la ville Saint-Laurent, comté de Westmount appartenant à Melle Anne Pépin et composé de:

1. Un lopin de terre (étant la moitié d'un emplacement) de la contenance de trente-huit pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connue comme faisant partie du numéro quatre cent un des plan et livre de renvoi officiels de la

part of lot four hundred and nine subdivision number three hundred and eight of the official plan and book of reference of the Parish of Saint-Laurent, (409-p. 308) of a triangular form the said emplacement bounded in front in the north-east line by Ouimet Street in rear in the south-west line by a part of lot 409-325, on one side in the north-west line by lot number 465-190 measuring 51' in the north-east line 49'5 in the south-west line and containing 321' in area, English measure.

A certain emplacement situated in the Town of St. Laurent in the County of Westmount belonging to La Municipalité Scolaire du Village Saint-Laurent, known and designated as forming part of lot number four hundred and nine subdivision number three hundred and twenty-four of the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent (409-p. 324) of a triangular form, the said emplacement bounded in front in the north-east line by a part of lot 409-308, on one side in the north-west line by a part of lot 409-325 on the other side in the south-east line by lot number 409-357 measuring 13'5 in the north-east line, 56' in the north-west line and containing 378' in area, English measure.

A certain emplacement situated in the Town of St-Laurent in the County of Westmount, belonging to Mrs Widow John Barry, composed of the following lots:

A.—Of the largest part of the original lot number two hundred and forty-two official subdivision number five hundred and eighty letter A (242-580a) on the official plan and book of reference of the Parish of Saint-Laurent, being in fact the total lot exception being made of a part of land of twenty-five feet in width by twenty feet in depth in the north-east line of said lot for the widening of O'Brien Boulevard, the said part of lot number 580a of said subdivision presently sold being bounded in the north-west line by the subdivision number 579a in the south-west line by the subdivision number 616a, in the south-east line by the subdivision number 581a and in the north-east line by the residue of said lot of said subdivision number 580a which has been detached for the widening of O'Brien Boulevard.

B.—Of the largest part of the original lot number two hundred and forty-two official subdivision number five hundred and eighty-one letter A (242-581a) of the official plan and book of reference of the Parish of Saint-Laurent, being in fact the total lot exception being made of a part of land of twenty-five feet in width by twenty feet in depth in the north-east line of said lot, for the widening of O'Brien Boulevard the said part of lot 581a of said subdivision being bounded in the north-west line by the subdivision number 580a in the south-west line by the subdivision number 617a, in the south-east line by the subdivision number 582a and in the north-east line by the residue of said lot of said subdivision number 581a which has been detached for the widening of O'Brien Boulevard.

A certain emplacement situated on Principal Street in the town of St. Laurent, county of Westmount, belonging to Miss Anne Pépin and composed of:

1. A piece of land (being half of an emplacement) containing thirty-eight feet in width by ninety feet in depth more or less, without guarantee of exact measure, known as forming part of number four hundred and one of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Lau-

paroisse de Saint-Laurent tenant d'un côté au nord au reste du dit numéro quatre-cent-un, de l'autre côté et en arrière au lot numéro quatre cent deux, et en avant au chemin public.

2. Trois pieds de terrain en front et aboutissant à rien, à prendre sur le côté sud-ouest du lot numéro quatre cent deux des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent.

3. Un morceau ou lisière de terre situé en la ville Saint-Laurent connu comme faisant partie du numéro quatre cent deux des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent contenant environ vingt-quatre pieds et demi de profondeur sur quarante deux pieds de largeur plus ou moins et sans garantie de mesure précise tenant d'un bout au lot de terre numéro quatre cent un, à l'autre bout à la corporation du collège de Saint-Laurent et l'autre côté à la succession de Dame Rose de Lima Legault dit Deslauriers, avec bâtisses dessus construites.

Un certain emplacement situé sur la rue Filiatrault dans la ville Saint-Laurent, comté de Westmount, appartenant à Théophile Mignerou étant une lisière de terrain de cent pieds de largeur par cent neuf pieds de profondeur plus ou moins connue comme faisant partie du lot originaire numéro quatre cent cinquante-trois aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, la dite partie présentement vendue, étant bornée comme suit: en front par la rue Filiatrault en arrière par le lot de terre connu comme faisant partie du lot 429 des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Laurent et appartenant à M. Napoléon Leduc, d'un côté par le lot de terre 453-57b et de l'autre côté par une autre partie du dit lot de terre quatre cent cinquante-trois appartenant à A.-O. Jasmin Enregistré.

Un certain emplacement situé dans la ville Saint-Laurent dans le comté de Westmount appartenant à Owen C. Roberts, composé comme suit:

1. La partie non redivisée du lot numéro deux cent quarante-cinq (245) de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent soixante-six (466) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent de forme irrégulière mesurant 36 pieds de largeur sur la rue Dion, 26 pieds de largeur en arrière, 100 pieds de profondeur dans la ligne nord-est et contenant 3,430 pieds en superficie, bornée comme suit: en front par la rue Dion en arrière par le lot numéro 466-254, d'un côté vers le nord-est par 466-244, de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot numéro 466-344.

2. La partie non redivisée du lot numéro deux cent quarante-six de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent soixante-six (466-p. 246) des dits plan et livre de renvoi officiels mentionnés plus haut, de forme triangulaire, mesurant onze pieds à la base par 36 pieds de hauteur et contenant 198 pieds en superficie, bornée comme suit: d'un côté vers le nord-ouest par le lot numéro 466-253 d'un autre côté vers le sud-ouest par le lot numéro 466-344 et de l'autre côté vers le nord-est par le lot numéro 466-245.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de St-Laurent et situés dans la ville Saint-Laurent.

Donné en la ville de St-Laurent, ce quatorzième jour d'octobre mil neuf cent trente-sept.

Le greffier,
HENRI LAPOINTE.

5727-44-2-o

rent bounded on the north side to the remainder of said lot number four hundred and one, on the other side and in rear, to the lot number four hundred and two and in front to the public road.

2. Three feet of land in width to lead to nothing to be taken on the south-west line of lot number four hundred and two of the said plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent.

3. A piece of land situated in the town of Saint-Laurent known as forming part of lot number four hundred and two of the said plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, containing about twenty-four feet and half in width by forty-two feet in width more or less and without guarantee of exact measure bounded on one side by lot number four hundred and one, on the other side by the Corporation of Saint Laurent college and on the other side by estate Rose de Lima Legault dit Deslauriers, with buildings thereon erected.

A certain emplacement situated on Filiatrault street in the town of Saint-Laurent, county of Westmount belonging to Théophile Mignerou being a strip of land of one hundred feet in width by one hundred and nine feet in depth, more or less, known as forming part or original lot four hundred and fifty three of the said plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, the said strip of land presently sold being bounded as follow: In front by Filiatrault street in rear by lot of land known as forming part of lot 429 of same plan and book of reference of the parish of Saint Laurent belonging to Mr. Napoléon Leduc, on one side by lot of land 453-57b and on the other side by an other part of said lot four hundred and fifty three belonging to A. O. Jasmin Registered.

A certain emplacement situated in the town of St. Laurent county of Westmount belonging to Owen C. Roberts and composed as follow:

1. The non-redivided part of lot two hundred and forty-five of the original lot number four hundred and sixty-six (466-p.245) of the plan and book of reference of the parish of St. Laurent of irregular form measuring thirty-six feet in width on Dion street, twenty-six feet in width in rear, one hundred feet in depth in the north-east line and containing 3,430 feet in area, bounded as follow: in front by Dion street, in rear by lot 466-254, on one side to the north-east line by 466-244 on the other side to the south-west line by lot 466-344.

2. The non-redivided part of lot official number two hundred and forty-six of the original lot number four hundred and sixty-six (466-p. 246) of the plan and book of reference of the parish of St. Laurent above mentioned of triangular form, measuring eleven feet to the base by thirty-six feet in height and containing one hundred and ninety-eight feet in area, bounded as follow: on one side to the north-west line by lot number 466-253, on the other side to the south-west line by lot number 466-344 and on an other side to the north-east line by lot number 466-245.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of St. Laurent and situated in the town of St. Laurent.

Given at the town of St. Laurent this fourteenth day of October nineteen hundred and thirty-seven.

HENRI LAPOINTE,
Clerk.

5728-44-2-o

Vente d'effets non réclamés

Sale of unclaimed freight

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le 1er décembre 1936, et jusqu'ici non réclamés, dans les bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", seront vendus par enchères publiques aux plus hauts enchérisseurs, par MM. Fraser Bros., encanteurs, à 901 rue St-Jacques-ouest, Montréal, à DIX heures du matin, le MERCREDI, le PREMIER jour de décembre 1937, suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN
DU PACIFIQUE,

Par W.-E. ALLISON,
Manager, Mail and Baggage Traffic.
Montréal, le 15 octobre, 1937. 5607-43-6-o

Notice is hereby given that all baggage received previous to the first day of December, 1936, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James street West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the FIRST day of DECEMBER, 1937, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,

Per: W. E. ALLISON,
Manager, Mail and Baggage Traffic.
Montreal, October 15th, 1937. 5608-43-6-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par le présent donné que "Pintsch Compressing Co., Inc.", autorisée à faire des affaires dans cette Province, a nommé par nouvelle procuration, M. Joseph Vézina, du numéro 635, rue Lusignan, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires, dans cette cité.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,
5703-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that "Pintsch Compressing Co., Inc.", authorized to carry on business in this Province, has appointed by new power of attorney Mr. Joseph Vézina, of number 635 Lusignan street, in the city of Montreal, its principal agent, with its head office, in this city.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,
5704 Under Secretary of the Province.

LOI DES FAILLITES

THE BANKRUPTCY ACT

Dans l'affaire de la faillite de la compagnie "Gale Gold Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle), de la cité de Windsor, en la Province d'Ontario.

Prenez avis que la soussignée a été, à la première assemblée des créanciers tenue au Palais de Justice, Windsor, Ontario, le 8ème jour d'octobre 1937, dûment élue Syndic pour l'administration des biens de la débitrice sus-nommée.

Daté à Windsor, Ontario, ce 9ème jour d'octobre 1937.

Le syndic,
GUARANTY TRUST COMPANY OF CANADA.
Guaranty Trust Building,
Windsor, Ontario. 5709

In the matter of the bankruptcy of Gale Gold Mines, Limited, (No Personal Liability), of the City of Windsor, in the Province of Ontario.

Take notice that the undersigned was at the first meeting of creditors held at the Court House, Windsor, Ontario, on the 8th day of October, 1937, duly elected Trustee for the administration of the estate of the above-named debtor.

Dated at Windsor, Ontario, this 9th day of October, 1937.

GUARANTY TRUST COMPANY OF CANADA,
Trustee.
Guaranty Trust Building,
Windsor, Ontario. 5710-o

Avis est par le présent donné que "J. B. Lippincott Company", autorisée à faire des affaires dans cette Province, a nommé par nouvelle procuration, M. Aubrey Butler, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires, dans cette cité, à 525 Edifice Confédération.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,
5713-o Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that "J. B. Lippincott Company", authorized to carry on business in this Province, has appointed by new power of attorney Mr. Aubrey Butler, of the city of Montreal, its principal agent, with its head office, in this city, at 525 Confederation Bldg.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of October, 1937.

JEAN BRUCHESI,
5714 Under Secretary of the Province.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de Jonquière", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du vingtième jour d'octobre 1937.

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique des Commis et Comptables de Jonquière", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by Order in Council dated the twentieth day of October, 1937.

Le siège principal de la société est à Jonquière, Québec.

5715-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Catholique des Camionneurs du comté de Roberval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du vingtième jour d'octobre 1937.

Le siège principal de la société est dans les limites de la ville de Roberval.

5725-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 27 octobre 1937, a adopté la résolution suivante:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à compter du 8 novembre 1937, la corporation des syndics de la paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre (Amqui) dans le comté de Matapédia, ne soit plus considérée comme en défaut au sens de la section V de la Loi de la Commission municipale de Québec, et qu'à compter de la dite date du 8 novembre 1937, le jugement de la Cour supérieure du district de Rimouski, en date du 16 octobre 1933, déclarant ladite corporation en défaut, cesse d'avoir vigueur et effet."

Le secrétaire,
EMILE MORIN,

La Commission municipale de Québec,
Québec, ce 27 octobre, 1937. 5731-o

DORVAL-SISCOE MINES, LIMITED.
(Libre de responsabilité personnelle).

Règlement Numéro 9.

"Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de cinq à sept."

Attendu qu'il est opportun d'augmenter le nombre des directeurs de la Compagnie de cinq à sept.

En conséquence qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété par les directeurs de la compagnie "Dorval-Siscoe Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), par un règlement de la compagnie ce qui suit:—

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de cinq à sept, qui administreront les affaires et le commerce de la compagnie, et que quatre directeurs constitueront un quorum du bureau de direction pour la transaction des affaires.

Passé par les directeurs, ce 7ème jour d'août 1937.

5771 Le secrétaire,
ROBERT-L. PEPALL.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 290

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

The principal place of business of the association is at Jonquière, Quebec.

5716 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Camionneurs du comté de Roberval", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by Order in Council dated the twentieth day of October, 1937.

The principal place of business of the association is within the limits of the Town of Roberval.

5726 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of October 27th, 1937.

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 45 of the Quebec Municipal Commission Act, from and after the 8th of November 1937, the corporation of trustees of the parish of Saint-Benoit-Joseph-Labre (Amqui), in the county of Matapédia, shall no longer be considered in default within the meaning of division V of the Quebec Municipal Commission Act, and that from said date of November 8th 1937, the judgment of the Superior Court for the District of Rimouski, dated October 16th 1933, declaring said corporation in default, shall cease to have force and effect."

EMILE MORIN,
Secretary.

The Quebec Municipal Commission,
Québec, October 27th, 1937. 5732-o

DORVAL-SISCOE MINES, LIMITED.
(No Personal Liability).

By-Law Number 9.

"A By-Law to increase the number of Directors from five to seven."

Whereas it is desirable to increase the number of directors of the Company from five to seven.

Now therefore be it enacted and it is hereby enacted by the Directors of Dorval-Siscoe Mines, Limited (No Personal Liability) as a By-Law of the Company as follows:

That the number of Directors of the Company be increased from five to seven, who shall manage the affairs and business of the Company, and that four Directors shall constitute a quorum of the Board for the transaction of business.

Passed by the Directors this 7th day of August, 1937.

5772 ROBERT L. PEPALL,
Secretary.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 290

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montmagny;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montmagny.

2. La région de Montmagny comprend la ville de Montmagny et, contiguë à la ville de Montmagny, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, dans le district judiciaire de Montmagny.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 195 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937 Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA
PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 291

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sorel;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

2. La région de Sorel comprend la cité de Sorel.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montmagny;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the town of Montmagny, and a strip of land half a mile deep forming part of the municipality of Saint Thomas de la Pointe à la Caille, in the judicial district of Montmagny.

3. No person shall, within the limits of said region of Montmagny, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint, nine cents a quart and thirty-six cents a gallon.

The present order cancels Order No. 195 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 31, 1936, and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Québec, October 21, 1937. Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 291

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held
in the office of the Dairy Industry Commission, in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sorel:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. The region of Sorel includes the city of Sorel.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, \$2.00 net.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuse, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt-huit sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 205 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 31 octobre 1936 et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière. Québec, le 21 octobre 1937.

5. No person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, or to a religious community, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to twenty eight cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 205 published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 31, 1936, and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Commission. Québec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 292

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Valleyfield;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Valleyfield.

2. La région de Valleyfield comprend la cité
de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité de
village du Nouveau-Salaberry.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait dosant 3.25% de matières
grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net F.A.B.
la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,
nul ne peut, dans les limites de ladite région de
Valleyfield, offrir, vendre ou livrer à son domici-
le ou à sa place d'affaires ou au domicile de
l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre
sous et demi la chopine, et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à une
épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à
tout autre établissement de commerce, à un prix
inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la
pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance
No 186 de ladite Commission, publiée dans la
Gazette officielle de Québec, du 14 novembre 1936,
et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 292

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held
in the office of the Dairy Industry Commission, in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Valleyfield;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Valleyfield.

2. The region of Valleyfield includes the city
of Salaberry de Valleyfield and the village mu-
nicipality of New Salaberry.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each hundred pounds of
milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives
from them, \$2.00 net F.O.B. business place of
said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Valleyfield, offer, sell or deliver, at his home
or at his business place or at the home of the
purchaser, milk, at prices inferior to four and a
half cents a pint, and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk to a
grocery, a restaurant, a dealer or to any other
business establishment, at a price inferior to four
cents a pint, and eight cents quart.

The present order cancels Order No. 186 of
said Commission, published in the *Quebec Official
Gazette* for November 14th, 1936, and comes
into force on November 1, 1937.

The secretary of said Commission is charged

de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière. Québec, le 21 octobre 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA
PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 293

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Beauharnois;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Beauharnois.

2. La région de Beauharnois, comprend la ville
de Beauharnois et la municipalité du village de
Lac-Saint-Louis, dans le comté de Beauharnois.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
100 livres de lait dosant au moins 3.25% de ma-
tière grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net
F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite ré-
gion de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer, à son
domicile, ou à sa place d'affaires ou au domicile
de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à qua-
tre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer du lait à
une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un
marchand ou à tout autre établissement de com-
merce, à des prix inférieurs à quatre sous la
chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
No 171 de ladite Commission, publiée dans la
Gazette officielle de Québec du 31 octobre 1936 et
entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière. Québec, le 21 octobre 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA
PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 294

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

with the publication of the present order in the
next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Commission. Québec, October 21, 1937.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 293

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held
in the office of the Dairy Industry Commission, in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Beauharnois;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Beauharnois.

2. The region of Beauharnois, includes the
town of Beauharnois, and the village municipa-
lity of Saint Louis Lake, in the county of Beau-
harnois.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each 100 pounds of milk
on a 3.25% butterfat basis or more which he
receives from them, \$2.00 net F.O.B. business
place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said
region of Beauharnois, offer, sell or deliver, at his
home or his business place or at the home of the
purchaser, milk at prices inferior to four and a
half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Beauharnois, offer, sell or deliver milk
to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to
any other business establishment, at prices infe-
rior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 171 of
said commission, published in the *Quebec Official
Gazette* of October 31, 1936 and comes into force
on November 1, 1937.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Commission. Québec, October 21, 1937.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 294

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière et T.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Ville DeLéry;

LA COMMISSION DECETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Ville DeLéry.

2. La région de Ville DeLéry comprend la municipalité de Ville DeLéry, dans le comté de Châteauguay, et la municipalité de Maple Grove, dans le comté de Beauharnois.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Ville DeLéry, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, neuf sous la pinte et trente-six sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Ville DeLéry, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 189 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO. J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 21 octobre 1937.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Ville DeLéry;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Ville DeLéry.

2. The region of Ville DeLéry includes the town municipality of Ville DeLéry, in the county of Chateauguay, and the municipality of Maple Grove, in the county of Beauharnois.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.00 net F. O. B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Ville DeLéry, offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to four and a half cents a pint, nine cents a quart and thirty six cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Ville DeLéry, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty-two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 189 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 31, 1936, and comes into force on November 1, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 295

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Windsor Mills;

LA COMMISSION DECETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 295

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Windsor Mills;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person

personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills.

2. La région de Windsor Mills comprend la municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier-de-Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 214 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière, Québec, le 21 octobre 1937.

who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills.

2.*The region of Windsor Mills includes the municipality of the town of Windsor and that of Saint François Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty eight cents a gallon.

The present order cancels Order No. 214 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 31, 1936, and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR,

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission, Québec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 298

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Asbestos;

LA COMMISSION DÉCRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Asbestos.

2. La région d'Asbestos comprend la municipalité du village d'Asbestos, situé dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 298

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Asbestos;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2. The region of Asbestos includes the municipality of the village of Asbestos, located in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any

marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 170 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937 Laitière.

other business establishment, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 170 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 31, 1936, and comes into force on November 1, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Québec, October 21, 1937. Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA
PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 299

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Amos;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Amos.

2. La région d'Amos comprend la municipalité de ville d'Amos.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.65 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Amos, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et douze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Amos, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 256 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 août 1937, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937. Laitière.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 299

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Amos;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Amos.

2. The region of Amos includes the town municipality of Amos.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.65 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Amos, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and twelve cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Amos, offer, sell or deliver milk to a grocery, at a price inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

The present order cancels Order No. 256 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for August 7, 1937, and comes into force on November 1, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR,

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Québec, October 21, 1937. Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Ordonnance No 300

Order No. 300

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Val-d'Or;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Val d'Or;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Val-d'Or.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Val d'Or.

2. La région de Val-d'Or comprend la municipalité de la ville de Val-d'Or, celle de la ville de Bourlamaque, et les territoires compris dans les cantons de Bourlamaque, Dubuisson, Fournière et Pascalis.

2. The region of Val d'Or includes the town municipality of Val d'Or, that of Bourlamaque, and the territory included in the townships of Bourlamaque, Dubuisson, Fournière and Pascalis.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.90 net F.A.B., gare du C. N. R. à Amos.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.90 net F.O.B. C. N. R. station at Amos.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val-d'Or, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à sept sous et demi la chopine et quinze sous la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to seven and a half cents a pint and fifteen cents a quart.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val-d'Or, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à des prix inférieurs à six sous et demi la chopine et treize sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver milk to a grocery at a price inferior to six and a half cents a pint and thirteen cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 260 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 28 août 1937, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

The present order cancels Order No. 260, published in the *Quebec Official Gazette* dated August 28, 1937, and comes into force on November 1, 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president;
THEO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

Certified,

M.-H. HUDON,

M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
Québec, le 21 octobre 1937

The secretary, Dairy Industry Commission,
Quebec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Ordonnance No 301

Order No. 301

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Bromptonville,

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Bromptonville.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Bromptonville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Bromptonville.

2. La région de Bromptonville comprend la ville de Bromptonville.

2. The region of Bromptonville includes the town of Bromptonville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

3. No person shall, within the limits of said region of Bromptonville, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bromptonville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte. En ce que concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom, où, moyennant une considération pécunière, on sert trente repas ou plus par jour.

4. No person shall, within the limits of said region of Bromptonville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 173 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 31 octobre 1936 et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

The present order cancels Order No. 173 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 31, 1936, and comes into force on November 1, 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,

THEO.-J. LAFRENIÈRE,

THEO. J. LAFRENIÈRE,

P.-D. McARTHUR.

P. D. McARTHUR.

Certifié,

Certified,

M.-H. HUDON,

M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

The secretary, Dairy Industry Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 302

Order No. 302

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Brownsburg;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Brownsburg;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Brownsburg.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Brownsburg.

2. La région de Brownsburg, comprend le village de Brownsburg.

2. The region of Brownsburg includes the village of Brownsburg.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.10 net F. A. B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.10 net F. O. B. business place of said dealer.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,

4. Save the provisions of article 5 hereunder,

nul ne peut, dans les limites de la dite région de Brownsburg, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la région de Brownsburg, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 174 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière. Québec, le 21 octobre 1937.

no person shall, within the limits of said region of Brownsburg, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Brownsburg, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 174 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 31, 1936, and comes into force on November 1, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Commission. Québec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 303

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Cowansville;

LA COMMISSION DÉCRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Cowansville.

2. La région de Cowansville comprend les mu-
nicipalités de la ville de Cowansville et du village
de Sweetsburg.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait dosant 3.25% de matières gras-
ses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.10 net F.A.B. la fer-
me du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-des-
sous, nul ne peut, dans les limites de la dite région
de Cowansville, offrir, vendre ou livrer à son do-
micile, ou à sa place d'affaires ou au domicile de
l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre
sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à
une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un
marchand ou à tout autre établissement de com-
merce, à des prix inférieurs à quatre sous la
chopine et huit sous la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 303

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Cowansville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Cowansville.

2. The region of Cowansville includes the mu-
nicipalities of the town of Cowansville and of the
village of Sweetsburg.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each hundred pounds of
milk on a 3.25% butterfat basis which he receives
from them, \$2.10 net F. O. B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Cowansville, offer, sell or deliver at his home
or at his business place or at the home of the pur-
chaser, milk at prices inferior to four and a half
cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Cowansville, offer, sell or deliver milk to
a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any
other business establishment, at prices inferior to
four cents a pint and eight cents a quart.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 178 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 21 octobre 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 304

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Danville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Danville.

2. La région de Danville comprend la municipalité du village de Danville, situé dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait en bouteilles à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidons à un prix inférieur à trente-deux sous le gallon pour toute quantité d'au moins un gallon, et pour toute quantité inférieure à un gallon, le prix sera celui fixé par l'article 3 de la présente ordonnance.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 180, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 31 octobre 1936 et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 21 octobre 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 305

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

The present order cancels Order No. 178 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 31st, 1936, and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, October 21, 1937.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 304

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Danville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Danville;

2. The region of Danville includes the municipality of the village of Danville, located in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-two cents per gallon for any quantity of at least one gallon, and for any quantity inferior to one gallon, the price will be that fixed by article 3 of the present order.

The present order cancels Order No. 180 published in the *Quebec Official Gazette*, of October 31st, 1936, and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, October 21, 1937.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 305

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Drummondville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2. La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham et Saint-Joseph-de-Grantham.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.20 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de \$2.20 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème."

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 182 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 21 octobre 1937.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Drummondville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Grantham, and Saint Joseph de Grantham.

5. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis, which he receives from them, \$2.20 net F.O.B. business place of said dealer. It is understood that the said price of \$2.20 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 182 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 31, 1936, and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 306

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'East Angus;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 306

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of East Angus;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de East Angus.

2. La région d'East Angus comprend la ville d'East Angus.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 183 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 octobre 1936 et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.
Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937 Laitière.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of East Angus.

2. The region of East Angus includes the town of East Angus.

3. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 183 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 31st, 1936 and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.
Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Québec, October 21, 1937. Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 307

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et, Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Huntingdon;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Huntingdon.

2. La région de Huntingdon comprend la cité de Huntingdon.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.10 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Huntingdon, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Huntingdon, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 307

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Huntingdon;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Huntingdon.

2. The region of Huntingdon includes the city of Huntingdon.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, or more, which he receives from them, \$2.10 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Huntingdon, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk, at prices inferior to four and a half cents a pint, and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Huntingdon, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other

tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 219 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 décembre 1936 et entre en vigueur le 15 novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière. Québec, le 21 octobre 1937.

business establishment, at a price inferior to four cents a pint, and eight cents a quart.

The present order cancels order No. 219 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of December 12th, 1936 and comes into force on November 15th, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Commission. Québec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 308

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Louiseville;

LA COMMISSION DÉCRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
de Louiseville.

2. La région de Louiseville comprend le terri-
toire de la ville de Louiseville, plus une partie du
territoire de la municipalité rurale de Saint-
Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme
suit:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de pro-
fondeur limité au nord par et y compris le lot
No 871 et au sud par et y compris le lot No 894;

Au sud: par tout le terrain adjacent à la ville
de Louiseville borné comme suit: au nord: par
la limite sud de la ville; à l'est: par la Grande
Rivière-du-Loup jusqu'à et y compris le lot No
378; au sud: par et y compris le lot No 378; à
l'ouest: par le côté est de la Petite Rivière, de-
puis et y compris le lot No 378 jusqu'à et y com-
pris le lot No 349;

A l'ouest: par une lisière de terrain d'un demi-
mille de profondeur située le long de la Petite
Rivière et bornée au sud par et y compris le lot
No 349 et au nord par et y compris le lot No 338;

Au nord: par tout le terrain compris dans les
limites suivantes: au sud: par la limite nord de la
ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup
depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris
le lot No 777; au nord: par et y compris le lot
No 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis
et y compris le lot No 777 jusqu'à et y compris
le lot No 338.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour cha-
que cent livres de lait dosant au moins 3.25%
de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.10
net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 308

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held
in the office of the Dairy Industry Commission, in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Louiseville.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Louiseville.

2. The region of Louiseville includes the terri-
tory of the town of Louiseville, and part of the
territory of the rural municipality of Saint An-
toine de la Rivière du Loup bounded as follows:

On the East: by a zone half a mile deep bound-
ed on the North by and including lot No 871 and on
the South by and including lot No. 894.

On the South: by all the territory adjoining
Louiseville bounded as follows: on the North:
by the Southern limits of the town; on the East:
by the Grande Rivière du Loup up to and in-
cluding lot No 378; on the South: by and in-
cluding lot No. 378; on the West: by the East
bank of the Petite Rivière from and including
lot No. 378 up to and including lot No. 349;

On the West: by a strip of land half a mile deep
situated along the Petite Rivière and bounded on
the South by and including lot No. 349 and on the
North by and including lot No. 338;

On the North: by all the land included in the
following boundaries: on the South: by the
Northern boundary of the town; on the East:
by the Grande Rivière du Loup from the limits
of the town up to and including lot No. 777; on
the North: by and including lot No. 777; on the
West: by the Petite Rivière from and including
lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each hundred pounds of
milk on a 3.25% butterfat basis or more, which
he receives from them, \$2.10 net F.O.B. business
place of said dealer.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait en bouteille à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, neuf sous la pinte et trente-six sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon. Toute quantité inférieure à un gallon sera vendu sur une base de quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 241 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 29 mai 1937 et entre en vigueur le 15 novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937. Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 309

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province
de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Marieville, comté
de Rouville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Marieville.

2. La région de Marieville comprend le terri-
toire de la municipalité de ville de Marieville,
comté de Rouville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Marieville, offrir, vendre ou livrer, à son do-
micile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de
l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre
sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
No 194 de ladite Commission publiée dans la
Gazette officielle de Québec du 31 octobre 1936 et
entre en vigueur le 15 novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937. Laitière.

4. No person shall, within the limits of said
region of Louiseville, offer, sell or deliver at his
home or at his business place or at the home of
the purchaser, bottled milk at prices inferior to
four and a half cents a pint, nine cents a quart
and thirty six cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said
region of Louiseville, offer, sell or deliver milk in
bulk at prices inferior to thirty-two cents a
gallon, provided the quantity sold is not inferior
to one gallon. Any quantity inferior to one gallon
will be sold on a basis of four and a half cents a
pint and nine cents a quart.

The present order cancels Order No. 241 of
said Commission, published in the *Quebec Official
Gazette* dated May 29, 1937, and comes into force
on November 15, 1937.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Québec, October 21, 1937. Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 309

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held
in the office of the Dairy Industry Commission, in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Marieville, county of
Rouville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Marieville.

2. The region of Marieville includes the terri-
tory of the municipality of the town of Marieville,
county of Rouville.

3. No person shall, within the limits of said
region of Marieville, offer, sell or deliver milk, at
his home or at his business place or at the home
of the purchaser, at prices inferior to four and a
half cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels order No. 194 of said
Commission, published in the *Quebec Official
Gazette* of October 31, 1936, and comes into force
on November 15, 1937.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Québec, October 21, 1937. Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 310

Order No. 310

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Gabriel-de-Brandon;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Gabriel of Brandon;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Gabriel-de-Brandon.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Gabriel of Brandon.

2. La région de Saint-Gabriel-de-Brandon comprend la municipalité de village de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le district électoral de Berthier.

2. The region of Saint Gabriel of Brandon includes the municipality of the village of Saint Gabriel of Brandon, in the electoral district of Bertnier.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Gabriel-de-Brandon, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

3. No person shall, within the limits of said region of Saint Gabriel of Brandon, offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 198 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 15 novembre 1937.

The present order cancels Order No. 198 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 31, 1936, and comes into force on November 15, 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Certified,
M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière, Québec, le 21 octobre 1937

The secretary, Dairy Industry Commission, Québec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 311

Order No. 311

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Hyacinthe;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Hyacinthe;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Hyacinthe.

2. La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe et les municipalités de Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.10 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt-huit sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons et au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 200 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière. Québec, le 21 octobre 1937.

2. The region of Saint Hyacinthe includes the town of Saint Hyacinthe and the municipalities of Saint Joseph, Saint Hyacinthe the Confessor and Providence.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, \$2.10 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, \$2.00 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person, shall, within the limits of said region of Saint Hyacinthe, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint Hyacinthe, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

7. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to twenty eight cents a gallon, if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixes by article 6.

The present order cancels Order No. 200 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 31st, 1936, and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Commission. Québec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 312

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Sutton, comté
de Brome;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Sutton.

2. La région de Sutton comprend la municipa-
lité du village de Sutton.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 312

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Sutton, in the county of
Brome;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Sutton.

2. The region of Sutton includes the municipa-
lity of the village of Sutton.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sutton, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Sutton, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 207 de ladite commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937 Laitière.

3. No person shall, within the limits of said region of Sutton, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Sutton, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer, or to any other business establishment, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 207 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 31st, 1936, and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Québec, October 21, 1937. Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 313

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province
de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Vaudreuil;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Vaudreuil.

2. La région de Vaudreuil comprend les muni-
cipalités de la paroisse de Vaudreuil, de la ville
de Dorion, du village de Belle-Plage et de la
ville de l'Île-Cadiieux.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Vaudreuil, offrir, vendre ou livrer à son
domicile ou à sa place d'affaires ou au domi-
cile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs
à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
No 225 de la dite Commission, publiée dans la
Gazette officielle de Québec du 9 janvier 1937, et
entre en vigueur le 15 novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937. Laitière.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 313

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Vaudreuil;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Vaudreuil.

2. The region of Vaudreuil includes the muni-
cipalities of the parish of Vaudreuil, the town of
Dorion, the village of Belle-Plage and the town of
Île-Cadiieux.

3. No person shall, within the limits of said
region of Vaudreuil, offer, sell or deliver at his
home or his business place or at the home of
the purchaser, milk at prices inferior to four
cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 225 of
said Commission, published in the *Quebec Official
Gazette* of January 9th, 1937, and comes into
force on November 15th, 1937.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Québec, October 21, 1937. Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Ordonnance No 314

Order No. 314

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Waterloo;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Waterloo;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIVIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterloo.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterloo.

2. La région de Waterloo comprend la ville de Waterloo.

2. The region of Waterloo includes the town of Waterloo.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci \$2.10 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, \$2.10 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterloo, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Waterloo, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Waterloo et entre en vigueur le 15 novembre 1937.

The present order cancels all other orders concerning the region of Waterloo and comes into force on November 15th, 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
M.-H. HUDON,

Certified,
M. H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
Québec, le 21 octobre 1937.

The secretary, Dairy Industry Commission,
Québec, October 21, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Ordonnance No 315

Order No. 315

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Waterville, comté de Sherbrooke;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Waterville, county of Sherbrooke;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterville.

2. La région de Waterville comprend la municipalité du village de Waterville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Waterville, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937.

Laitière.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterville.

2. The region of Waterville includes the municipality of the village of Waterville.

3. No person shall, within the limits of said region of Waterville, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels all other orders concerning the region of Waterville and comes into force on November 1st, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Quebec, October 21, 1937.

Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUEBEC

Ordonnance No 316

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 octobre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Lévis;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lévis.

2. La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net F. A. B. la ferme du producteur-fournisseur.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci \$2.30 net F. A. B. la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, dix sous la pinte, vingt sous le pot et quarante sous le gallon.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon. En ce qui con-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 316

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, October 21, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Lévis.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lévis.

2. The region of Lévis includes the city of Lévis and the town of Lauzon.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.00 net F. O. B. farm of producer-suppliers.

4. Any raw milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.30 net F. O. B. farm of producer-supplier.

5. No person shall, within the limits of said regions of Lévis, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint, ten cents a quart and forty cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint, nine cents a quart and thirty six cents a gallon. As far as concerns boarding-houses, the present article

cerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

7. Nul ne peut dans les limites de la dite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer comme lait écréme du lait dosant plus de $\frac{1}{2}$ de 1% de matières grasses.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No. 274 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le 1er novembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

5763-o

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Québec, le 21 octobre 1937 Laitière.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats professionnels, le lieutenant-gouverneur en conseil a, le quinzième jour d'octobre 1937, autorisé le "Syndicat Catholique National des Employés de la Aluminum Company of Canada Ltd", à changer son nom en celui de "Syndicat National de l'Industrie d'Aluminium de Shawinigan".

Donné au bureau du secrétaire de la Province ce vingt-huitième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5811-o

Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné que par arrêté en conseil, No 2768, du quinzième jour d'octobre, 1937, les règlements de "Montmorency Club Incorporated", ont été approuvés, conformément à l'article 207b de la Loi des compagnies de Québec, (chapitre 223, S.R.Q., 1925, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour d'octobre 1937.

JEAN BRUCHESI,

5813-o

Sous-secrétaire de la Province.

includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

7. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver as skim milk, milk on a butter fat basis of more than $\frac{1}{2}$ of 1%.

The present order cancels order No. 274 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec*, dated October 9, 1937, and comes into force on November 1st 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

5764-o

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry
Quebec, October 21, 1937. Commission.

Notice is hereby given that under the Professional Syndicates' Act, the Lieutenant-Governor in Council has, on the fifteenth day of October 1937, authorized the "Syndicat Catholique National des Employés de la Aluminum Company of Canada Ltd", to change its name to that of "Syndicat National de l'Industrie d'Aluminium de Shawinigan".

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of October 1937.

JEAN BRUCHESI,

5812

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by Order in Council, No. 2768, of the fifteenth day of October 1937, the by-laws of "Montmorency Club Incorporated", have been approved pursuant to article 207b of the Quebec Companies' Act, (chapter 223, R.S.Q., 1925, as enacted by 23 George V, chapter 83).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of October 1937.

JEAN BRUCHESI,

5814

Under Secretary of the Province.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No A162467. Dame Auglare Boucher, épouse commune en biens de Oscar Leclair, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Oscar Leclair, de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12 octobre 1937.

Montréal, le 22 octobre 1937.

Le procureur de la demanderesse,

5707-o

MAURICE-J. DEMERS.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A162467. Dame Auglare Boucher, wife common as to property of Oscar Leclair, of City and District of Montreal, Plaintiff; vs Oscar Leclair, of unknown parts, defendant.

A demand for separation as to property has been made in this case on October 12th., 1937.

Montreal, October 22nd., 1937.

MAURICE J. DEMERS,

5708-o

Attorney for Plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Saint-François, Cour Supérieure No 175. Edna Poole, épouse commune en biens de Harold Yertaw, cultivateur du canton de Hatley, dit district, demanderesse; vs Son dit mari, défendeur.

Action for separation as to bed and board and property

Province of Quebec, District of Saint Francis, In the Superior Court, No. 175. Edna Poole, wife common as to property of Harold Yertaw, farmer of the Township of Hatley, Plaintiff; vs Her said husband, Defendant.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée ce jour.

Coaticook, le 22 octobre 1937.

Les procureurs de la demanderesse,
5717-o SAMSON & GERIN.

An action in separation as to bed and board and property has been instituted this day.

Coaticook, October 22nd., 1937.

5718-o SAMSON & GERIN,
Attorneys for Plaintiff.

Assurance

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT.

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Esprit" dans le comté de Montcalm, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tel risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce vingt-cinquième jour d'octobre 1937.

Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,

Pour le trésorier de la Province.
Service des Assurances, Département du Trésor.
Québec, P. Q. 5729-44-2-o

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Esprit" in the county of Montcalm has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks.)

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this twenty-fifth day of October 1937.

Superintendent of Insurance,
GEORGES LAFRANCE,

For the Treasurer of the Province.
Insurance Branch, Treasury Department.
Québec, P. Q. 5730-44-2-o

Bureau-chef

Avis est par les présentes donné que la compagnie "D'Allaird's (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17ème jour de septembre 1937, et ayant son bureau principal en la cité de Québec, a établi son bureau au No 222, rue St-Jean, en la dite cité de Québec.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Québec, ce 12ème jour d'octobre 1937.

5701

Le secrétaire,
W. C. BURPE.

Chief Office

Notice is hereby given that "D'Allaird's (Quebec) Limited" incorporated by Letters Patent on the 17th day of September, 1937, having its head office in the City of Quebec, has established its office at 222 St. John Street, in the said City of Quebec.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec this 12th day of October, 1937.

5702-o

W. C. BURPE,
Secretary.

Charte:—Abandon de

THE PERFECT WASHING MACHINE COMPANY

Avis est, par les présentes, donné, que "The Perfect Washing Machine Company" a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte pour annulation conformément aux dispositions de la section 25 de la loi des compagnies de Québec.

Warwick, ce 18 octobre 1937.

5711-o

Le secrétaire,
EDGAR LALIBERTE.

Charter:—Surrender of

THE PERFECT WASHING MACHINE COMPANY

Notice is hereby given that "The Perfect Washing Machine Company" intends to make application to the Lieutenant-Governor in council of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation in accordance with the provisions of section 25 of the Quebec companies' act.

Warwick, 18th October, 1937.

5712-o

EDGAR LALIBERTE,
Secretary.

"PILGRIM INVESTORS LIMITED"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Pilgrim Investors Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes de la province de Québec en date du 18ème jour de février 1935, s'adressera au Procureur-Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, pour obtenir l'abandon de sa charte.

Les Procureurs de la "Pilgrim Investors Limited",
5773 MERRILL, STALKER & HOWARD

"PILGRIM INVESTORS LIMITED"

Notice is hereby given that Pilgrim Investors Limited, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec dated 18th February, 1935, will make application to the Attorney General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for surrender of its Charter.

MERRILL STALKER & HOWARD,
5774-o Attorneys for Pilgrim Investors Ltd.

Département de l'Instruction publique

1273-37

Québec, 26 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 22 octobre 1937 de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de l'Islet, dans le comté du même nom, le lot numéro 274 du cadastre officiel de la paroisse de l'Islet, et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Bonsecours, même comté.

5801-o

930-35

Québec, 26 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 22 octobre, 1937, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Hippolyte-de-Kilkenny, comté de Terrebonne, les lots Nos 20b, 20c, 19a, 18a, 18b et 19c du cinquième rang du canton de Abercrombie; les lots Nos 19b, 19bb, du 4ième rang du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Lesage, même comté.

5803-o

1019-37

Québec, 26 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 22 octobre, 1937, de détacher de la municipalité scolaire de St-Basile station, comté de Portneuf, la partie du lot No 11 du cadastre officiel de St-Basile appartenant à Monsieur Rodolphe Chevalier et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de St-Basile, même comté.

5805-o

1109-37

Québec, 26 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 15 octobre 1937, de changer le nom de la municipalité scolaire de Bouffard, dans le comté de Richmond en celui de Saint-Denis-de-Brompton.

5807-o

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Labonté & Brault Limitée" a passé une résolution, en date du 25 septembre 1937, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M.

Department of Education

1273-37

Quebec, October 26th, 1937.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 22nd October, 1937, to detach from the School Municipality of the Parish of l'Islet, in the County of same name, lot number 274 of the official cadastre for the Parish of l'Islet, and to annex the same to the School Municipality of the Village of Bonsecours, same County.

5802-o

930-35

Quebec, October, 26th, 1937.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 22nd of October 1937, to detach from the school municipality of Saint Hippolyte de Kilkenny, county of Terrebonne, lots Nos. 20b, 20c, 19a, 18a, 18b and 19c of the fifth range of the township of Abercrombie; lots Nos. 19b, 19bb, of the 4th range of the same township, and to annex them to the school municipality of Lesage, same county.

5804-o

1019-37

Quebec, October 26th, 1937.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 22nd of October, 1937, to detach from the school municipality of St-Basile station, county of Portneuf, the part of lot No. 11 of the official cadastre of St. Basile belonging to Mr. Rodolphe Chevalier and to annex the same to the school municipality of the village of St. Basile, same county.

5806-o

1109-37

Quebec, October 26th, 1937.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 15th of October, 1937, to change the name of the school Municipality of Bouffard, in the county of Richmond to that of Saint Denis de Brompton.

5808-o

Winding up Notice

Notice is hereby given that the company "Labonté & Brault Limitée" has passed a resolution, dated September 25, 1937, declaring that the affairs of the company will be voluntarily liquidated, that the company shall be dissolved, under the Voluntary Winding Up Act of Joint Stock Companies, and that Mr. Albert Brault

Albert Brault a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

5705-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Caisse Populaire de St-Odilon de Cranbourne, comté de Dorchester, a passé une résolution, en date du 18 septembre 1937, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. Gualbert Quirion, huissier de Beauceville, P. Qué., a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

5759-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la province.

has been appointed liquidator of the said company.

5706 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the company "Caisse Populaire de St-Odilon de Cranbourne", county of Dorchester, has passed a resolution dated September 18th, 1937, declaring that the affairs of the company shall be voluntarily wound up, that the company shall be dissolved, pursuant to the provisions of the Act respecting the Voluntary Winding Up, of Joint Stock Companies, and that Mr. Gualbert Quirion, bailiff of Beauceville, P. Que., has been named liquidator of the said company.

5760 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 20 juillet 1937.

M. P. René Bouliane, de la Malbaie: shérif du district de Saguenay, et officier spécial chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés.

Québec, le 9 octobre 1937.

M. Joseph Rochefort, de Québec: chef de la branche du chômage, au ministère de la colonisation.

Québec, le 22 octobre 1937.

M. Lionel Leblanc, avocat, de Québec: juge de paix avec juridiction dans la province de Québec, J.-Clodomir Vachon, reviseur des pensions de vieillesse, de Québec: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Québec, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145).

MM. Henri-V. Gagnon, inspecteur-comptable vérificateur du comité conjoint des métiers de la construction, 6250, rue Saint-Denis, Montréal, et Ernest Dion, employé à la Commission des liqueurs de Québec, 29, 18ième rue Québec: juge de paix, aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction dans toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145). 5767-o

No 1714-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté ministériel en date du 16 octobre courant (1937), de nommer monsieur Adélarde Gauthier, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Thomas Didyme, dans le comté de Roberval.

No. 1692A-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par un arrêté ministériel en date du 15 octobre courant (1937), de nommer M. J. Harry Moddy, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de la Ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne.

No. 1543-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté ministériel en date du 15 octobre courant (1937), de nommer mes-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, July 20th, 1937.

Mr. P. René Bouliane, of La Malbaie: sheriff of the district of Saguenay, and special officer charged with the compiling and revision of the jury list.

Quebec, October 9th, 1937.

Mr. Joseph Rochefort, of Quebec: chief of the unemployment branch, in the Department of Colonization.

Quebec, October 22nd, 1937.

Mr. Lionel Leblanc, advocate, of Quebec: justice of the peace with jurisdiction over the Province of Quebec, J. Clodomir Vachon, revisor of old age pension, of Quebec: justice of the peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, both for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145).

Messrs. Henri V. Gagnon, auditing inspector of the joint committee of the building trade, 6250 Saint Denis street, Montreal, and Ernest Dion, employee of the Quebec Liquor Commission, 29, 18th street, Quebec: justice of the peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act, (revised statutes of Quebec, 1925, chapter 145). 5768

No. 1714-El. Québec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 16th of October instant, (1937), to appoint Mr. Adélarde Gauthier, School Commissioner for the School Municipality of St-Thomas-Dydime, in the County of Roberval.

No. 1692-A-El. Québec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October instant (1937), to appoint Mr. J. Harry Moddy, School Commissioner for the School Municipality of the Town of Terrebonne, in the County of Terrebonne.

No. 1543-El. Québec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October instant, (1937), to appoint

sieurs Charles Meloney et Raoul Meloney, commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Rivière St-Jean, dans le comté de Saguenay.

No 1508-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté ministériel en date du 15 octobre courant (1937), de nommer messieurs Aimé Demers et Emile Lamarche commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Ribot, dans le comté de Papineau.

No 1033-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté ministériel en date du 15 octobre courant (1937), de nommer monsieur Robert Plourde, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de la Ville de Lavaltrie, dans le comté de Laval.

No 35-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté ministériel en date du 15 octobre courant, (1937), de nommer M. Moïse Labbé, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Albert, dans le comté de Gaspé-Sud.

No 50-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté ministériel en date du 15 octobre courant (1937), de nommer MM. Louis Dubé et Philippe Provencher commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village d'Almaville, dans le comté de Laviolette.

No 1347-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté ministériel en date du 15 octobre courant (1937), de nommer M. Henri Mathieu commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

No 1846-El. Québec, 27 octobre, 1937.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en Conseil, par un arrêté ministériel en date du 15 octobre courant (1937), de nommer: Messrs. l'abbé G. Forest, J.-Nap. Viel, David St-Onge, Aimé Bilodeau et N. Dineen, commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de la ville de Val d'Or, dans le comté d'Abitibi.

5800-0

Messrs. Charles Meloney and Raoul Meloney School Commissioners for the School Municipality of Rivière St-Jean, in the County of Saguenay.

No. 1508-El. Quebec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October instant (1937), to appoint Messrs Aimé Demers and Emile Lamarche, School Commissioners for the School Municipality of Ribot, in the County of Papineau.

No. 1033-El. Quebec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October instant (1937), to appoint Mr. Robert Plourde, School Commissioner for the School Municipality of the Town of Lavaltrie, in the County of Laval.

No. 35-El. Quebec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October instant (1937), to appoint Mr. Moïse Labbé, School Commissioner for the School Municipality of St-Albert, in the County of Gaspé-South.

No. 50-El. Quebec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October instant (1937), to appoint Messrs Louis Dubé and Philippe Provencher School Commissioners for the School Municipality of Almaville, in the County of Laviolette.

No. 1347-El. Quebec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October instant, (1937) to appoint Mr. Henri Mathieu, School Commissioner for the School Municipality of Orford, in the County of Sherbrooke.

No. 1846-El. Quebec, October 27th, 1937.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 15th of October instant, (1937), to appoint Messrs. abbé G. Forest, J. Nap. Viel, David St-Onge, Aimé Bilodeau and N. Dineen, School Commissioners for the Catholic School Municipality of the Town of Val d'Or, in the County of Abitibi.

5810

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure. En matière de faillite. No 3056-F. Dans l'affaire de: A.-F. & O. Miller, faisant affaires sous le nom de "Miller & Frère", entrepreneurs-peintres, 22 rue Richelieu, Québec, P. Q.

VENTE A L'ENCAN

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1937, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu, par enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, l'immeuble suivant, savoir:

"Un terrain ou emplacement faisant partie du Parc Richelieu, connu et désigné sous le numéro huit cent quatre-vingt-quatorze, subdivision du lot numéro mille soixante deux (1062-894), du cadastre de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, avec bâtisses dessus construites."

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court. Sitting in Bankruptcy. No. 3056-F. In the matter of: A. F. & O. Miller, carrying on business under the name of "Miller & Frère" painting-contractors, 22 Richelieu street, Quebec, P. Q.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, the following immovable, namely:

A lot of land or emplacement forming part of Parc-Richelieu, known and designated under number eight hundred and ninety-four, subdivision of lot number one thousand and sixty-two (1062-894), of the cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, with buildings thereon erected.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Une mise à prix de \$200.00 sera exigée pour la vente de l'immeuble susdit, et, ce, en vertu d'une ordonnance du Tribunal.

Cette vente est faite conformément aux articles (716 et 717 et 719a, s'il y a lieu) sept cent seize et sept cent dix-sept, du C.P.C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif, le tout suivant les titres et certificats fournis par le bureau d'Enregistrement.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps, en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Le syndic autorisé,
5757-44-2-o L. P. POMERLEAU.
Chambre 215, 71, rue St-Pierre, Québec.

The said immovable will be offered for sale to the highest and last bidder.

An upset price of \$200.00 shall be exacted for the sale of the aforesaid immovable, and this, pursuant to an order of the Court.

The said sale shall be made in conformity with articles (716 and 717 and 719a, if necessary) seven hundred and sixteen, seven hundred and seventeen of the C.C.P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, which is equivalent to a sheriff's sale, the whole according to the titles and certificates furnished by the Registry Office.

The titles and certificates may be seen at any time, at the office of the undersigned trustee.

Conditions of payment: Cash.
L. P. POMERLEAU,
5758-44-2 Authorized Trustee.
Room 215, 71 St. Peter street, Quebec.

LOI DE FAILLITE.

AVIS DE VENTE.

Dans l'affaire de: Edouard Giguère, marchand, Saint-Louis de Bonsecours, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le TROISIEME jour de DÉCEMBRE 1937, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis-de-Bonsecours, l'immeuble suivant, savoir:—

“Un emplacement situé au village de Saint-Louis, mesurant quarante pieds de largeur par cent quatre-vingts pieds de profondeur—avec toutes les bâtisses dessus érigées connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis-de-Bonsecours, comme faisant partie du lot numéro cent soixante-quinze (Ptie 175) borné comme suit:—En front par le rang Thierçant, d'un côté par la propriété de Joseph Laporte, de l'autre côté par la propriété de Rosilda Grenon et en profondeur par la propriété de Joseph Laporte”.

Cette vente est faite conformément à un jugement du registraire et sera faite suivant les articles 716 et 717 C.P.C. et à l'article 45 de la Loi de Faillite, et aura l'effet du décret.

L'acheteur devra assumer une rente annuelle de \$5.00 qui affecte la dite propriété.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant à mon bureau.

Conditions:—Comptant.

Montréal, ce 27 octobre 1937.

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

4 rue Notre-Dame Est,
Montréal.

5769—44-2-o

BANKRUPTCY ACT.

NOTICE OF SALE.

In the matter of: Edouard Giguère, merchant, Saint Louis de Bonsecours, P. Q., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRD day of DÉCEMBER, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Louis de Bonsecours, the following immovable, to wit:—

An emplacement situate in the Village of Saint Louis, measuring forty feet in width by one hundred and eighty feet in depth—with all the buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Louis de Bonsecours, as forming part of lot number one hundred and seventy five (Pt. 175) bounded as follows: In front by the Thierçant range, on one side by the property of Joseph Laporte, on the other side by the property of Rosilda Grenon and in depth by the property of Joseph Laporte.

The said sale shall be made pursuant to a judgment of the Registrar and shall be made in conformity with articles 716 and 717 of the C.C.P. and article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

The purchaser must assume an annual rent of \$5.00 which affects the said property.

The titles and certificates may be seen at any time at my office.

Conditions:—Cash.

Montreal, this 27th October, 1937.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

4 Notre Dame Street East,
Montreal.

5770—44-2

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

ES.-L. PATENAUDE

[L. S.]

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

ES. L. PATENAUDE

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, }
Assistant-Procurateur }
Général.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée, demandant de détacher des municipalités de Laprairie et de la paroisse de Saint-Constant, comté de Laprairie, le territoire ci-après décrit et de l'ériger en municipalité distincte sous le nom de "La paroisse de Sainte-Catherine d'Alexandrie de Laprairie", comté de Laprairie;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera aux municipalités de Laprairie et de la paroisse de Saint-Constant, après cette érection, chacune une population de plus de trois cents âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 29 septembre 1937, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le comté de Laprairie, composé, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine, des lots de 610 à 661 inclusivement dans la 1ère concession de la Côte-Sainte-Catherine; des lots 662 à 669 inclusivement dans la 2ième concession de la Côte-Sainte-Catherine, et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la rive du fleuve St-Laurent avec la ligne séparative des lots 609 et 610 de la 1ère concession de la Côte-Sainte-Catherine; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la dite ligne séparative des lots 609 et 610, une ligne brisée marquant la profondeur de la dite 1ère concession jusqu'à la ligne sud-est du lot 669 de la 2ième concession de la Côte-Sainte-Catherine, cette dernière ligne et une autre ligne brisée marquant la profondeur de la dite 2ième concession jusqu'à la ligne sud-est de la réserve des sauvages de Caughnawaga-Domaine-du-Saint-Louis—cette dernière ligne jusqu'à la rive du fleuve St-Laurent et enfin la dite rive du fleuve St-Laurent en la suivant vers le sud-est jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les îles portant les numéros cadastraux 579, 674, 675 et toutes les îles ou îlots non cadastrés et situés dans le fleuve St-Laurent vis-à-vis d'icelui, et tous les chemins, emprises de chemins de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites est quant aux lots de la 1ère concession détaché de la municipalité de Laprairie et quant aux lots de la 2ième concession détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Constant et sera érigé en une municipalité distincte sous le nom de "La paroisse de Sainte-Catherine d'Alexandrie de Laprairie", dans le comté de Laprairie, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la "*Gazette Officielle de Québec*".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, }
Deputy Attorney }
General.

WHEREAS a petition has been presented to Us, requesting to detach from the municipalities of Laprairie and of the parish of Saint-Constant, county of Laprairie, the hereinafter described territory and to erect it into a separate municipality under the name of "The Parish of Sainte Catherine d'Alexandrie de Laprairie", county of Laprairie;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this respect have been fulfilled, that the said territory in the conditions exacted by the law to form a municipality, and that there shall remain to the municipalities of Laprairie and of the parish of Saint-Constant, after the said erection, each a population of more than three hundred souls.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree dated September 29, 1937, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate in the county of Laprairie, composed of, with reference to the official cadastre for the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine, lots from 610 to 661 inclusively in the 1st concession of Côte-Sainte-Catherine, lots 662 to 669 inclusively in the 2nd concession of Côte-Sainte-Catherine, and whereof the limits are described as follows, namely: starting from the point of intersection of the shore of the St. Lawrence river with the divisional line of lots 609 and 610 of the 1st concession of Côte-Sainte-Catherine; thence, passing successively by the following lines and limitations: the said divisional line of lots 609 and 610, a broken line marking the depth of the said 1st concession to the south-east line of lot 669 of the 2nd concession of Côte-Sainte-Catherine, this latter line and another broken line marking the depth of the said 2nd concession to the southeast line of the Indian Reserve of Caughnawaga-Domaine-du-Saint-Louis—this latter line to the shore of the St. Lawrence river and finally following the said shore of the St. Lawrence river southeasterly to the point of departure; the said territory, together with the islands bearing cadastral numbers 579, 674, 675 and all the non-cadastrated islands or islets and situate in the St. Lawrence river opposite thereto, and all the roads, railway rights of way, rivers, watercourses or parts thereof comprised within the hereinabove described limits, is, with regard to the lots of the 1st concession, detached from the municipality of Laprairie and, with regard to the lots of the 2nd concession, detached from the municipality of the parish of Saint-Constant and shall be erected into a separate municipality under the name of "The Parish of Sainte-Catherine d'Alexandrie de Laprairie", in the county of Laprairie, on and from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our

Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce HUITIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent trente-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
5775-0 Sous-secrétaire de la Province.

Canada,
Province de
Québec.

ES.-L. PATENAUDE

[L. S.]

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procureur- } requête Nous a été
Général. } présentée, demandant
de détacher de la municipalité du village de Saint-Gérard, dans le comté de Wolfe, le territoire ci-après décrit pour l'annexer à la municipalité du canton Weedon, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la Loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité du village de Saint-Gérard après ce démembrement, une population de plus de trois cents âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 8 octobre 1937, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:—

Un territoire comprenant en référence au cadastre officiel pour le village de Lac Weedon, les lots numéros 1 à 25, 169 à 198 et 230 à 235 tous inclus, et une partie du lot numéro 236 (chemin de fer Québec-Central) correspondant aux lots 16 à 20 inclusivement des 6ième, 7ième, 8ième et 9ième rangs de l'arpentage primitif du canton de Weedon, compris dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle nord du lot cadastral numéro 230 sur la ligne séparative des 9ième et 10ième rangs; de là, toujours en référence au cadastre officiel pour le dit village de Lac Weedon, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: les lignes nord-est des lots numéros 230, 197, 169 et 25, situées respectivement dans les 9ième, 8ième, 7ième et 6ième rangs, jusqu'à la rive du lac Louisa, cette dite rive jusqu'à la ligne séparative des 5ième et 6ième rangs, cette dernière ligne jusqu'à la ligne sud-ouest du lot No 1, les lignes sud-ouest des lots numéros 1, 190, 191 et 235, situées respectivement dans les 6ième, 7ième, 8ième et 9ième rangs, jusqu'à la ligne séparative des 9ième et 10ième rangs, et enfin cette dite ligne séparative des 9ième et 10ième rangs jusqu'au point de départ, lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites à être détaché de la municipalité du village de Saint-Gérard, sera annexé à la municipalité du canton

Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this EIGHTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty seven and in the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
5776 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.

ES. L. PATENAUDE

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS a petition
Deputy Attorney } has been presented
General. } to Us, requesting to detach
from the Municipality of the Village of Saint-Gérard, in the County of Wolfe, the territory hereinafter described and to annex the same to the Municipality of the Township of Weedon, in the same county;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled, that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality, and that there shall remain in the Municipality of Saint-Gérard, after this dismemberment, a population of more than three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated October 8th, 1937, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory comprising, with reference to the official cadastre for the Village of Lake Weedon, lots numbers 1 to 25, 169 to 198 and 230 to 235, all inclusive, and part of lot number 236 (Quebec Central Railway) corresponding to lots 16 to 20 inclusively of the 6th, 7th, 8th and 9th ranges of the original survey of the Township of Weedon, comprised within the following limits, to wit: starting from the summit of the northern corner of cadastral lot number 230 on the division line between the 9th and 10th ranges; thence, always with reference to the official cadastre for the said Village of Lake Weedon, passing successively through the following lines and limitations: the northeast lines of lots numbers 230, 197, 169 and 25, situate respectively in the 9th, 8th, 7th and 6th ranges, as far as the bank of Lake Louisa, the said bank as far as the division line between the 5th and 6th ranges, this latter line as far as the southwest line of lot No. 1, the southwest lines of lots numbers 1, 190, 191 and 235, situate respectively in the 6th, 7th, 8th and 9th ranges, as far as the division line between the 9th and 10th ranges, and finally, this said division line between the 9th and 10th ranges as far as the starting point, said territory, together with the roads, streets, lanes, railroad rights of way, rivers, water-courses or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described to be detached from the Municipality of the Village of Saint-Gérard and shall be annexed

Weedon, dans le comté municipal de Wolfe à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Temoins: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce VINGTIÈME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent trente sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
5815-o Sous-secrétaire de la Province.

to the Municipality of the Township of Weedon, in the Municipal County of Wolfe, from and after the date of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTIETH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-seven and in the first year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHESI,
5816 Under Secretary of the Province.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du Magistrat—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: { LA CORPORATION No. 3166 } DU VILLAGE DE PLESSISVILLE, corps politique ayant son bureau d'affaire au Village de Plessisville, demanderesse; vs SUN TRUST LIMITEE, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans la cité et district de Montréal, en sa qualité de Fiduciaire de la Compagnie de Radiateur Perfection Limitée, corps politique incorporé ayant son bureau d'affaires dans la cité et district de Montréal, et les obligataires de cette dernière compagnie en vertu d'un acte de fiducie passé devant Lucien Morin, Notaire, sous le No 2974 de ses minutes, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

La subdivision No 1 du No 93 et la subdivision No 1 du No 171. Cadastre du Village de Plessisville, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Calixte du Village de Plessisville le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, 1937, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU. Arthabaska, 25 Oct. 1937 5733-44-2-o

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate Court—District of Arthabaska.

Arthabaska to wit: { THE CORPORATION No. 3166 } THE CORPORATION OF VILLAGE OF PLESSISVILLE, body politic and corporated having its principal place of business in the village of Plessisville, Plaintiff; vs THE SUN TRUST LIMITED, body politic and corporated having its principal place of business in the city and district of Montreal, *as-qual* of fiduciary of the company of Radiateur Perfection Limitée, body politic and corporated having its principal place of business in the city and district of Montreal, and the boundholders of this company in consequence of an act of fiducie pass before Lucien Morin, Public Notary, under the No. 2974 of his minutes.

As belonging to the defendants:

The subdivision No. 1 of No. 93, and the subdivision No. 1 of No. 171 official plan of village of Plessisville, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Calixte of village of Plessisville the TWENTY-NINE day of NOVEMBER, 1937 at TWO o'clock in the afternoon.

Maurice Maheu, Sheriff. Arthabaska, Oct. 25th, 1937 5734-44-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: { A DELARD FOREST, No 1927 } maître de poste, de St-Eugène de Grantham, district d'Arthabaska, demandeur; vs CHARLES EDOUARD MORRISSETTE, de St-Majoric de Grantham, district d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: { A DELARD FOREST, No. 1927 } post-master, of St-Eugène of Grantham, district of Arthabaska, Plaintiff; vs CHARLES EDOUARD MORRISSETTE, of St-Majoric of Grantham, district of Arthabaska, Defendant.

As belonging to the defendant;

Une terre sise et située dans le canton de Grantham, maintenant connue et désignée comme lot portant le numéro cent-quatre-vingt-dix-sept (197) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, moins la partie appartenant à Ludger Fréchette, contenant cinq arpents par neuf arpents, mentionnée dans la donation par Louis Fréchette à Ludger Fréchette, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, sous le No 30255. Avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Majoric, Co. de Drummond, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE, 1937, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, 25 Oct., 1937. 5735-44-2-o

A piece of land situated in the township of Grantham, now known and designated as lot bringing the number hundred and ninety-seven (197) of official plan and book of reference of the township of Grantham, less the part belonging to Ludger Fréchette, containing five arpents by nine arpents mention in the donation by Louis Fréchette to Ludger Fréchette, registered to the Registry Office county of Drummond, under No. 30255. With buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Majoric of Grantham, Co. of Drummond, the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1937, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff Office,
Arthabaska, Oct. 25th, 1937 5736-44-2-o

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, } DAME RACHEL KRUSE, de
à savoir: } Gaspé, dans les comté et dis-
No 2290. } trict de Gaspé, veuve de feu A.-C.
Kruse, et en même temps résidant au même en-
droit, demanderesse; vs JOSEPH HACKETT,
de York Centre, comté et district de Gaspé, dé-
fendeur.

Deux cent quarante acres de terre, plus ou moins, étant les lots dix-sept-E et dix-sept-F (Lots 17-E et 17-F), formant partie du numéro primitif dix-sept du premier rang, canton de York.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de York Centre, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1937, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JAS. T. TUZO.
Percé, le 26 octobre, 1937. 5751-44-2
[Première publication, le 30 octobre 1937]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure

Province de Québec, } DAME OLIVINE POI-
District de Joliette, } RIER, veuve de Ed-
No 5629 } mond Laporte, domici-
liée à Berthier, district de Joliette; contre PAUL
BLAIS, fils de Charles, cultivateur, de la paroisse
de Berthier, district de Joliette.

1. Les lots numéros cent quarante-six et cent quarante-sept (Nos 146 et 147) du cadastre de la paroisse de Berthier, dans le comté de Berthier, sauf à distraire desdits lots les parties ci-après décrites, savoir:

Une terre située en la paroisse de Berthier contenant environ trois arpents de front sur la profondeur qu'il y a depuis la rivière St-Joseph à aller au chemin de frontière de la concession Ste-Philomène, d'un côté vers l'ouest, à Charles Blais, d'un autre côté vers l'est, à Charles Blais, avec bâtisses y érigées, laquelle terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Berthier, comme faisant partie des

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, } DAME RACHEL KRUSE, of
to wit: } Gaspé, in the county and dis-
No. 2290. } trict of Gaspé, widow of the late
A. C. Kruse, and at the same time a resident in
the same place, plaintiff; vs JOSEPH HAC-
KETT, of York Centre, county and district of
Gaspé, defendant.

Two hundred and forty acres of land, more or less, being lots seventeen-E and seventeen-F (Lots 17-E and 17-F) forming part of primitive number seventeen of the first range, township of York.

To be sold at the parish church door of York Centre on the SECOND day of DECEMBER 1937, at THREE o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's Office,
Percé, October 26th, 1937. 5752-44-2-o
[First publication, October 30th, 1937]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court

Province of Québec } DAME OLIVINE POI-
District of Joliette } RIER, widow of Ed-
No. 5629 } mond Laporte, domiciled
at Berthier, district of Joliette; against PAUL
BLAIS, son of Charles, farmer, of the parish of
Berthier, district of Joliette.

1. Lots numbers one hundred and forty six and one hundred and forty seven (Nos. 146 and 147) of the cadastre of the parish of Berthier, in the county of Berthier, save to be deducted from the said lots the parts hereinafter described, as follows:

A farm situate in the parish of Berthier measuring about three arpents in front by whatever depth there may be from the St. Joseph river to the front road of the Ste. Philomène concession, on one side to the west by Charles Blais, on the other side towards the east, by Charles Blais, with buildings thereon erected, the said farm is known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Berthier, as

numéros cent quarante-six et cent quarante-sept (Nos 146 et 147);

2. Une autre terre située en la paroisse de Berthier, contenant trois arpents de front sur environ quatorze arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Berthier comme étant le numéro cent quarante-quatre (No 144) et partie du numéro cent quarante-trois (P. No 143), bornée comme suit: à un bout par le numéro cent quarante-quatre (No 144), à l'autre bout par le chemin public, à l'est par le numéro cent quarante-deux (No 142) et à l'ouest par le numéro cent quarante-six (No 146);

3. Un autre terrain, au même lieu, connu et désigné comme faisant partie des numéros cent cinquante-neuf et cent soixante (Nos 159 et 160), du cadastre de la paroisse de Berthier, contenant deux arpents et un quart de largeur au chemin public, par deux arpents à la profondeur, et bornée comme suit: à l'est par le numéro cent quarante-six (No 146), à l'ouest par le résidu des numéros cent cinquante-neuf et cent soixante (R. Nos 159 et 160), au sud par le numéro cent cinquante-huit (No 158) et au nord par le numéro cent soixante et un (No 161).

Un dépôt de \$100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère sur les trois lots de terre ci-dessus désignés, en conformité du jugement rendu par l'honorable juge J.-A. Guibault, le 2 octobre 1937.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Berthier, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE 1937, à DIX heures de la matinée.

Bureau du shérif, JOS. SYLVESTRE.
Joliette, le 4 octobre, 1937. 5369-41-2-o
[Première publication, le 9 octobre 1937].

forming part of numbers one hundred and forty six and one hundred and forty seven (Nos. 146 and 147);

2. Another farm situate in the parish of Berthier, measuring three arpents in front by about fourteen arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Berthier as being number one hundred and forty four (No. 144) and part of number one hundred and forty three (Pt. No. 143), bounded as follows: at one end by No. one hundred and forty four (144) at the other end by the public road, on the east by number one hundred and forty two (142) and on the west by number one hundred and forty six (No. 146);

3. Another lot of land, at the same place, known and designated as forming part of numbers one hundred and fifty nine and one hundred and sixty (Nos. 159 and 160), of the cadastre for the parish of Berthier, measuring two arpents and one quarter in width on the public road, by two arpents at the depth, and bounded as follows: on the east by number one hundred and forty six (No. 146), on the west by the residue of numbers one hundred and fifty nine and one hundred and sixty (R. Nos. 159 and 160), on the south by number one hundred and fifty eight (No. 158) and on the north by number one hundred and sixty one (No. 161.)

A deposit of \$100.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the three lots hereinabove designated, pursuant to a judgment rendered by the Honourable Justice J. A. Guibault, on October 2, 1937.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of Berthier, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. SYLVESTRE,
Sheriff's Office,
Joliette, October 4th, 1937. 5370-41-2
[First Publication, October 9th, 1937].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

No. 156992 { DAME ANITA LAMARCHE *et vir*, tous deux de

la cité et du district de Montréal, demanderesse, contre LA SUCCESSION DE FEU LACTANCE LAMARCHE, de Arvida, dans les comté et district de Chicoutimi, ET AUTRES, défendeurs, et THE ROYAL BANK OF CANADA et UNE AUTRE, de la cité et du district de Montréal, tiers-saisies.

Un terrain et emplacement situé dans la ville et le comté de Berthier, au nord de la rue Edouard, contenant trente-six pieds de front sur cent cinquante pieds de longueur, borné devant, à la dite rue, en profondeur, au terrain de Louis Farly, d'un côté, à celui d'Obed St-Martin, et de l'autre côté, au nord-est, à une petite ruelle, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées; lequel terrain est connu et indiqué aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville de Berthier sous le numéro dix-neuf (No. 19).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Berthier, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE 1937, à DIX heures de la matinée.

Bureau du shérif, JOS. SYLVESTRE.
Joliette, le 25 octobre 1937. 5737-44-2-o
[Première publication, le 30 octobre 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

No. 156692 { DAME ANITA LAMARCHE *et vir*, both of the city and

district of Montreal, plaintiff, against THE ESTATE OF THE LATE LACTANCE LAMARCHE, of Arvida, in the county and district of Chicoutimi, AND OTHERS, defendants, and THE ROYAL BANK OF CANADA and ANOTHER, of the city and district of Montreal, Garnishee.

A lot of land and emplacement situate in the town and county of Berthier, north of Edouard street, measuring thirty-six feet in front by one hundred and fifty feet in length, bounded in front by the said street, in depth, by the land of Louis Farly, on one side, by that of Obed St. Martin, and on the other side, on the northeast, by a small lane, with a house and other buildings thereon erected; the said lot of land is known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Berthier under number nineteen (No. 19).

To be sold at the church door of the parish of Berthier, on the THIRTIETH day of NOVEMBER 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. SYLVESTRE,
Sheriff's Office,
Joliette, October 25th, 1937. 5738-44-2
[First publication, October 30th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure District de Montréal

Montréal à savoir: { **L E CREDIT-FONCIER**
156874 { **FRANCO - CANA -**
DIEN, demandeur; vs **MOSES GORDEN**
DUBNITSKY, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier St-Gabriel, en la cité de Montréal, étant la moitié sud-ouest du lopin de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trois mille deux cent quatre-vingt-neuf (3289) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente pieds en largeur par cent vingt pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, borné en front par la rue Wellington, en arrière partie par la rue Butler et partie par une ruelle, du côté sud-ouest par la rue Butler, et du côté nord-est par le résidu ou moitié nord-est du dit lot officiel; avec la maison en brique connue sous le No 2693, rue Wellington, et un hangar en bois sus-érigé.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$420.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Curran, daté le 23 septembre 1937.

Le shérif,

Bureau du shérif, **JOS. PAUL LAMARCHE**.
Montréal, 6 octobre, 1937. 5379-41-2
[Première publication, le 9 octobre 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court, District of Montreal

Montreal, to wit: { **L E CREDIT FONCIER**
156874 { **FRANCO-CANADIEN**,
plaintiff; vs **MOSES GORDEN DUBNITSKY**,
defendant.

"An emplacement situate in the St. Gabriel Ward, of the City of Montreal, being the south-west half of the lot of land known and designated as the lot number thirty-two hundred and eighty-nine (3289) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, containing thirty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure, and more or less without warranty of precise measurement, bounded in front by Wellington Street, in rear partly by Butler Street and partly by a lane, on the south-west side by Butler Street, and on the north-east side by the remainder or north-east half of the said official lot; with the brick dwelling house known as No. 2693 Wellington Street, and wooden shed thereon erected."

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock on the forenoon.

A deposit of \$420.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Curran, dated September 23, 1937.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 6, 1937. 5380-41-2
[First publication, October 9th, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **PEOPLE'S THRIFT &**
A-162222. { **INVESTMENT COM-**
PANY, demanderesse; vs **DUNCAN FINLAY-**
SON, défendeur.

Cette certaine propriété immobilière située partie dans le quartier Ste-Cunégonde et partie dans le quartier St-Antoine, en la cité de Montréal, bornée en front par une ruelle composée du lot numéro cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-six (386-196) aux plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, et du lot numéro vingt-huit de la subdivision officielle du lot mille six cent trente-neuf (1639-28) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier St-Antoine et connu sous le nom de Ruelle Hawarden; en arrière par les lots de subdivision numéros deux cents A, cent quatre-vingt-dix-neuf A, cent quatre-vingt-dix-neuf C et cent quatre-vingt-dix-huit A, du lot numéro trois cent quatre-vingt-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et par les subdivisions numéros trente-neuf C et trente-huit B du dit lot numéro mille six cent trente-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier St-Antoine, d'un côté au nord-est par la subdivision du lot numéro trente-sept du dit lot numéro mille six cent trente-neuf du quartier St-Antoine, de l'autre côté au sud-ouest par l'avenue connue comme étant le lot de subdivision numéro cent quatre-vingt-quinze du lot numéro trois cent quatre-vingt-seize de la paroisse de Montréal, mesurant quatre-vingt-dix-huit pieds en largeur par soixante-et-neuf pieds et cinq pouces en profondeur sur la ligne sud-ouest et soixante-quinze pieds sur la ligne nord-est, me-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **PEOPLE'S THRIFT &**
A-162222. { **INVESTMENT COM-**
PANY, Plaintiff; vs **DUNCAN FINLAYSON**,
Defendant.

That certain immoveable property situate partly in the Ward of St. Cunégonde and partly in the St. Antoine Ward, of the City of Montreal, bounded in front by a lane composed of lot number one hundred and ninety-six of the official subdivision of lot number three hundred and eighty-six (386-196) on the Official Plan and Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal and of lot number twenty-eight of the official subdivision of lot one thousand six hundred and thirty-nine (1639-28) on the Official Plan and Book of Reference of the said St. Antoine Ward and known as Hawarden Lane; in rear by subdivision lots numbers two hundred A, one hundred and ninety-nine A, one hundred and ninety-nine C and one hundred and ninety-eight A, of lot number three hundred and eighty-six, on the official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, and by subdivisions numbers thirty-nine C and thirty-eight B of said lot number one thousand six hundred and thirty-nine on the Official Plan and Book of Reference of the said St. Antoine Ward, on one side to the north east by lot subdivision number thirty-seven of said lot number one thousand six hundred and thirty-nine of St. Antoine Ward, and on the other side to the south west by the Avenue known as subdivision lot number one hundred and ninety-five of lot number three hundred and ninety-six of the Parish of Montreal, measuring ninety-eight feet in width by sixty-nine feet and five inches in depth on the south-

sure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, les dits emplacements étant composés de quatre lopins de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant les numéros cent quatre-vingt-dix-sept, cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-neuf et deux cents de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-six (386-197, 198, 199 et 200) et de deux lopins de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de la cité de Montréal, comme étant les numéros trente-huit et trente-neuf du lot originaire numéro mille six cent trente-neuf (1639-38 et 39) avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 1001, 1003, et 1005, avenue McNicholl, et les Nos 31, 33, 35, 37, 39 et 41, avenue Hawarden, et avec droit de passage, en commun, avec les autres y ayant droit dans la ruelle en arrière.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 5 octobre, 1937 5377-41-2
[Première publication, le 9 octobre 1937]

Le shérif,

west line and seventy-five feet in the northeast line, English measure and more or less, without warranty as to precise measurements, said emplacements being composed of four lots of land known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, as numbers one hundred and ninety-seven, one hundred and ninety-eight, one hundred and ninety-nine and two hundred of the official subdivision of the original lot number three hundred and eighty-six (386-197, 198, 199 and 200) and of two lots of land known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward of the City of Montreal, as numbers thirty-eight and thirty-nine of the original lot number one thousand six hundred and thirty-nine (1639-38 and 39) with the buildings thereon erected bearing civic Nos. 1001, 1003, and 1005 McNicholl Avenue, and Nos. 31, 33, 35, 37, 39, and 41 Hawarden Avenue, and with the rights of passage in common with others having rights therein in a lane in the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JOS. PAUL LAMARCHE, Sheriff.
Montreal, October 5th, 1937. 5378-41-2-o
[First publication, October 9th, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, LE SECRETAIRE ET LES à savoir: LE SYNDICS DE L'ASSOCIATION "GRAND TRUNK RAILWAY OF CANADA, SUPERANNUATION AND PROVIDENT FUND ASSOCIATION", demanderesse, vs IZE NATOVITCH, défendeur, et JAMES-B. TAYLOR, curateur.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur.

Un emplacement ayant front sur le côté sud-ouest de l'avenue Querbes, en la cité d'Outremont, en la dite Province, mesurant vingt-sept pieds et trois pouces en largeur sur quatre-vingts pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les édifices sus-érigés portant les numéros six cent soixante (660), six cent soixante-deux (662) et six cent soixante-quatre (664) de la dite avenue Querbes, et étant la partie nord-ouest du lot numéro trois cent quatre-vingts de la subdivision du lot numéro trente-trois (33.P.N.O. 380) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, borné en front au nord-est par la dite avenue Querbes, en arrière par les subdivisions deux cent sept et deux cent huit du dit lot numéro trente-trois (33-207 et 33-208), sur le côté nord-ouest par le lot numéro trois cent quatre-vingt-un du dit lot numéro trente-trois (33-381) et du côté sud-est par le résidu du dit lot numéro trois cent quatre-vingts (380).

Le tout avec droit de passage dans la ruelle d'environ douze pieds de largeur, réservée sur la partie arrière de la propriété adjacente composée de la partie sud-est du dit lot numéro trois cent quatre-vingts (33. Ptie S.E. 380) et de tout le lot numéro trois cent soixante-dix-neuf du dit lot numéro trente-trois (33-379) et aussi le droit de passage dans une ruelle de douze pieds en largeur établie sur les lots numéros trois cent soixante-dix-neuf et trois cent soixante-dix-huit du dit lot numéro trente-trois (33-379 et 33-378) six pieds sur chaque lot de chaque côté de la ligne de division qui les sépare, afin de communiquer

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, THE SECRETARY AND to wit: THE TRUSTEES OF THE No. 166494 GRAND TRUNK RAILWAY OF CANADA, SUPERANNUATION AND PROVIDENT FUND ASSOCIATION, plaintiff, vs. IZE NATOVITCH, defendant, and JAMES B. TAYLOR, curator.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator.

An emplacement fronting on the south-west side of Querbes avenue, in the city of Outremont in said Province, measuring twenty seven feet and three inches in width by eighty feet in depth, English measure and more or less with the buildings thereon erected bearing the numbers six hundred and sixty (660) six hundred and sixty two (662) and six hundred and sixty four (664) of said Querbes Avenue and being the north-west portion of lot number three hundred and eighty of the subdivision of lot number thirty three (33.P.N.W.380) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal bounded in front to the north-east by said Querbes avenue, in rear by subdivisions two hundred and seven and two hundred and eight of said lot number thirty three (33-207) and 33-208), on the north-west side by lot number three hundred and eighty one of the said lot number thirty-three (33-381) and on the south-east side by the residue of said lot number three hundred and eighty (380).

The whole with the right of passage in a passageway of about twelve feet in width reserved on the rear portion of the adjoining property composed of the south east part of said lot number three hundred and eighty (33.S.E.Pt.380) and of the whole lot number three hundred and seventy-nine of the said lot number thirty-three (33-379) and also right of way in a passageway of twelve feet in width established on lots numbers three hundred and seventy-nine and three hundred and seventy-eight of the said lot number thirty-three (33-379 and 33-378) six feet on each lot on each side of the division line between

avec l'avenue Querbes, en commun avec les propriétaires des lots sus-mentionnés.

Le tout avec toutes les circonstances et appartenances, servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$991.50 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 26 octobre 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. P. LAMARCHE.
Montréal, le 26 octobre, 1937. 5753-44-2
[Première publication, 30 octobre, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SUN LIFE ASSURAN-
No 164362 } CE COMPANY OF
CANADA, demanderesse; vs SAMUEL THOMAS TATE, défendeur; & J. ALPHONSE VIAU, es-qual., mis-en-cause; & WILFRID BRODEUR, curateur au délaissement.

Comme appartenant autrefois au défendeur mais présentement en la possession du Curateur.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Brock Nord, (autrefois Avenue Herald) en la ville de Montréal-Ouest, connu et désigné comme étant la subdivision numéro seize du lot numéro cent quarante (No 140-16) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant la dite subdivision une largeur de cinquante pieds sur une profondeur de quatre-vingt-huit pieds, mesure anglaise et plus ou moins; Avec la maison en brique et en pierre sus-érigée portant le numéro civique 7, avenue Brock Nord.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-P. LAMARCHE.
Montréal, le 26 octobre 1937. 5755-44-2
[Première publication, 30 octobre 1937]

them, in order to communicate with Querbes Avenue, in common with the owners of the above mentioned lots.

The whole with all circumstances and appurtenances, active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$991.50 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated October 26th 1937.

JOS. P. LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th, 1937. 5754-44-2-o
[First publication, October 30th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SUN LIFE ASSURAN-
No. 164362 } CE COMPANY OF
CANADA, Plaintiff; vs SAMUEL THOMAS TATE, Defendant; & J. ALPHONSE VIAU, Es-Qual., Mis-en-cause; & WILFRID BRODEUR, Curator to the surrender.

As heretofore belonging to the defendant but presently in the possession of the Curator.

That certain emplacement fronting on Brock Avenue North, (formerly Herald Avenue) in the Town of Montreal West, known and designated as subdivision number sixteen of lot number one hundred and forty (No. 140-16) of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, containing said subdivision a width of fifty feet by a depth of eighty eight feet, English Measure and more or less; With the brick and stone house thereon erected bearing civic No. 7 in Brock Avenue North.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. P. LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th, 1937. 5756-44-2-o
[First publication, October 30th, 1937]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA SOCIETE DE PRETS
No. 33,211 } ET PLACEMENTS DE
QUEBEC, corporation légalement constituée ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Québec, district de Québec; contre FRANÇOIS XAVIER AUGER, rentier, de la cité de Québec, à savoir:

1. Le lot No 1993 (mille neuf cent quatre-vingt-treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain ou emplacement situé au coin des rues Montcalm et Montmagny, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de \$3.50, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

2. La subdivision No 39 (trente-neuf) du lot No 2341-D (deux mille trois cent quarante et un-D) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain ou emplacement situé sur le côté ouest de l'Avenue Tourangeau, mesurant 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, cir-

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } LA SOCIETE DE PRETS
No. 33,211 } ET PLACEMENTS DE
QUEBEC, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business at Quebec, District of Quebec; against FRANÇOIS XAVIER AUGER, annuitant, of the city of Quebec, to wit:

1. Lot No. 1993 (nineteen hundred and ninety three) on the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Quebec, being a lot of land or emplacement situate at the corner of Montcalm and Montmagny streets, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual and constituted rent of \$3.50 in favour of l'Hôtel-Dieu de Québec.

2. Subdivision No. 39 (thirty-nine) of lot No. 2341-D (two thousand three hundred and forty-one-D) on the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Quebec, being a lot of land or emplacement situate on the west side of Tourangeau Avenue, measuring 40 feet in front by 60 feet in depth, more or less, English measure, with the buildings thereon erected, circumstances

constances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et constituée de \$10.00, payable aux héritiers de feu Henriette Tourangeau.

3. Les lots Nos 2186 (deux mille cent quatre vingt-six), 2186-A (deux mille cent quatre-vingt-six-A), 2187 (deux mille cent quatre-vingt-sept) et 2187-A (deux mille cent quatre-vingt-sept-A) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant une propriété située sur la rue Marie-de-l'Incarnation, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujets, le lot No 2186 à une rente annuelle et constituée de \$8.00; le lot No 2186-A à une rente annuelle et constituée de \$4.00; le lot No. 2187 à une rente annuelle et constituée de \$8.00 et le lot No 2187-A à une rente annuelle et constituée de \$4.00; les dites rentes payables aux Révérendes Dames Ursulines de Québec.

Pour être vendus "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, ce 27 octobre 1937. 5739-44-2-o
[Première publication 30 octobre, 1937].
[Deuxième publication, 13 novembre 1937].

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
No 5148-33. } contre GEORGES
GINGRAS, de la Ville de Québec-Ouest, dans le district électoral de Saint-Sauveur, dans notre district de Québec, savoir:

La subdivision 263 (deux cent soixante-trois) du lot No 2341-C (deux mille trois cent quarante et un-C) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marie-Louise—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, ce 27 octobre 1937. 5761-44-2-o
[Première publication, le 30 octobre 1937]
[Deuxième publication, le 13 novembre 1937]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS

Mandat du Maire.

District de Rimouski } LA CORPORATION
No 1 } DE LA VILLE DE
RIMOUSKI, vs J. ADELARD THIBAUT,
savoir:

Partie du lot quatre-vingt-cinq au Cadastre officiel de la ville de Rimouski, de 33 pieds de front sur la rue, 46½ pieds de largeur en arrière, par 75 de profondeur, borné en front à la rue St-Paul, à l'est à Cyrille Hupé, au sud et à l'ouest à J. Pierre Lepage, avec bâtisses sus construites; à charge de la rente foncière.

Pour être vendu, au Bureau du Shérif, à Rimouski, le NEUF NOVEMBRE, 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, 5 octobre, 1937. 5383-41-2-o
[Première publication, le 9 octobre, 1937]

and dependencies. Subject to an annual and constituted rent of \$10.00 payable to the heirs of the late Henriette Tourangeau.

3. Lots Nos. 2186 (two thousand one hundred and eighty six) 2186-A (two thousand one hundred and eighty six-A), 2187 (two thousand one hundred and eighty-seven) and 2187-A (two thousand one hundred and eighty seven-A) on the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Quebec, being a property situate on Marie de l'Incarnation street, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject, lot No. 2186, to an annual and constituted rent of \$8.00; lot No. 2186-A, to an annual and constituted rent of \$4.00; lot No. 2187, to an annual and constituted rent of \$8.00; and lot No. 2187-A, to an annual and constituted rent of \$4.00; said rents being payable to the "Révérendes Dames Ursulines de Québec".

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office,
Quebec, October 27th, 1937. 5740-44-2
[First publication, October 30th, 1937].
[Second publication, November 13th, 1937].

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: } THE CITY OF QUE-
No. 5148-33. } BEC; against GEOR-
GES GINGRAS, of the Town of Quebec West, in the electoral district of Saint Sauveur, in our district of Quebec, to wit:

Subdivision 263 (two hundred and sixty three) of lot No. 2341-C (two thousand three hundred and forty one-C) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, being an emplacement situate on Marie Louise street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office,
Quebec, October 27th, 1937. 5762-44-2
[First publication, October 30th., 1937]
[Second publication, November 13th, 1937]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Mayor's Warrant.

District of Rimouski, } THE CORPORATION
No. 1 } OF THE TOWN
OF RIMOUSKI; vs. J. ADELARD THIBAUT
to wit:

Part of lot eighty-five of the official cadastre for the town of Rimouski, of 33 feet in front on the street, 46½ feet in width in rear, by 75 feet in depth, bounded on the west by St. Paul street, on the east by Cyrille Hupé, on the south, and west by J. Pierre Lepage—with buildings thereon erected; subject to a ground rent.

To be sold at the Sheriff's Office, at Rimouski, on the NINTH of NOVEMBER, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office,
Rimouski, October 5, 1937. 5384-41-2
[First Publication, October 9, 1937]

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada
Province de Québec, }
District de Roberval, }
No 9111 }
Hébertville-Station, défendeur.

EPHREM GUAY, né-
gociant, Hébertville
village, demandeur; vs
PHILIPPE HUDON,
Hébertville-Station, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

A. La partie est du lot numéro vingt-deux (P.E. No 22) du rang est du Chemin Kénogami, au cadastre officiel du canton Labarre, bornée au nord à la partie nord du lot No 22 appartenant actuellement à Almas Hudon, représentant Martial Hudon Fils; au sud au Lac Kénogamichiche, à l'est au lot No 23 appartenant actuellement à Richard Paradis, représentant Joseph & Moïse Paradis; et à l'ouest à la partie ouest du dit lot No 22 appartenant actuellement à Philippe Hudon, représentant Henry McNicoll, Louis Tremblay, Martial & Auguste Hudon, fils de Martial, suivant titre enregistré sous les Nos 11016-A-11; 18170-A-19; 18303-A-20; le tout avec circonstances et dépendances.

Pour être vendue par un de mes huissiers à la porte de l'église d'Hébertville Station, district de Roberval, JEUDI, le DEUX DECEMBRE, mil neuf cent trente-sept à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

JOS. HARVEY.

Bureau du shérif,
Roberval, le 25 octobre, 1937. 5741-44-2-0
[Première publication, le 30 octobre 1937].

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec, }
District of Roberval, }
No. 9111 }
Hébertville-Station, defendant.

EPHREM GUAY,
trader, Hébertville-
Village, plaintiff; vs
PHILIPPE HUDON,
Hébertville-Station, defendant.

As belonging to the said defendant:

A. The east part of lot number twenty-two (E. pt. No. 22) of the east range of the Kenogami road, on the official cadastre of the township of Labarre, bounded on the north by the north part of lot No. 22 presently belonging to Almas Hudon, representing Martial Hudon, jr.; on the south by Lake Kenogamichiche; on the east by lot No. 23 presently belonging to Richard Paradis, representing Joseph & Moïse Paradis; and on the west by the west part of the said lot No. 22 presently belonging to Philippe Hudon, representing Henry McNicoll, Louis Tremblay, Martial & Auguste Hudon, son of Martial, under the title registered under Nos. 11016-A-11; 18170-A-19; 18303-A-20; the whole with circumstances and dependencies.

To be sold by one of my bailiffs at the church door of Hébertville Station, district of Roberval, on THURSDAY the SECOND of DECEMBER, one thousand nine hundred and thirty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. HARVEY,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Roberval, October 25th, 1937. 5742-44-2
[First publication, October 30th, 1937].

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—(En matière de faillite).

Canada,
Province de Québec, }
District de Roberval, }
No 9040 }
place d'affaires en la cité de Montréal, et une succursale à Chicoutimi et HENRI GIRARD, notaire de Chicoutimi en sa qualité de syndic à la faillite de Jos Gauthier & Fils Limitée, demandeurs; vs ANTOINE DUMAIS, notaire de la cité de Montréal, en sa qualité de fiduciaire aux biens de "Les Produits Silica Canadiens Ltée, de Chicoutimi, défendeur; et HENRI GIRARD, notaire de Chicoutimi en sa qualité de syndic à la faillite de "Les Produits Silica Canadiens Ltée, de Chicoutimi; et ALFRED CLOUTIER, gérant de Roberval, mis-en-cause en sa qualité de curateur au délaissement, à savoir:

A. Tous les droits, titres et privilèges des droits de mines sur les lots numéros deux et trois (2 et 3) du rang 3 au plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Dequen, district de Roberval.

B. Un terrain carré de trois cents pieds (300) de longueur environ ayant comme façade la ligne de chemin de fer Canadien National et de deux-cent-trente-cinq pieds (235) de largeur environ de la ligne du chemin de fer Canadien National en allant vers la route régionale, formant partie, le dit terrain, des parties de lots de terre connus et désignés sous les numéros un-A et deux (1-A et 2) du quatrième rang, au plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton Dablon, avec bâtisses et dépendances. Les limites de ce terrain sont arrêtées et marquées, aux quatre coins par des poteaux en béton; avec les bâtisses cons-

FIERI FACIAS.

Superior Court.—(Sitting in Bankruptcy).

Canada,
Province of Quebec, }
District of Roberval, }
No. 9040 }
having its principal place of business in the city of Montreal, and a branch office at Chicoutimi, and HENRI GIRARD, notary, of Chicoutimi, in his quality of trustee to the bankruptcy of Jos. Gauthier & Fils Limitée, plaintiffs; vs ANTOINE DUMAIS, notary, of the city of Montreal, in his quality of fiduciary to the assets of "Les Produits Silica Canadiens Ltée", of Chicoutimi, defendant; and HENRI GIRARD, notary, of Chicoutimi, in his quality of trustee to the bankruptcy of "Les Produits Silica Canadiens Ltée", of Chicoutimi; and ALFRED CLOUTIER, manager, of Roberval, mis-en-cause, in his quality of curator to the abandonment, to wit:

A. All the rights, titles and privileges of the mining rights upon lots numbers two and three (2 and 3) of range 3 on the official cadastral plan and book of reference for the township of Dequen, district of Roberval.

B. A square lot of land of about three hundred feet (300) in length, fronting the Canadian National Railway line, and about two hundred and thirty five feet (235) in width, from the Canadian National Railway line running towards the regional highway, said lot of land forming part of parts of those lots of land known and designated under numbers one-A and 2 (1-A and 2) of the fourth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Dablon, with buildings and dependencies. The limits of said lot of land are established and marked, at the four corners, by cement posts; with the buildings erected on the said lot of land, with the ma-

truites sur le dit terrain avec les machineries et les piliers, circonstances et dépendances et un droit de passage dans un chemin partant du terrain présentement vendu savoir: du lot numéro un-A et deux (1-A et 2) du quatrième rang et allant à la route régionale, passant sur le numéro un (1) du quatrième rang; et sur un autre chemin de trente pieds de large sur les lots numéro un et deux (1 et 2) du troisième rang partant de la route régionale à aller à la mine située sur les lots numéros deux et trois (2 et 3) du troisième rang.

C. Tous les droits sur une voie d'évitement construite par Jos. Gauthier & Fils Limitée, et connectée avec la ligne du chemin de fer Canadien National.

D. Tous les droits de la débitrice sur le permis d'exploitation des mines connu sous le numéro 7006 du service des Mines de la province de Québec.

E. Tous les droits d'approvisionnement d'eau que peut posséder la débitrice avec les demandeurs Jos. Gauthier & Fils Ltée.

Pour être vendus en un seul tout, à la porte de l'église de la paroisse du Lac Bouchette MERCREDI, le PREMIER DECEMBRE, mil neuf cent trente-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, 21 octobre 1937. JOS. HARVEY.
5743-44-2-o
[Première publication le 30 octobre, 1937].

chinery and pillars, circumstances and dependencies, and right of way in a road starting from the lot of land hereby sold, to wit: from lot number one-A and two (1-A and 2) of the fourth range, and running as far as the regional highway, passing on number one (1) of the fourth range; and in another road of thirty feet in width upon lots numbers one and two (1 and 2) of the third range, starting from the regional highway as far as the mine situate on lots numbers two and three (2 and 3) of the third range.

C. All the rights in a siding built by Jos. Gauthier & Fils Limitée, and connected with the Canadian National Railway line.

D. All the rights of the debtor to the development license known under number 7006 of the province of Quebec Mining Service.

E. All the rights to the water supply which may be held by the debtor together with the plaintiffs Jos. Gauthier & Fils Ltée.

To be sold in one single lot at the parochial church door of the parish of Lac Bouchette, on WEDNESDAY, the FIRST of DECEMBER, nineteen hundred and thirty seven, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. HARVEY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, October 21st, 1937. 5744-44-2
[First publication, October 30th, 1937].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Canada, } CHARLES TREM-
Province de Québec, } BLAY, Rentier,
District de Roberval. } d'Hébertville Station,
No 9101 } demandeur; vs PHILIPPE HUDON, Cultivateur, Hébertville Station, défendeur;

Comme appartenant au dit défendeur:

1. Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Labarre sous le numéro vingt et un (No 21) du rang Est du Chemin Kénogami, circonstances et dépendances, sauf à distraire cependant du dit lot 21, toute cette partie de terrain vendue par Auguste Hudon à Joseph Iréné Vermette, suivant acte enregistré à Hébertville, le 26 septembre 1925, dans le Reg. A. Vol. 29 No 25284, ainsi que la partie Nord du même lot vendue par le shérif du district de Roberval à Almas Hudon, suivant acte enregistré sous le No 32762 le 6 mars 1934, laquelle partie du dit lot 21 annoncée en vente et saisie, est ainsi bornée: Au nord au terrain de Almas Hudon, représentant Martial Hudon, au sud au Lac Kénogamichiche, à l'est, à la partie du lot 22 appartenant à Philippe Hudon et décrite au paragraphe -2-ci-dessous et à l'ouest à la partie du dit lot 21 appartenant à Joseph Iréné Vermette.

2. La partie sud-ouest du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt-deux (P.S.O. No 22) du cadastre officiel pour le rang est du chemin Kénogami, Canton LaBarre, mesurant un arpent et demi de front et contenue dans les bornes suivantes: Au nord à la partie nord du dit lot 22 vendue par le shérif du district de Roberval à Almas Hudon par acte enregistré sous le No 32762, au sud au Lac Kenogamichiche, à l'ouest à la partie du lot 21 des mêmes rang et canton appartenant à Philippe Hudon et ci-dessus décrite au paragraphe -1- et à l'est, à la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

Canada, } CHARLES TREM-
Province of Quebec, } BLAY, annuitant,
District of Roberval. } of Hébertville Station,
No. 9101 } tion, plaintiff; vs PHILIPPE HUDON, farmer, of Hébertville Station, defendant.

As belonging to said defendant:

1. That lot of land known and designated on the official cadastre for the Township of Labarre, under number twenty-one (21) of Range East of the Kenogami Road, circumstances and dependencies, save, however, to be deducted from said lot 21, all that part of land sold by Auguste Hudon to Joseph Iréné Vermette, as per deed registered at Hébertville, on September 26th, 1925, in Reg. A, Vol. 29, No 25284, and also the north part of said lot, sold by the Sheriff of the District of Roberval to Almas Hudon, as per deed registered under No. 32762, on March 6th, 1934, said part of said lot 21, put up for sale and seized, being bounded thus: on the north by the land of Almas Hudon, representing Martial Hudon, on the south by Lake Kenogamichiche, on the east by the part of lot 22 belonging to Philippe Hudon, and described in paragraph two hereunder, and on the west by the part of said lot 21 belonging to Joseph Iréné Vermette.

2. The southwest part of that lot of land now known and designated under number twenty-two (S.W. Pt. No. 22) on the official cadastre for Range East of the Kenogami Road, Township of Labarre, measuring one and one half arpent in front, and comprised within the following boundaries: on the north by the north part of said lot 22 sold by the Sheriff of the District of Roberval to Almas Hudon, as per deed registered under No. 32762, on the south by Lake Kenogamichiche, on the west by that part of lot 21 of same range and Township belonging to Philippe Hudon and

partie sud-est du dit lot 22 appartenant à Philippe Hudon.

Le tout avec circonstances et dépendances.

Les immeubles saisis en cette cause, formant en réalité une seule propriété et une seule exploitation, seront vendus en un seul tout à la porte de l'église d'Hébertville-Station, district de Roberval, JEUDI, le DEUX DECEMBRE, mil neuf cent trente-sept à DIX heures de l'avant-midi, par un de mes huissiers.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HARVEY.
Roberval, le 25 octobre, 1937. 5745-44-2-o
[Première publication, le 30 Octobre, 1937]

hereinabove described in Paragraph 1, and on the east by the southeast part of said lot 22, belonging to Philippe Hudon.

The whole with circumstances and dependencies.

The immoveables seized in this cause, forming, in reality one single property and one single exploitation, shall be sold in one single lot at the church door of Hébertville Station, District of Roberval, on THURSDAY, the SECOND of DECEMBER, nineteen hundred and thirty-seven, at TEN o'clock in the forenoon, by one of my bailiffs.

JOS. HARVEY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, October 25th, 1937. 5746-44-2
[First publication, October 30th, 1937]

SAINT-FRANÇOIS

Cour Supérieure.—District of Saint-François.
Canada, {
Province de Québec, { **HORMIDAS BOISSE**,
No 104. marchand de bois,
North Stukely, district
de Bedford, demandeur; vs ALFRED BERGERON, de Bromptonville, district de St-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur: "Le lot numéro cinquante-six (56) sur le plan de subdivision du lot numéro quinze cent trente-sept (1537) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels, pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke."

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le TROIS DECEMBRE prochain, à DIX heures a.m.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 22 octobre 1937. 5747-44-2-o
[Première publication le 30 octobre 1937.]

Superior Court.—District of St. Francis.
Canada, {
Province of Quebec, { **HORMIDAS BOISSE**,
No. 104. wood-merchant of
North Stukely, district
of Bedford, Plaintiff; vs ALFRED BERGERON, of Bromptonville, district of St. Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant: "Lot number fifty-six (56) upon the subdivision plan of lot number fifteen hundred and thirty-seven (1537) upon the official plan and book of reference for the south ward of the City of Sherbrooke."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, the THIRD day of DECEMBER next, at TEN a.m.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 22nd day of October 1937. 5748-44-2-o
[First publication on October 30th, 1937.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe.

St-Hyacinthe, à savoir: {
No 3407 { **ALBERT GAGNE**,
cultivateur, domicilié à St-Césaire, comté de Rouville, district de St-Hyacinthe, demandeur; vs J.-EDMOND ROBERT, cultivateur, domicilié à Marieville, comté de Rouville, district de St-Hyacinthe, défendeur.

Comme appartenant au défendeur: "Un terrain situé en la ville de Marieville, rue St-Charles, composé des lots désignés sous les numéros un et deux de la subdivision du lot numéro deux cent seize, et un et deux de la subdivision du lot numéro deux cent seize A (1 et 2 de 216; et 1 et 2 de 216A), des plan et livre de renvoi officiels du village de Marieville; avec la maison et les autres constructions y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Marieville, comté de Rouville, MARDI, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, O. AUCLAIRE.
St-Hyacinthe, 25 octobre 1937 5749-44-2-o
[Première publication, 30 octobre 1937.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of St-Hyacinthe

St. Hyacinthe, to wit: {
No. 3407 { **ALBERT GAGNE**,
farmer, in the parish of St. Césaire, county of Rouville, district of St. Hyacinthe, plaintiff; vs J. EDMOND ROBERT, farmer, in the parish of Marieville, county of Rouville, District of St. Hyacinthe, defendant.

As belonging to the defendant: "A lot of land situate in the Town of Marieville, St. Charles St., composed of the lots designated under numbers one and two of the subdivision of lot number two hundred and sixteen, and one and two of the subdivision of lot number two hundred and sixteen A (1 and 2 of 216; 1 and 2 of 216A); of the official Plan and Book of Reference of the village of Marieville, with the house and other buildings thereon erected."

To be sold at Marieville, parochial church door, on TUESDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

O. AUCLAIRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Hyacinthe, Oct. 25th, 1937 5750-44-2-o
[First publication, October 30th, 1937]

Ministère du Travail

Department of Labour

L'Honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'Ordonnance No 1-A de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvé par l'arrêté ministériel No 2872 du 22 octobre 1937 et, conformément aux prescriptions de l'article 11 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 20 novembre 1937:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 1-A

L'Office des Salaires Raisonables siègeant en séance régulière:

Attendu qu'il importe de corriger une erreur dans la rédaction de l'Ordonnance No 1 du dit Office;

Ordonne ce qui suit:

Ladite Ordonnance No 1, approuvée le 27 septembre 1937 par le lieutenant-gouverneur en conseil et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 2 octobre 1937, est corrigée et modifiée en y remplaçant les mots "Ordonnance Nos 3 et 4; Ateliers d'imprimerie, de reliure, de lithographie et les manufactures d'enveloppes, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 décembre 1927" par les mots suivants:

"L'Ordonnance No 3: Ateliers d'imprimerie, de reliure, de lithographie et les manufactures d'enveloppes, publiée dans la *Gazette officielle* du 17 avril 1937".

Fait à Québec, ce 13 octobre, 1937.

Le président, FERDINAND ROY,
Le vice-président, GEORGE CROMP,
Les membres de l'Office,
C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY,

Certifié copie conforme,

5777-o

Le secrétaire-directeur,
OMER LANGLOIS.

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Order No. 1-A of the Fair Wage Board the matter of which follows, has been approved by Order in Council No. 2872 of October 22nd, 1937, and, pursuant to the provisions of Section 11 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 20th of November 1937.

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 1-A.

At a regular sitting of the Fair Wage Board, it was decided that:

Whereas it is important to correct an error in the drafting of Ordinance No. 1 of the said Board;

The Board orders what follows:

The said Ordinance No. 1, approved on September 27th, 1937, by the Lieutenant-Governor-in-Council and published in the *Quebec Official Gazette* of October 2nd, 1937, is corrected and modified by replacing the words "Ordinance Nos 3 and 4; Printing, bookbinding, lithographing and envelope-making establishments, published in the *Quebec Official Gazette* of December 3rd, 1927", by the following words:

"Ordinance No 3: Printing, bookbinding, lithographing and envelope-making establishments, published in the *Quebec Official Gazette* of April 17 1937".

Passed in the city of Quebec, this 13th day of October, 1937.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGE CROMP, Vice-Chairman,
Members of the Board,
C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY,

Certified true copy,

5778-o

OMER LANGLOIS,
Director-Secretary.

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'Ordonnance No 2 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvé par l'arrêté ministériel No 2873 du 22 octobre 1937 et, conformément aux prescriptions de l'article 11 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 20 novembre 1937:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 2

L'Office des salaires raisonnables siègeant en séance régulière;

Vu les pouvoirs qui lui sont conférés et les devoirs qui lui sont imposés par ladite loi;

Vu que par son Ordonnance No 1, en date du 15 septembre 1937, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 27 septembre, 1937 et publiée dans la *Gazette officielle* le 2 octobre courant, ledit Office a déterminé le minimum des salaires, les heures et autres conditions de travail des femmes employées dans diverses catégories d'établissements de commerce et d'industrie;

Attendu que ladite Ordonnance ne régit que

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Order No. 2 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order in Council No. 2873 of October 22nd, 1937 and, pursuant to the provisions of Section 11 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 20th of November 1937:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 2

At a regular sitting of the Fair Wage Board, it was decided that:

In virtue of the powers with which it is invested and the duties imposed upon it by the Fair Wage Act;

And whereas, by its Ordinance No. 1, dated September 15th, 1937, approved by the Lieutenant-Governor in Council, September 27 and published in the *Official Gazette*, October 2nd, the Board has determined minimum wages, hours and other working conditions for women employed in various classes of commercial and industrial establishments;

And, whereas the said Ordinance applies only

les femmes y désignées et les seuls salariés hommes qui "remplacent" ces femmes, et qu'il y a urgence et en étendre davantage l'application, jusqu'à ce que l'Office détermine d'autres salaires et conditions de travail que, après enquêtes appropriées, il estimera raisonnables.

Ordonne et statue que, pour les périodes de temps et pour les catégories de salariés mentionnés à ladite ordonnance No 1, les salaires à payer aux salariés hommes, même si ceux-ci ne remplacent pas des femmes, ne devront pas être moindres ou inférieurs à ceux payables aux salariées femmes, lorsque pour les unes et les autres, l'emploi rémunéré est le même; les heures et autres conditions de travail y mentionnées seront les mêmes pour les hommes que pour les femmes: mais quant au pourcentage prévu en certains cas ladite Ordonnance, il sera établi en deux catégories distinctes, suivant le nombre d'employés soit hommes soit femmes.

La présente Ordonnance ne régit que les employeurs et salariés auxquels s'applique la loi des salaires raisonnables.

Fait au siège social de l'Office des salaires raisonnables, en la cité de Québec, ce 6e jour d'octobre 1937.

Le président, FERDINAND ROY,
Le vice-président, GEORGE CROMP,
Les membres de l'Office:
C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

Certifié, Copie conforme.

Le secrétaire-directeur,
5779-o OMER LANGLOIS.

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, et ce conformément aux prescriptions de l'article 19 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49) que la constitution et les règlements du comité conjoint des barbiers et coiffeurs des Trois-Rivières, dont le siège social est situé aux Trois-Rivières, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2791 du 15 octobre 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Québec, ce 30 octobre 1937.

Ministère du Travail. 5781-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, et ce conformément aux prescriptions de l'article 19 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49) que la constitution et les règlements du comité conjoint de l'industrie de la chaussure de la Province, dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2875, du 22 octobre, 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Québec, ce 30 octobre 1937.

Ministère du Travail. 5783-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, et ce conformément aux prescriptions de l'article 19 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49) que la constitution et les règlements du comité conjoint de la confection pour

to female workers and to men when replacing female workers;

And, whereas it is urgent that the application of the said Ordinance be extended further until such time as the Board shall determine other wages and working conditions which, after due investigation, it shall deem to be fair.

The Board orders and decrees that, for the periods of time and the classes of workers mentioned in the said Board's Ordinance No. 1, the wages to be paid to male wage earners, even when not replacing female workers, shall not be less than the wages paid to female workers, when performing the same duties. The hours and working conditions shall also be the same for male and female workers; and the percentage system referred to in Ordinance No. 1 shall be established separately for each, according to the number of male or female employees involved.

The present Ordinance applies only to employers and employees coming under the jurisdiction of the Fair Wage Act.

Passed at the Head Office of the Fair Wage Board, in the City of Quebec, this 6th day of October, 1937.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGE CROMP, Vice-Chairman,
Member of the Board:
C. H. CHEASLEY,
● THOMAS AUBRY,

Certified, True Copy,

5780-o OMER LANGLOIS,
Director-Secretary.

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, chapter 49), the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the barbers and hairdressers of Three Rivers whose corporate seat is in Three Rivers have been approved by Order-in-Council No. 2791 of October 15th, 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Quebec, October 30th, 1937.

Department of Labour. 5782-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, chapter 49), the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the shoe manufacturing industry in the Province whose corporate seat is in Montreal have been approved by Order-in-Council No. 2875 of October 22nd, 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Quebec, October 30th, 1937.

Department of Labour. 5784-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, chapter 49), the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the ladies' cloak and suit industry in the Province whose cor-

dames de la Province dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2876 du 22 octobre 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Québec, ce 30 octobre 1937.

Ministère du Travail 5785-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, et ce conformément aux prescriptions de l'article 19 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49) que la constitution et les règlements du comité conjoint de l'industrie de la construction de Sorel dont le siège social est situé à Sorel, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2877 du 22 octobre 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Québec, ce 30 octobre 1937.

Ministère du Travail. 5787-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, et ce conformément aux prescriptions de l'article 19 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49) que la constitution et les règlements du comité conjoint des préposés à la réparation des chaussures usagées dans le district de Montréal dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2223 du 20 août 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Québec, ce 30 octobre 1937.

Ministère du Travail. 5789-o

AVIS

Avis est donné que la carte de compétence a été déclarée obligatoire dans les métiers de la construction s'exerçant dans le Comté de Drummond par l'arrêté ministériel No 1763 du 25 juin 1937.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 octobre 1937. 5791-o

CORRECTION

L'article III de l'avis de requête d'extension de la convention collective de travail relative à l'industrie de la peinture de la province de Québec, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 septembre, doit se lire comme suit:

III.—Les taux de salaires minima suivants devront être payés aux employés des divers métiers ci-après mentionnés:

Fabrique de Peinture et laque.

Métiers :	Taux horaires.
Ouvriers non-qualifiés, remplisseurs, aide-mélangeurs.....	\$ 0.35
Mélangeurs et employés de la fabrique (mill men).....	0.40
Manoeuvres, (Charge hands) et nuanceurs	0.45

Fabrique de Vernis.

Ouvriers non-qualifiés.....	0.35
Ouvriers demi-qualifiés.....	0.40
Hommes préposés aux bouilloires.....	0.50
Contremaître—fabricant de vernis.....	0.65

porate seat is in Montreal have been approved by Order-in-Council No. 2876 of October 22nd 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Quebec, October 30th, 1937.

Department of Labour. 5786-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, chapter 49), the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the building industry in Sorel whose corporate seat is in Sorel have approved by Order-in-Council No. 2877 of October 22nd, 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Quebec, October 30th, 1937.

Department of Labour. 5788-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, chapter 49), the constitution and by-laws of the Joint Committee of Shoe Repairers of the District of Montreal whose corporate seat is in Montreal have been approved by Order-in-Council No. 2223 of August 20th, 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Quebec, October 30th, 1937.

Department of Labour. 5790-o

NOTICE

Notice is given that the certificate of competency has been declared compulsory in the building trades carried on in the County of Drummond by Order-in-Council No. 1763 of the 25th of June 1937.

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 30, 1937. 5792-o

CORRECTION.

Section III of the notice of request of extension of the collective labour agreement relating to the Paint Industry in the Province of Quebec, published in the *Quebec Official Gazette* of September 18, shall read as follows:

III.—The following minimum rates of wages shall be paid to the employees of the various trades hereinafter mentioned:

Paint & Lacquer Factory.

Classification:	Wage rate per hour:
Labourers, fillers, mixers' help.....	0.35
Mixers and mill men.....	0.40
Charge hands and shaders.....	0.45

Varnish Factory.

Labourers.....	0.35
Semi-skilled workers.....	0.40
Kettle men.....	0.50
Foreman—varnish maker.....	0.65

*Fabrique de Blanc de Plomb et de Couleur Sèche**White Lead and Dry Color Factory.*

<i>Métiers:</i>	<i>Taux horaires.</i>	<i>Classification:</i>	<i>Wage rate per hour:</i>
Ouvriers non-qualifiés.....	0.37½	Labourers.....	0.37½
Manoeuvres (charge hands) et "color strikers".....	0.45	Charge hands and color strikers.....	0.45
<i>Département de la Réception, de l'Emballage et de l'Expédition</i>		<i>Receiving, Packing and Shipping Department.</i>	
Manoeuvres (charge hands).....	0.40	Charge hands.....	0.40
Les autres hommes travaillant dans ce département.....	0.35	Other men engaged in this department..	0.35
Commis préposés à l'expédition, gardiens des marchandises, surveillants....	\$20.00 par semaine	Shipping clerks, stock keepers, watchmen.....	\$20.00 per week
Contrôleurs, portiers et chauffeurs.....	20.00 par semaine	Time Keepers, janitors and firemen.....	20.00 per week
Tonneliers.....	0.45	Coopers.....	0.45
Hommes préposés à l'entretien, y compris charpentiers, électriciens, plombiers, machinistes, etc.....	0.50	Maintenance men, including carpenters, electricians, plumbers, machinists, etc.	0.50
<i>Impression et polycopie des étiquettes nécessitées dans ce commerce:</i>		<i>Overprinting labels and multigraphing incidental to the business:</i>	
Employés au-dessous de 18 ans.....	0.25	Employees under 18 years of age.....	0.25
" de 18 ans et plus.....	0.35	Employees 18 years of age and over.....	0.35
<i>Apprentis:</i>		<i>Apprentices:</i>	
Au-dessous de 18 ans.....	0.25	Under 18 years of age.....	0.25
18 ans et plus.....	0.30	18 years of age and over.....	0.30
Durée de l'apprentissage: 2 ans au maximum.		Length of apprenticeship: 2 years maximum.	
<i>Employées du sexe féminin:</i>		<i>Female employees:</i>	
20% de celles employées.....	Minimum 0.15	20% of those employed.....	Minimum 0.15
15% " ".....	0.19	15% " ".....	0.19
65% " ".....	0.23	65% " ".....	0.23

Département de l'Huile de Lin.

Ouvriers non qualifiés.....	0.35
Hommes préposés aux presses hydrauliques ou au renvoi.....	0.37½
Hommes préposés à l'entretien.....	0.50

Les ouvriers travaillant dans ce département n'auront pas droit au congé stipulé à l'article VI.

Le secrétaire du Travail.

J.-O'CONNEL MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 octobre 1937.

5793-0

Linseed Oil Department:

Labourers.....	0.35
Hydraulic Press or Expeller men.....	0.37½
Maintenance men.....	0.50

Employees working in this Department shall not be entitled to the holidays referred to in Section VI.

J. O'CONNELL-MAHER,

Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 30th, 1937.

5794-0

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 21 octobre 1937 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 octobre 1937.

Concernant la Loi des Véhicules Automobiles

2824

L'honorable Trésorier de la Province, dans un mémoire en date du 21 octobre, (1937), expose:

* Que l'article 4 de la Loi des véhicules automobiles, S.R.Q., (1925) Chapitre 35, exige que toute personne qui fait l'acquisition d'un véhicule automobile le fasse enregistrer immédiatement et renouvelle cet enregistrement le 1er mars de chaque année;

Qu'il est décrété à l'article 23 que toute licence pour conduire un véhicule automobile expire le dernier jour de février et est renouvelable le 1er mars suivant:

Qu'en vertu du sous-paragraphe v du para-

COPY of a Report of a Committee of the Honourable the Executive Council dated October 21st., 1937, approved by the Lieutenant-Governor on the 22nd of October 1937.

Concerning the Motor Vehicle Act.

2824

The Honourable The Treasurer of the Province, in a report dated October 21, (1937) sets forth:—

That section 4 of the Motor Vehicle Act, Ch. 35, R.S.Q., 1925, requires that every person who acquires a motor vehicle register it immediately and renew such registration on the 1st of March each year;

That it is enacted at section 23 of the said Act that every license to drive motor vehicles shall expire on the last day of February and shall be renewable on the 1st of March following;

That under paragraph v of subsection 1 of

graphe 1 de l'article 68, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut changer la date des licences et des enrégistrement;

Que pour exempter les acquéreurs de véhicules automobiles acquis entre le 1er janvier et la date susmentionnée, de la nécessité de payer la moitié des honoraires d'enrégistrement pour les deux mois restants de l'année, l'enrégistrement des véhicules automobiles et le port des plaques d'enrégistrement de l'année de l'automobile commençant le 1er mars suivant, ont été alloués pour les dernières quelques années;

Qu'il a été représenté qu'à cause des changements dans les conditions du commerce des automobiles, les expositions d'automobiles, qui, dans les années passées, avaient lieu durant le mois de janvier, auront lieu, à partir d'aujourd'hui, dans le mois de novembre;

Que nous sommes informés que les ventes les plus considérables des nouveaux modèles de véhicules automobiles sont faites au cours de ces expositions d'automobiles;

Qu'en conséquence la "Royal Automobile Club of Canada" et plusieurs personnes intéressées dans le commerce des automobiles ont demandé que l'enrégistrement des nouveaux véhicules automobiles et le port des plaques d'enrégistrement d'automobiles pour l'année 1938 soient permis à compter du 13 novembre 1937 au lieu du 1er janvier 1938;

Qu'il a été suggéré que ce serait imposer un fardeau aux acquéreurs de nouvelles voitures que d'exiger qu'ils paient la moitié des honoraires annuels pour la courte période entre le 13 novembre et le 1er janvier.

C'est pourquoi l'Honorable Trésorier de la Province, agissant sous l'autorité du sous-paragraph 5 du paragraphe 1 de l'article 68 de la Loi des véhicules automobiles, recommande que l'enrégistrement pour l'année 1938 des nouveaux véhicules automobiles achetés durant ou après l'exposition d'automobiles, soit permis à compter du 13 novembre 1938.

Certifié,

Le greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

5765-o

section 68 of the said Act the Lieutenant Governor in Council is authorized to change the date of license and registration;

That in order to exempt purchasers of motor vehicles acquired between the 1st of January and the above mentioned date of the necessity of paying one-half of the registration fees for the two remaining months of the year, the registration of motor vehicles and the display of number plates of the automobile year to commence on the 1st of March following has been allowed for the last few years;

That it has been represented that on account of changes in conditions of the automobile trade, motor shows, which in former years were held during the month of January, will, from now on, take place in the month of November;

That we are informed that the most important sales of new models of motor vehicles are made during these motor shows;

That in consequence the Royal Automobile Club of Canada and many people interested in the automobile trade have requested that the registration of new motor vehicles and the display of automobile license plates of the 1938 issue be allowed from the 13th. of November 1937 instead of the 1st of January 1938;

That it has been suggested that it might be imposing a hardship on purchasers of new cars to require that they pay half of the yearly fees for the short period between November 13th and January 1st.

Wherefore, acting under the authority of paragraph 5 of subsection 1 of section 68 of the Motor Vehicle Act, recommends that the registration for the year 1938 for new motor vehicles, purchased during or after the motor shows, be allowed from the 13th of November 1937.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

5766-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 21 octobre 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 octobre 1937.

Concernant la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Montréal.

No 2880

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 21 octobre (1937), expose:

Que conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (I Geo. VI, ch. 49), les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 1418 du 8 mai 1936 modifié par l'arrêté ministériel No 3276 du 20 novembre 1936—convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Montréal—lui ont demandé la modification suivante de l'arrêté original:

L'article XXI de la convention est abrogé et remplacé par le suivant:

"XXI.—De l'avis et du consentement des parties contractantes, la validité de la présente en-

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated October 21st, 1937, approved by the Lieutenant-Governor on October 22nd, 1937.

Concerning the collective labour agreement relating to the printing trade industry in the district of Montreal.

No. 2880

The honourable Minister of Labour, in a memorandum dated October 21st, (1937), sets forth:

That pursuant to the provisions of section 8 of the Act respecting workmen's wages (I Geo. VI, ch. 49), the contracting parties of the collective labour agreement, rendered obligatory by the order in council No. 1418 of the 8th. of May, 1936, modified by the order in council No. 3276 of the 20th. of November, 1936—collective labour agreement relating to the printing industry in the district on Montreal—have represented a request for the modification of the following original order:

The section XXI of the agreement is repealed and replaced by the following:

"XXI.—With the advice and consent of the contracting parties, the validity of the present

tente, dont le terme d'expiration était fixé au 1er novembre 1937, est prolongé jusqu'au 3 janvier 1938 inclusivement".

Que les prescriptions de l'article 5 de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Qu'aucune objection n'a été formulée de cette date contre ladite requête;

En conséquence recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi 1 Geo. VI, chapitre 49.

Certifié,

A. MORISSET,

5795-o

Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 21 octobre 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 octobre 1937.

Concernant la "Aluminum Company of Canada, Limited" et le Syndicat National Catholique de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida.

No. 2881

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 21 octobre (1937), expose:

Que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, ch. 49) la "Aluminum Company of Canada, Limited" et le Syndicat National Catholique de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida, lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART :

"Aluminum Company of Canada, Limited".

Et, D'AUTRE PART :

Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida.

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie visée;

Que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Que les prescriptions de l'article 5 de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

En conséquence, recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, du 17 juillet 1937;

I.—a) *Jurisdiction Territoriale* :

La juridiction territoriale de la présente convention comprend la ville d'Arvida.

b) *Jurisdiction Industrielle* :—

La présente convention régit tous les employés de l'industrie de l'aluminium, y compris les employés de bureau, même s'ils doivent exécuter des travaux appartenant à d'autres métiers.

Toutefois, l'arrêté ministériel No 3496 du 18 décembre 1936 continue de s'appliquer aux tra-

agreement whose term of expiration was fixed to the 1st of November 1937, is extended until the 3rd of January 1938 inclusively".

That the provisions of Section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

That so objections were presented from that date against the said request;

Consequently recommends its approval in conformity with the provisions of Section 8 of the Act 1 Geo. VI, chapter 49.

Certified,

A. MORISSET,

5796-o

Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated October 21st, 1937, approved by the Lieutenant-Governor on October 22nd, 1937.

Concerning the Aluminum Company of Canada, Limited and "le Syndicat National Catholique de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida".

No. 2881

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated October 21st, (1937), sets forth:

That, pursuant to the provisions of section 5 of the Act respecting workmen's wages, (1 Geo. VI, Ch. 49), the Aluminum Company of Canada, Limited and "Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida", have jointly presented a request to the effect that the collective labour agreement entered, into between:

ON THE ONE PART:

The Aluminum Company of Canada, Limited,

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de l'Aluminium d'Arvida".

be rendered obligatory for the employers and employees of the industry concerned;

That the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired a preponderant importance and significance;

That the provisions of Section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

That objections were presented against the said request and were submitted to the contracting parties for consideration;

Consequently recommends its approval, in conformity with the provisions of Section 6 of the Act with however the new following conditions and to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of the 17th. of July, 1937;

I. a) *Territorial jurisdiction*:

The territorial jurisdiction of this agreement comprises the city of Arvida.

b) *Industrial jurisdiction* :

This agreement shall govern all employees of the aluminum industry even if they carry on work pertaining to other trades.

However, Order-in-Council No. 3496 of the 18th of December, 1936 is to apply except with

vau de construction, à l'exception des travaux d'entretien et des travaux de construction de peu d'importance lesquels seront régis par la présente convention.

II.—a) Taux de salaires

Les taux minima de salaires seront les suivants à compter du 1er jour du mois après la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente convention; les taux de salaires des employés ne faisant partie des classes non mentionnées dans la cédule suivante seront sujets à entente privée entre l'employeur et l'employé.

Taux minima des salaires par heure (cents)

No	Nomenclature	Taux
1.	Analyste de routine, 1ère année.....	35
2.	Analyste de routine, 2ième année.....	40
3.	Analyste de routine, 3ième année.....	45
4.	Apprenti, 1ère année.....	25
5.	Apprenti, 2ième année.....	30
6.	Apprenti, 3ième année.....	35
7.	Apprenti, 4ième année.....	45
8.	Commis, magasin des outils.....	50
9.	Eprouleur d'induits.....	70
10.	Forgeron.....	55
11.	Forgeron, aide.....	45
12.	Opérateur de bouilloires, certificat de 4ième classe.....	55
13.	Opérateur de bouilloires, certificat de 3ième classe.....	62
14.	Opérateur de bouilloires, certificat de 2ième classe.....	70
15.	Garçons, en dessous de 18 ans.....	25
16.	Garçons, de 18 à 21 ans.....	30
17.	Serre-frein, locomotive à gazoline.....	48
18.	Serre-frein, locomotive à valeur.....	50
19.	Briqueteur.....	75
20.	Briqueteur, aide.....	45
21.	Empaqueur.....	45
22.	Changeur d'électrodes.....	51
23.	Charpentier (menuisier).....	55
24.	Charpentier (menuisier, aide).....	45
25.	Charretier avec attelage simple.....	55
26.	Charretier avec attelage double.....	70
27.	Finisseur de ciment.....	55
28.	Chaîneur.....	50
29.	Commis.....	55
30.	Commis, juuioir.....	45
31.	Préposé aux transporteurs.....	48
32.	Préposé à l'accrochage, ponts roulants.....	45
33.	Opérateurs de ponts roulants.....	47
34.	Opérateurs de ponts roulants, salles des cuves.....	49
35.	Réparateur de ponts roulants.....	55
36.	Conducteur, locomotive à gazoline.....	52
37.	Conducteur, locomotive à vapeur.....	60
38.	Conducteur de chevaux.....	40
39.	Conducteur de binards automoteurs: à gazoline ou électriques.....	49
40.	Chauffeur de camions (magasin).....	50
41.	Déchargeur.....	45
42.	Electricien.....	60
43.	Electricien, aide.....	50
44.	Opérateur de grues, pour un tambour.....	50
45.	Opérateur de grues, pour deux tambours.....	55
46.	Opérateur de grues, pour trois tambours.....	60
47.	Chauffeur.....	50
48.	Ajusteur de machines.....	60
49.	Ajusteur de machines, aide.....	45
50.	Second de tableau, station des convertisseurs.....	48
51.	Contremaître.....	60
52.	Contremaître, sous.....	55
53.	Contremaître de ligne, salles des cuves.....	70

regard to maintenance and building work of minor importance which will be governed by the present agreement.

II. a) Rates of wages :

The minimum wage rates shall be the following from the 1st day of the month following the publication in the *Quebec Official Gazette* of the order in council approving the present agreement; the rates of wages of employees not in a class not mentioned in the following schedule are subject to private agreement between the employer and employee.

Minimum wage rates in cents per hour

No	Occupation	Rate
1.	Analyst—routine, 1st year.....	35
2.	Analyst—routine, 2nd year.....	40
3.	Analyst—routine, 3rd year.....	45
4.	Apprentice, 1st year.....	25
5.	Apprentice, 2nd year.....	30
6.	Apprentice, 3rd year.....	35
7.	Apprentice, 4th year.....	45
8.	Attendant—toolroom.....	50
9.	Armature winder.....	70
10.	Blacksmith.....	55
11.	Blacksmith assistant.....	45
12.	Boiler operator, 4th class certificate.....	55
13.	Boiler operator, 3rd class certificate.....	62
14.	Boiler operator, 2nd class certificate.....	70
15.	Boy—under 18 years.....	25
16.	Boy—18 to 21 years.....	30
17.	Brakeman—gasoline locomotive.....	48
18.	Brakeman—steam locomotive.....	50
19.	Bricklayer.....	75
20.	Bricklayer—helper.....	45
21.	Bundler.....	45
22.	Carbon changer.....	51
23.	Carpenter.....	55
24.	Carpenter—helper.....	45
25.	Carter—1 horse.....	55
26.	Carter—2 horses.....	70
27.	Cement finisher.....	55
28.	Chainman.....	50
29.	Clerk.....	55
30.	Clerk junior.....	45
31.	Conveyor man.....	48
32.	Crane hooker.....	45
33.	Craneman.....	47
34.	Craneman—potroom.....	49
35.	Crane repairman.....	55
36.	Driver—Gasoline locomotive.....	52
37.	Driver—steam locomotive.....	60
38.	Driver—team.....	40
39.	Driver—truck (gas or electric).....	49
40.	Driver—truck (stores).....	50
41.	Dumper.....	45
42.	Electrician.....	60
43.	Electrician—assistant.....	50
44.	Engineman—hoist, 1 drum.....	50
45.	Engineman—hoist, 2 drums.....	55
46.	Engineman—hoist, 3 drums.....	60
47.	Fireman.....	50
48.	Fitter.....	60
49.	Fitter—assistant.....	45
50.	Floorman—rotary station.....	48
51.	Foreman.....	60
52.	Foreman—assistant.....	55
53.	Foreman—line potroom.....	70

No	Nomenclature	Taux	No.	Occupation	Rate
54.	Chef d'équipe.....	55	54.	Gang leader.....	55
55.	Jardinier.....	45	55.	Gardener.....	45
56.	Graisneur.....	50	56.	Greaser.....	50
57.	Cuviste, chef.....	60	57.	Head potman.....	60
58.	Cuviste, sous-chef.....	55	58.	Head potman—assistant.....	55
59.	Nettoyeur des échangeurs de chaleur.....	55	59.	Heaterman.....	55
60.	Manoeuvre préposé aux locomotives.....	50	60.	Hostler—engine.....	50
61.	Inspecteur.....	55	61.	Inspector.....	55
62.	Inspecteur de machinerie.....	65	62.	Inspector mechanical equipment.....	65
63.	Préposé aux instruments, usine Bayer.....	60	63.	Instrumentman—ore plant.....	60
64.	Concierge.....	45	64.	Janitor.....	45
65.	Manoeuvre.....	45	65.	Labourer—general.....	45
66.	Journalier, construction.....	40	66.	Labourer—construction.....	40
67.	Poseur de toiles, filtres-presses, Usine Bayer.....	50	67.	Leafman.....	50
68.	Poseur de lattes.....	50	68.	Leather.....	50
69.	Chargeur de fours, cuisson des électrodes.....	45	69.	Loader—carbon baking furnace.....	45
70.	Machiniste.....	65	70.	Machinist.....	65
71.	Vérificateur, matériel.....	50	71.	Material checker.....	50
72.	Vérificateur, métaux.....	50	72.	Metal checker.....	50
73.	Mécanicien, entretien général.....	60	73.	Mechanic—general maintenance.....	60
74.	Installateur de machinerie.....	60	74.	Millwright.....	60
75.	Installateur de machinerie, aide.....	50	75.	Millwright—assistant.....	50
76.	Préposé aux mélanges, usines des électrodes.....	45	76.	Mixer man—carbon plant.....	45
77.	Opérateur de malaxeur à béton.....	50	77.	Mixer runner—concrete.....	50
78.	Mouleur.....	60	78.	Moulder.....	60
79.	Mouleur, aide.....	45	79.	Moulder—assistant.....	45
80.	Huileur.....	50	80.	Oiler.....	50
81.	Opérateur à la calcination.....	47	81.	Operator—calciner.....	47
82.	Opérateur de compresseurs.....	50	82.	Operator—compressor.....	50
83.	Opérateur de grues sur locomotives.....	60	83.	Operator—crane (locomotive).....	60
84.	Opérateur, usine électrique.....	55	84.	Operator—electrical department.....	55
85.	Opérateur de presses: Elmes.....	49	85.	Operator—Elmes press.....	49
86.	Opérateur de fournaise électromelt.....	50	86.	Operator—electromelt furnace.....	50
87.	Opérateur de machines (atelier de mécanique).....	55	87.	Operator—machine (machine shop).....	55
88.	Opérateur, usine Bayer.....	55	88.	Operator—ore plant.....	55
89.	Opérateur, usine Bayer, aide.....	52	89.	Operator—ore plant (assistant).....	52
90.	Opérateur, préparation du charbon de remplissage.....	50	90.	Operator—packing material plant.....	50
91.	Opérateur de broyeurs à rouleaux.....	50	91.	Operator—rod mill.....	50
92.	Opérateur de tracteurs.....	50	92.	Operator—tractor.....	50
93.	Opérateur de presses foreuses.....	50	93.	Operator—drill press.....	50
94.	Peintre.....	55	94.	Painter.....	55
95.	Patronneur-modeleur.....	80	95.	Patternmaker.....	80
96.	Mécanicien en tuyaerie.....	55	96.	Pipefitter.....	55
97.	Plâtrier.....	70	97.	Plasterer.....	70
98.	Artisan, acier en plaques.....	60	98.	Plate worker.....	60
99.	Artisan, acier en plaques, aide.....	45	99.	Plate worker—assistant.....	45
100.	Plombier.....	55	100.	Plumber.....	55
101.	Raccordeur de cuves.....	49	101.	Pot connector.....	49
102.	Cuviste.....	49	102.	Potman.....	49
103.	Couleur, division de la refusion.....	49	103.	Pourer—remelt.....	49
104.	Préposé aux pompes.....	55	104.	Pumpman.....	55
105.	Manoeuvre sur avier de renforcement.....	45	105.	Reinforcing steel labourer.....	45
106.	Réparateur, revêtement des cuves.....	49	106.	Repairman—pot lining.....	49
107.	Réparateur de fours, cuisson des électrodes.....	47	107.	Repairman—carbon baking furnace.....	47
108.	Gréeur.....	60	108.	Rigger.....	60
109.	Gréeur, aide.....	45	109.	Rigger—assistant.....	45
110.	Jalonneur.....	50	110.	Rodman.....	50
111.	Couvreur.....	55	111.	Roofer.....	55
112.	Echantillonneur.....	45	112.	Sampler.....	45
113.	Préposé aux balances.....	47	113.	Scaleman.....	47
114.	Opérateur de pelles.....	75	114.	Shovel runner.....	75
115.	Poseur d'appareils de chauffage.....	55	115.	Steamfitter.....	55
116.	Gardien-chauffeur de bouilloires.....	50	116.	Stoker.....	50
117.	Balayeur.....	45	117.	Sweeper.....	45
118.	Poseur de tuile et terrazo.....	55	118.	Setter—tile and terrazzo.....	55
119.	Foulonnier.....	49	119.	Tamper.....	49
120.	Ouvrier de coulée.....	51	120.	Tapper.....	51
121.	Garde-machine, station des convertisseurs.....	50	121.	Tender—machine (rotary station).....	50
122.	Essayeur.....	45	122.	Tester.....	45
123.	Pointeur.....	50	123.	Timekeeper.....	50

No	Nomenclature	Taux	No.	Occupation	Rate
124.	Ferblantier.....	60	124.	Tinsmith.....	60
125.	Décharger, carbonate sodique et chaux	48	125.	Unloader—soda and lime.....	48
126.	Déchargeur de fours, cuisson des élec- trodes.....	45	126.	Unloader—carbon baking furnace.....	45
127.	Gardienn.....	51	127.	Watchman.....	51
128.	Peseur.....	49	128.	Weigher.....	49
129.	Soudeur.....	65	129.	Welder.....	65
130.	Soudeur, aide.....	45	130.	Welder—assistant.....	45
131.	Messenger et employé de bureau ju- nior.....	\$10.00	131.	Messenger and other junior office employees.....	\$10.00
132.	Dactylographe, sténographe, com- mis, novice.....	13.00	132.	Typist, stenographer, clerk, beginner	13.00
133.	Dactylographe, sténographe, com- mis, ayant 2 années de service.....	18.00	133.	Typist, stenographer, clerk, after 2 years of service.....	18.00
134.	Dactylographe, sténographe, com- mis, ayant 4 années de service.....	22.00	134.	Typist, stenographer, clerk, after 4 years of service.....	22.00

b) Le taux de salaire d'un employé, en vigueur le dernier jour du mois au cours duquel ce décret sera publié, ne sera pas réduit par l'employeur même si ce taux est plus élevé que le minimum spécifié dans la dite cédula, à moins que les devoirs de cet employé ne soient changés.

c) Tout employé payé à l'heure recevra au moins, mais pas nécessairement plus que le taux minimum spécifié dans la dite cédula pour le genre particulier de travail accompli, quoique le dit taux minimum puisse être supérieur ou inférieur au taux en vigueur pour l'occupation ou le métier régulier de cet employé au service de l'employeur.

III.—Excepté en cas de nécessité ou d'urgence, la durée du travail pour l'employeur n'excèdera en aucun mois une moyenne de huit heures par jour calculée sur le nombre de jours de travail réguliers du dit mois, mais cette restriction ne s'appliquera qu'aux employés payés à l'heure.

IV.—a) A la demande de l'employeur, tout employé payé à l'heure devra, après ses heures régulières de travail, continuer l'ouvrage à son taux régulier pour une période ne dépassant pas une heure. Le dit employé pourra toutefois, si l'employeur l'y autorise, travailler plus longtemps mais au même taux régulier.

b) Lorsque, trente minutes ou plus après avoir quitté l'ouvrage, un employé payé à l'heure, répondant à l'appel de l'employeur, retournera au travail, le dit employé sera rémunéré à son taux régulier pour au moins deux heures.

V.—Excepté pour les employés occupés à des opérations continues et dans les cas de nécessité ou d'urgence, il n'y aura pas de travail les dimanches ni le jour de l'An, la fête de l'Épiphanie, la fête de l'Ascension, la fête de St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération, la fête du Travail, la fête de la Toussaint, la fête de l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

VI.—Après un an de service ininterrompu pour l'employeur, tout employé payé à la semaine ou au mois, aura droit à une vacance de deux semaines par année avec paie et, à compter du 1er janvier 1938 jusqu'à l'expiration de cette convention ou de tout renouvellement d'icelle, tout employé payé à l'heure aura droit chaque année à une vacance d'une journée par année de services ininterrompus pour l'employeur avec paie au taux prévalant pour sa catégorie sans extra. Ces vacances seront prises au temps qui conviendra à l'employeur et elles seront sujettes aux autres règlements que celui-ci jugera opportuns.

VII.—L'employeur aura le droit exclusif d'employer, destituer, transférer, suspendre, promouvoir, et démettre ses employés et de prendre toutes autres dispositions à leur sujet, mais dans l'exercice de ce droit il tiendra compte du caractère, de l'habileté, des conditions de famille, de la

b) The employer shall not decrease any employee's rate in effect the last day of the month during which this decree is so published, even though said rate be higher than the minimum specified by the afore-mentioned schedule, unless the duties of the employee should be changed.

c) Each employee paid by the hour shall receive at least, but not necessarily more than, the minimum rate specified by the afore-mentioned schedule for the class of work actually performed, even though said rate may be higher or lower than the rate for said employee's regular trade or occupation in the employer's service.

III. Except in cases of necessity or urgency, the duration of labour for the employer shall not exceed 8 hours per working day averaged through the regular working days of each calendar month, but this limitation of hours shall apply only to employees paid by the hour.

IV. a) The employer may require any hourly paid employee to continue work, at his regular rate, for as long as one hour beyond the regular quitting time of said employee, who, however, may work still longer, also at his regular rate, if the employer should so authorize.

b) When, in response to the employer's call, an hourly paid employee returns to work after the expiration of thirty minutes or more free from duty, said employee shall receive pay, at his regular rate, for at least two hours.

V. Except for persons employed in continuous operations and in cases of necessity or urgency, there shall be no work on Sundays and on New Year's Day, Feast of the Epiphany, Feast of the Ascension, Feast of St. John the Baptist, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Feast of the Immaculate Conception and Christmas.

VI. After one year of continuous service for the employer, each employee paid by the week or month shall be entitled to a vacation of two weeks per calendar year with pay, and, beginning 1st January, 1938, and continuing until the termination of this Agreement and any renewal, each employee paid by the hour shall be entitled to a vacation each calendar year, with pay at his then prevailing base rate without extras, of one day for each year of continuous service with the employer. Vacation shall be arranged at a time satisfactory to the employer and subject to other regulations of the employer.

VII. The right to employ, dismiss, transfer, suspend, promote, demote and otherwise deal with the employer's employees belong exclusively to the employer but the exercise of such right shall be with due regard for character, ability, family status, length of service and place of

longueur du service, du lieu de résidence de ses employés et il agira sans préjudice pour ou contre aucun d'entre eux à raison de sa race, de sa nationalité, de ses croyances ou de son affiliation à quelque organisation légalement constituée. Tout employé ou ex-employé qui aura raison d'être mécontent de la manière dont l'employeur aura agi dans l'exercice de ce droit pourra dans les dix jours de la date où l'acte aura été posé requérir l'employeur de reconsidérer sa décision, et l'employeur devra alors le faire, mais le statut de l'employé ou de l'ex-employé restera pendant l'enquête conforme à la décision sous reconsidération.

VIII.—Ni l'employeur, ni le Syndicat, ne devront contraindre ou forcer directement ou indirectement, aucun des employés de l'employeur à faire ou à ne pas faire partie d'une association ou d'une organisation légalement constituée.

IX.—Après extension de cette convention pour le tout ou en partie, les parties contractantes devront former un comité conjoint chargé de surveiller et d'assurer l'application du décret, de ses modifications et de ses renouvellements et ce, conformément à l'entente spéciale faite entre elles le 25 août 1937.

X.—Cette convention entrera en vigueur le jour de sa signature par celle des deux parties qui la signera en dernier lieu et elle demeurera valide jusqu'au trente et un décembre 1938, après quoi elle se renouvellera d'elle-même d'année en année à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre au moins trente jours avant l'un des renouvellements avis par écrit qu'elle entend mettre fin à la Convention.

XI.—Rien dans la présente Convention ne doit s'interpréter comme une renonciation à aucun des droits ou obligations de l'employeur ou d'aucun de ses employés ou du Syndicat en vertu des dispositions législatives fédérales ou provinciales actuellement en vigueur et y applicables.

residence and without prejudice for or against any employee because of race, nationality, creed or affiliation with any lawful organization. Any employee or ex-employee reasonably dissatisfied with the exercise of said right may ask the employer within ten days after said action for a review of the action and the employer shall be obliged to review the case, but during the investigation the status of the employee or ex-employee shall remain as determined by the exercise of said right.

VIII. Neither the employer nor the Syndicat shall coerce or force, directly or indirectly, any of the employer's employees to join or not to join any lawful association or organization.

IX. When this agreement has been extended in whole or in part, the contracting parties shall form a joint committee charged with the supervision and the carrying out of the said decree, of its modifications and of its renewal and that, in conformity with the special agreement entered into between them on the 25th of August, 1937.

X. This Agreement shall come into force the day of signing of it by the party second to sign and shall remain in force until the 31st day of December, 1938, after which it shall renew itself automatically from year to year unless written notification of intention to terminate the Agreement be given by one of the contracting parties to the other at least thirty days before any automatic renewal.

XI. Nothing herein shall be construed as a waiver of any rights or obligations of the employer or of any employee or of the Syndicat under any present applicable Federal or Provincial law.

Certifié,

A. MORISSET,

5797-o

Greffier du Conseil Exécutif.

Certified,

A. MORISSET,

5798-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 21 octobre 1937, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 22 octobre 1937.

COPY of the Report of a Committee of the honourable Executive Council dated October 21st, 1937, approved by the Lieutenant-Governor on October 22nd, 1937.

Concernant la "Aluminum Company of Canada, Limited" et le Syndicat Catholique National des Employés de la "Aluminum Company of Canada Ltd."

Concerning the Aluminum Company of Canada, Limited and "le Syndicat Catholique National des Employés de la "Aluminum Company of Canada Ltd."

No. 2882

No. 2882

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 21 octobre (1937), expose:

The honourable Minister of Labour, in a memorandum dated October 21st (1937), sets forth:

Que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49), l'Aluminum Company of Canada, Limited et le Syndicat Catholique National des Employés de la Aluminum Company of Canada Ltd., lui ont conjointement présenté, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

That pursuant to the provision of Section 5 of the Act respecting Workmen's wages (1 Geo. VI, Chapter 49), the Aluminum Company of Canada, Limited and the "Syndicat Catholique National des Employés de la Aluminum Company of Canada Limited", have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

L'Aluminum Company of Canada, Limited,

The Aluminum Company of Canada Limited,

Et, D'AUTRE PART:

And, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat Catholique National des Em-

Le Syndicat Catholique National des Em-

ployés de la Aluminum Company of Canada Ltd.,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés;

Que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Que les prescriptions de l'article 5 de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

En conséquence, recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite Loi avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 juillet 1937;

I. a. Jurisdiction territoriale.

La juridiction territoriale de la présente convention comprend la ville des Chûtes Shawinigan.

b. Jurisdiction industrielle.

La présente convention régit tous les employés de l'industrie de l'aluminium, même s'ils doivent exécuter des travaux appartenant à d'autres métiers.

Toutefois, l'arrêté ministériel No 987 du 18 avril 1935 et amendements, ainsi que les arrêtés Nos 2208 du 12 septembre 1934, 2995 du 6 décembre 1934 et 223 du 21 janvier 1937 continuent de s'appliquer aux travaux de construction, à l'exception des travaux d'entretien et des travaux de construction de peu d'importance, lesquels seront régis par la présente convention.

II. a. Les taux minima de salaires seront les suivants à compter du 1er du mois suivant la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente convention; les taux de salaires des employés ne faisant pas partie des classes non mentionnées dans la cédule suivante seront sujets à entente privée entre l'employeur et l'employé.

Taux minima des salaires par heure (cents).

No	Occupation	Taux
1.	Analyste.....	32
2.	Analyste, aide.....	26
3.	Préposé au recuit.....	42
4.	Apprenti.....	26
5.	Forgeron.....	46
6.	Forgeron, aide.....	40
7.	Faiseur de boîtes.....	42
8.	Briqueteur.....	56
9.	Opérateur de tréfilerie.....	46
10.	Opérateur de tréfilerie, aide.....	40
11.	Changeur d'électrodes.....	48
12.	Charpentier (menuisier).....	56
13.	Charretier.....	40
14.	Preneur.....	46
15.	Preneur, novice.....	42
16.	Chimiste, aide.....	40
17.	Commis.....	42
18.	Commis junior.....	34
19.	Opérateur de ponts roulants.....	48
20.	Opérateur de ponts roulants, novice.....	40
21.	Opérateur de presses foreuses.....	40
22.	Electricien.....	46
23.	Electricien, aide.....	40
24.	Chauffeur, division de la refusion.....	54

ployés de la Aluminum Company of Canada Ltd.

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry concerned;

That the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour in the trade concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired a preponderant importance and significance;

That the provisions of Section 5 of the said Act have been duly followed concerning the publication of notices;

That objections were presented against the said request and were submitted to the appreciation of the contracting parties;

Consequently, recommends its approval, in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act with however the new following conditions and to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* on the 17th of July 1937;

1. a.—Territorial Jurisdiction :

The territorial jurisdiction of the collective agreement comprises the city of Shawinigan Falls.

b.—Industrial jurisdiction :

This agreement shall govern all employees of the aluminum industry even if they carry on work pertaining to other trades.

However, Order in Council No. 987 of the 28th of April 1935 and amendments, as well as Orders Nos. 2208 of the 12th of September 1934, 2995 of the 6th of December 1934 and 223 of the 21st of January 1937 is to apply except with regard to maintenance and building work of minor importance which will be governed by the present agreement.

II. a. The minimum rates of wages shall be the following from the 1st of the month following the publication in the *Quebec Official Gazette* of the order in council approving the present agreement; the rates of wages of employees not in a class mentioned in the following schedule are subject to private agreement between the employer and the employee.

Minimum Wage Rates in cents per hour.

No.	Occupation	Rate
1.	Analyst.....	32
2.	Analyst-Assistant.....	26
3.	Annealer.....	42
4.	Apprentice.....	26
5.	Blacksmith.....	46
6.	Blacksmith-assistant.....	40
7.	Boxmaker.....	42
8.	Bricklayer.....	56
9.	Cabler.....	46
10.	Cabler-assistant.....	40
11.	Carbon changer.....	48
12.	Carpenter.....	56
13.	Carter.....	40
14.	Catcher.....	46
15.	Cather-beginner.....	42
16.	Chemist-assistant.....	40
17.	Clerk.....	42
18.	Clerk-junior.....	34
19.	Craneman.....	48
20.	Craneman-beginner.....	40
21.	Drill press operator.....	40
22.	Electrician.....	46
23.	Electrician-assistant.....	40
24.	Fireman-remelt.....	54

No	Occupation	Taux No.	Occupation	Rate
25.	Chauffeur, aide.....	44	25. Fireman-assistant.....	44
26.	Employé junior, magasin.....	26	26. Floorman-storeroom.....	26
27.	Contremaître.....	50	27. Foreman.....	50
28.	Sous-Contremaître.....	46	28. Foreman-assistant.....	46
29.	Homme à tout faire.....	42	29. Handyman.....	42
30.	Cuviste, chef.....	60	30. Head potman.....	60
31.	Cuviste, sous-chef.....	54	31. Head potman helper.....	54
32.	Essayeur, chef.....	46	32. Head tester.....	46
33.	Concierge.....	40	33. Janitor.....	40
34.	Mancœuvre.....	40	34. Labourer.....	40
35.	Opérateur de tours.....	42	35. Lathe operator.....	42
36.	Machiniste.....	56	36. Machinist.....	56
37.	Machiniste aide.....	44	37. Machinist-assistant.....	44
38.	Installateur de machinerie.....	46	38. Millwright.....	46
39.	Installateur de machinerie, aide.....	40	39. Millwright-assistant.....	40
40.	Peintre.....	46	40. Painter.....	46
41.	Mécanicien en tuyauterie.....	46	41. Pipefitter.....	46
42.	Mécanicien en tuyauterie, aide.....	40	42. Pipefitter-assistant.....	40
43.	Cuviste.....	48	43. Potman.....	48
44.	Couleur, division de la refusion.....	46	44. Purer-remelt.....	46
45.	Couleur, aide.....	42	45. Purer-assistant.....	42
46.	Opérateur, usine génératrice.....	44	46. Power House operator.....	44
47.	Aide, usine génératrice.....	34	47. Power House Helper.....	34
48.	Faiseur de rouleaux.....	42	48. Reelmaker.....	42
49.	Opérateur de machines à enrouler.....	40	49. Reelman.....	40
50.	Gréeur.....	50	50. Rigger.....	50
51.	Gréeur, aide.....	40	51. Rigger-assistant.....	40
52.	Echantillonneur.....	26	52. Sampler.....	26
53.	Marqueur au pochoir.....	40	53. Stenciller.....	40
54.	Garde-magasin, aide.....	40	54. Storekeeper, assistant.....	40
55.	Balayeur.....	40	55. Sweeper.....	40
56.	Ouvrier de coulée.....	52	56. Tapper.....	52
57.	Cuviste, préposé à la coulée.....	48	57. Tapping potman.....	48
58.	Essayeur.....	38	58. Tester.....	38
59.	Essayeur, aide.....	26	59. Tester-assistant.....	26
60.	Pointeur.....	40	60. Timekeeper.....	40
61.	Pointeur, aide.....	26	61. Timekeeper-assistant.....	26
62.	Conducteur de binards automoteurs.....	46	62. Trucker.....	46
63.	Cond. de binards automoteurs, notice.....	42	63. Trucker-beginner.....	42
64.	Gardien.....	40	64. Watchman.....	40
65.	Peseur.....	40	65. Weigher.....	40
66.	Soudeur.....	46	66. Welder.....	46
67.	Soudeur, aide.....	40	67. Welder-assistant.....	40
68.	Opérateur, machine d'étrirage.....	48	68. Wire drawer.....	48
69.	Opérateur, machine d'étrirage 6 1er mois.....	42	69. Wire Drawer, first 6 months.....	42

b. Le taux de salaire d'un employé, en vigueur le dernier jour du mois au cours duquel ce décret sera publié, ne sera pas réduit par l'employeur même si ce taux est plus élevé que le minimum spécifié dans la cédule donnée au paragraphe a, à moins que les devoirs de cet employé ne soient changés.

c. Tout employé payé à l'heure recevra au moins, mais pas nécessairement plus que le taux minimum spécifié dans la cédule apparaissant au paragraphe a pour le genre particulier de travail accompli, quoique le dit taux minimum puisse être supérieur ou inférieur au taux en vigueur pour l'occupation ou le métier régulier de cet employé au service de l'employeur.

III. Excepté en cas de nécessité ou d'urgence, la durée du travail pour l'employeur n'excédera en aucun mois une moyenne de huit heures par jour calculée sur le nombre de jours de travail régulier du dit mois, mais cette restriction ne s'appliquera qu'aux employés payés à l'heure.

IV. A la demande de l'employeur, tout employé payé à l'heure devra, après ses heures régulières de travail, continuer l'ouvrage à son taux régulier pour une période ne dépassant pas une heure. Le dit employé pourra toutefois, si l'employeur l'y autorise, travailler plus longtemps mais au même taux régulier. Lorsque, trente minutes ou plus après avoir quitté l'ou-

b. The employer shall not decrease any employee's rate in effect the last day of the month during which this decree so published, even though said rate be higher than the minimum specified in the Schedule appearing in paragraph a, unless the duties of the employee should be changed.

c. Each employee paid by the hour shall receive at least, but not necessarily more than the minimum rate specified in the Schedule appearing in paragraph a for the class of work actually performed, even though said rate may be higher or lower than the rate for said employee regular trade or occupation in the employer's service.

III. Except in cases of necessity or urgency, the duration of labour for the employer shall not exceed 8 hours per working day averaged through the regular working days of each calendar month, but this limitation of hours shall apply only to employees paid by the hour.

IV. The employer may require any hourly paid employee to continue work, at his regular rate, for as long as one hour beyond the regular quitting time of said employee, who, however, may work still longer, also at his regular rate, if the employer should so authorize. When, in response to the employer's call, an hourly paid employee returns to work after the expiration

vrage, un employé payé à l'heure, répondant à l'appel de l'employeur retournera au travail, le dit employé sera rémunéré à son taux régulier pour au moins deux heures.

V. Excepté pour les employés occupés à des opérations continues et dans les cas de nécessité ou d'urgence, il n'y aura pas de travail les dimanches ni le Jour de l'An, la fête de l'Épiphanie, la fête de l'Ascension, la fête de St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération, la fête du Travail, la fête de la Toussaint, la fête de l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

VI. Après un an de services ininterrompus pour l'employeur, tout employé payé à la semaine ou au mois, aura droit à une vacance de deux semaines par année avec paie, et à compter du 1er janvier 1938 jusqu'à l'expiration de cette convention ou tout renouvellement d'icelle, tout employé payé à l'heure aura droit chaque année à une vacance d'une journée par année de services ininterrompus pour l'employeur avec paie au taux prévalant pour sa catégorie sans extra. Ces vacances seront prises au temps qui conviendra à l'employeur et elles seront sujettes aux autres règlements que celui-ci jugera opportuns.

VII. L'employeur aura le droit exclusif d'employer, destituer, transférer, suspendre, promouvoir, et démettre ses employés et de prendre toutes autres dispositions à leur sujet, mais dans l'exercice de ce droit il tiendra compte du caractère, de l'habileté, des conditions de famille, de la longueur du service, du lieu de résidence de ses employés et il agira sans préjudice pour ou contre aucun d'entre eux à raison de sa race, de sa nationalité, de ses croyances ou de son affiliation à quelques organisations légalement constituées. Tout employé ou ex-employé qui aura raison d'être mécontent de la manière dont l'employeur aura agi dans l'exercice de ce droit pourra dans les dix jours de la date où l'acte aura été posé requérir l'employeur de reconsidérer sa décision, et l'employeur devra alors le faire, mais le statut de l'employé ou de l'ex-employé restera pendant l'enquête conforme à la décision sous reconsidération.

VIII. Ni l'employeur, ni le Syndicat, ne devront contraindre ou forcer directement ou indirectement aucun des employés de l'employeur à faire ou à ne pas faire partie d'une association ou d'une organisation légalement constituée.

IX. Après extension de cette convention pour le tout ou en partie, les parties à la dite convention devront former un comité conjoint chargé de surveiller et d'assurer l'application de la convention, de ses modifications, et de ses renouvellements et ce, conformément à une entente spéciale intervenue entre elles le 2 septembre 1937.

X. Cette Convention entrera en vigueur le jour de sa signature par celle des deux parties qui la signera en dernier lieu et elle restera en vigueur jusqu'au trente et un décembre 1938, après quoi elle se renouvellera d'elle-même d'année en année à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre, au moins trente jours avant l'un des renouvellements, avis par écrit quelle entend mettre fin à la Convention.

XI. Rien dans la présente Convention ne doit s'interpréter comme une renonciation à aucun des droits ou obligations de l'employeur ou d'aucun de ses employés ou du Syndicat en vertu de dispositions législatives fédérales ou provinciales actuellement en vigueur et y applicable.

Certifié,

A. MORISSET,

5799-0

Greffier du Conseil Exécutif.

of thirty minutes or more free from duty, said employee shall receive pay, at his regular rate, for at least two hours.

V. Except for persons employed in continuous operations and in cases of necessity or urgency, there shall be no work on Sundays and on New Year's Day, Feast of the Epiphany, Feast of the Ascension, Feast of St. John the Baptist, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Feast of the Immaculate Conception and Christmas.

VI. After one year of continuous service for the employer each employee paid by the week or month shall be entitled to a vacation of two weeks per calendar year with pay and, beginning 1st January, 1938, and continuing until the termination of this Agreement and any renewal, each employee paid by the hour shall be entitled to a vacation each calendar year, with pay at his then prevailing base rate without extras, of one day for each year of continuous service with the employer. Vacations shall be arranged at a time satisfactory to the employer and subject to other regulations of the employer.

VII. The right to employ, dismiss, transfer, suspend, promote, demote and otherwise deal with the employer's employees belongs exclusively to the employer but the exercise of such right shall be with due regard for character, ability, family status, length of service and place of residence and without prejudice for or against any employee because of race, nationality, creed or affiliation with any lawful organization. Any employee or ex-employee reasonably dissatisfied with exercise of said right may ask the employer within ten days after said action for a review of the action and the employer shall be obliged to review the case, but during the investigation the status of the employee or ex-employee shall remain as determined by the exercise of said right.

VIII. Neither the employer nor the Syndicate shall coerce or force, directly or indirectly, any of the employer's employees to join or not to join any lawful association or organization.

IX. When this agreement has been extended in whole or in part, the contracting parties shall form a joint committee charged with the supervision and the carrying out of the said decree, of its modifications and of its renewal and that, in conformity with the special agreement entered into between them on the 2nd of September, 1937.

X. This agreement shall come into force the day of signing of it by the party second to sign and shall remain in force until the 31st of December, 1938, after which it shall renew itself automatically from year to year unless written notification of intention to terminate the Agreement be given by one of the contracting parties to the other as least thirty days before any automatic renewal.

XI. Nothing herein shall be construed as a waiver of any right or obligation of the employer or of any employee or of the Syndicate under any present applicable Federal or Provincial Law.

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

5800-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 44

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Boucher vs Leclair..... 4177

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Poole vs Yertaw..... 4177

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—..... 4107

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la loi de véhicules-automobiles..... 4198

Concernant l'industrie de l'imprimerie de la région de Montréal..... 4199

Concernant l'industrie de l'Aluminium d'Arvida..... 4200

Concernant l'industrie de l'Aluminium de Shawinigan..... 4204

ASSURANCE:—

Cie. ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Esprit..... 4178

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie Laitière..... 4157

Corp. des Syndics de la paroisse St-Benoît-Joseph-Labre..... 4157

Dorval-Siscoe Mines, Ltd..... 4157

Gale Gold Mines, Ltd..... 4156

J.-B. Lippincott Co..... 4156

Montmorency Club, Inc..... 4177

Pintsch Compressing Co., Inc..... 4156

Syndicat National de l'Industrie d'Aluminium de Shawinigan..... 4177

Syndicat National Catholique des Comis-Comptables de Jonquière..... 4156

Syndicat Catholique des Camionneurs de Roberval..... 4157

BUREAU-CHEF:—

D'Allaird's (Quebec) Limited..... 4178

CHARTES—ABANDON DE:—

Pilgrim Investors, Ltd..... 4179

The Perfect Washing Machine Co..... 4178

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—

Horowitz, Samuel H..... 4144

Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension..... 4144

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Bonsecours..... 4179

Municipalité scolaire de Lesage..... 4179

Municipalité scolaire de St-Basile..... 4179

Municipalité scolaire de St-Denis-de-Brompton..... 4179

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Boucher vs Leclair..... 4177

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Poole vs Yertaw..... 4177

ADVERTISERS:—NOTICE TO:—..... 4107

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Concerning the Motor Vehicle Act..... 4198

Concerning the printing trade industry in the district of Montreal..... 4199

Concerning Aluminum industry at Arvida..... 4200

Concerning Aluminum industry at Shawinigan..... 4204

INSURANCE:—

Cie. ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Esprit..... 4178

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission..... 4157

Corp. des Syndics de la paroisse St-Benoît-Joseph-Labre..... 4157

Dorval-Siscoe Mines, Ltd..... 4157

Gale Gold Mines, Ltd..... 4156

J.-B. Lippincott Co..... 4156

Montmorency Club, Inc..... 4177

Pintsch Compressing Co., Inc..... 4156

Syndicat National de l'Industrie d'Aluminium de Shawinigan..... 4177

Syndicat National Catholique des Comis-Comptables de Jonquière..... 4156

Syndicat Catholique des Camionneurs de Roberval..... 4157

CHIEF OFFICE:—

D'Allaird's (Quebec) Limited..... 4178

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Pilgrim Investors, Ltd..... 4179

The Perfect Washing Machine Co..... 4178

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Horowitz, Samuel H..... 4144

Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension..... 4144

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of Bonsecours..... 4179

School municipality of Lesage..... 4179

School municipality of St-Basile..... 4179

School municipality of St-Denis-de-Brompton..... 4179

LETTRES PATENTES:—

Amphi Gold Properties Limited.....	4108
Golden Potato Flakes Inc.....	4109
J.-A. Marcoux Ltée.....	4129
Lapan Cartage Limited.....	4111
Les Editions Marquis, Limitée.....	4130
Les Publications Lafayette Ltée—Lafayette Publishing Co. Ltd.....	4114
Maple Distillery Limited—La Distillerie Erable Ltée.....	4115
Moulins Yamaska Inc.—Yamaska Mills Inc.....	4132
Noranda Tea & Coffee Limited.....	4141
Peter Shoe Corporation.....	4118
Sab-Lac Copper and Gold Mines Limited.....	4120
Savon Majestic Soap Limitée.....	4121
Securities Transfer Company Limited.....	4124
The Transportation Club.....	4128

LETTERS PATENT:—

Amphi Gold Properties Limited.....	4108
Golden Potato Flakes Inc.....	4109
J.-A. Marcoux Ltée.....	4129
Lapan Cartage Limited.....	4111
Les Editions Marquis, Limitée.....	4130
Les Publications Lafayette Ltée—Lafayette Publishing Co. Ltd.....	4114
Maple Distillery Limited—La Distillerie Erable Ltée.....	4115
Moulins Yamaska Inc.—Yamaska Mills Inc.....	4132
Noranda Tea & Coffee Limited.....	4141
Peter Shoe Corporation.....	4118
Sab-Lac Copper and Gold Mines Limited.....	4120
Savon Majestic Soap Limitée.....	4121
Securities Transfer Company Limited.....	4124
The Transportation Club.....	4128

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES:—

Les Epiciers Unis Incorporés—United Grocers Incorporated.....	4142
Tie Toe Club Inc.....	4143

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Les Epiciers Unis Incorporés—United Grocers Incorporated.....	4142
Tie Toe Club Inc.....	4143

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Caisse Populaire de St-Odilon-de-Cranbourne.....	4180
Labonté & Brault, Ltée.....	4179

WINDING UP NOTICES:—

Caisse Populaire de St-Odilon-de-Cranbourne.....	4180
Labonté & Brault, Ltée.....	4179

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Ordonnance No 1A.....	4195
Ordonnance No 2.....	4195
Barbiers et Coiffeurs des Trois-Rivières.....	4196
Confection pour dames de la Province.....	4196
Industrie de la chaussure de la Province.....	4196
Industrie de la construction de Sorel.....	4197
Industrie de la peinture de la Province.....	4197
Métiers de la construction du comté de Drummond.....	4197
Préposés à la réparation des chaussures usagées dans le district de Montréal.....	4197

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Ordinance No. 1-A.....	4195
Ordinance No. 2.....	4195
Barbers and hairdressers of Trois-Rivières.....	4196
Ladies' cloak and suit industry in the Province.....	4196
Shoe Manufacturing industry in the Province.....	4196
Building industry of Sorel.....	4197
Paint industry in the Province.....	4197
Building trades of the county of Drummond.....	4197
Shoe Repairers of the district of Montreal.....	4197

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles.....	4180
Diverses.....	4145
Diverses.....	4145

APPOINTMENTS:—

School Commissioners.....	4180
Miscellaneous.....	4145
Miscellaneous.....	4145

PROCLAMATIONS:—

Asiles des détenus aliénés de Bordeaux.....	4144
Canton de Weedon.....	4184
Paroisse Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie.....	4182

PROCLAMATIONS:—

Bordeaux Asylum for insane prisoners.....	4144
Township of Weedon.....	4184
Paroisse Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie.....	4182

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:—

La Cie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique.....	4156
--	------

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Railway Company.....	4156
---------------------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Demers, Joseph.....	4149
Gale Gold Mines Ltd.....	4151
Giguère, Edouard.....	4182
J. M. Binet Limitée.....	4150
Miller & Frère.....	4181

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Demers, Joseph.....	4049
Gale Gold Mines Ltd.....	4151
Giguère, Edouard.....	4182
J. M. Binet Limitée.....	4150
Miller & Frère.....	4181

VENTES POUR TAXES:—

Garnier, munic. scolaire.....	4152
St-Laurent, ville de.....	4153

SALES FOR TAXES:—

Garnier, school munic.....	4152
St. Laurent, town of.....	4153

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Corp. village Plessisville vs Sun Trust, Ltée.....	4185
Forest vs Morrissette.....	4185

GASPÉ:—

Kruse vs Hackett.....	4186
-----------------------	------

JOLIETTE:—

Lamarche <i>et vir</i> vs Succession Lactance Lamarche.....	4187
Poirier vs Blais.....	4186

MONTREAL:—

Crédit Foncier Franco-Canadian vs Dub- nitsky.....	4188
Grand Trunk Ry. of Canada, Superan- nation and Provident Fund Ass. vs. Natovitch.....	4189
People's Thrift & Investment Co. vs Finlayson.....	4188
Sun Life Ass. Co. of Canada vs Tate....	4190

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Gingras.....	4191
Société de Prêts et Placements de Québec vs Auger.....	4190

RIMOUSKI:—

Ville de Rimouski vs Thibault.....	4191
------------------------------------	------

ROBERVAL:—

Guay vs Hudon.....	4192
Banque Canadienne Nationale vs Dumais	4192
Tremblay vs Hudon.....	4193

SAINT-FRANÇOIS:—

Boisse vs Bergeron.....	4194
-------------------------	------

SAINT-HYACINTHE:—

Gagné vs Robert.....	4194
----------------------	------

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Corp. village Plessisville vs Sun Trust, Ltée.....	4185
Forest vs Morrissette.....	4185

GASPE:—

Kruse vs Hackett.....	4186
-----------------------	------

JOLIETTE:—

Lamarche <i>et vir</i> vs Estate Lactance La- marche.....	4187
Poirier vs Blais.....	4186

MONTREAL:—

Crédit Foncier Franco-Canadian vs Dub- nitsky.....	4188
Grand Trunk Ry. of Canada, Superan- nation and Provident Fund Ass. vs. Natovitch.....	4189
People's Thrift & Investment Co. vs Finlayson.....	4188
Sun Life Ass. Co. of Canada vs Tate....	4190

QUEBEC:—

City of Quebec vs Gingras.....	4191
Société de Prêts et Placements de Québec vs Auger.....	4190

RIMOUSKI:—

Town of Rimouski vs Thibault.....	4191
-----------------------------------	------

ROBERVAL:—

Guay vs Hudon.....	4192
Banque Canadienne Nationale vs Dumais	4192
Tremblay vs Hudon.....	4193

ST. FRANCIS:—

Boisse vs Bergeron.....	4194
-------------------------	------

SAINT-HYACINTHE:—

Gagné vs Robert.....	4194
----------------------	------